

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

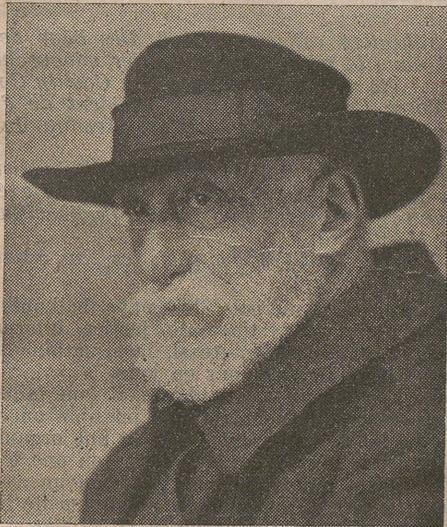
4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renault, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Marguerite, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport (France); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin (Belgique); P. Istrati (Roumanie); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); František Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly (Tchécoslovaquie); Victor Serge (U. R. S. S.).

Auguste Forel



Auguste Forel est né le 1^{er} septembre 1848, à La Gracieuse sur Morges en Suisse (Vaud). Après avoir terminé les cours de médecine à l'Université de Zurich, il devint l'assistant du célèbre professeur Gudden à Munich. Au retour d'un voyage d'études dans les Indes Occidentales, en 1879, il est appelé à la chaire de professeur ordinaire de psychiatrie à l'Université de Zurich et nommé directeur de l'asile cantonal d'aliénés du Burghölzli. Il reste dans ces fonctions jusqu'en 1898. Forel ne se contente cependant pas de remplir ses fonctions officielles. Il travaille de 16 à 18 heures par jour. Il poursuit ses études sur la psychiatrie, l'anatomie du cerveau, la psychologie. Il publie les résultats de ses nombreuses expériences et recherches dans des ouvrages fort remarquables.

Outre ses travaux scientifiques, il s'intéresse aux questions sociales et fait preuve, dans ce domaine, d'une activité prodigieuse. Il fait des efforts énergiques pour réformer le droit pénal, pour la théorie de la responsabilité limitée. Il mène une lutte acharnée contre certaines pratiques sociales qu'il considère comme dangereuses, il combat énergiquement l'alcoolisme — c'est lui qui a créé à Zurich les restaurants sans alcool. Puis, en 1898, il quitte ses fonctions officielles pour s'adonner entièrement à l'action humanitaire. Il fonde à Lausanne, en 1899, la Ligue pour l'Action morale, qui devint la pépinière des institutions de progrès moral et social à Lausanne. C'est grâce à ses efforts que furent fondées, tour à tour, la Maison du Peuple, la Goutte de Lait, la Fédération des Sociétés Vaudoises d'Education populaire, l'Office Social, etc. Un très grand nombre d'institutions sociales furent également fondées sous l'inspiration de Forel et de son œuvre.

Vivant à la campagne, Forel s'est efforcé de convertir les paysans au socialisme. Enfin la guerre mondiale a fait du pacifiste convaincu qu'il était un pacifiste-internationaliste acharné et, depuis quatre ans, il consacre toutes ses forces à la lutte contre la guerre. Forel est un des plus grands amis de l'humanité et une personnalité célèbre de notre époque.

Citons parmi ses œuvres : « La Question sexuelle, la Morale sexuelle » ; « Über unser menschliches Erkenntnisvermögen » ; « Über die Zurechnungsfähigkeit des normalen Menschen » ; « La boisson dans nos mœurs » ; « Kulturbestrebungen der Gegenwart » ; « Morale hypothétique et morale humaine » ; « Pensée, liberté et socialisme » ; « Assez détruit ! Rebâtissons » ; « Les Etats-Unis de la Terre » etc., etc.

Ad 1^o. La Macédoine doit être libérée et former au plus tôt un Etat indépendant de la Grèce, de la Yougoslavie et de la Bulgarie. Elle a assez souffert jusqu'ici des rivalités gouvernementales entre ces trois pays que je connais y ayant séjourné moi-même en 1910.

Ad 2^o. Hélas non ! On ne le voit que trop. Les minorités ethniques comme celles des confessions et des langues, devraient partout être respectées et équitablement représentées. Dans les Balkans les gouvernements actuels foulent encore aux pieds les dites minorités.

Ad 3°. J'ai déjà répondu sous 1° à cette question: La Macédoine doit être libérée et former un Etat pour son compte, de même que l'Albanie et le Monténégro.

Mais je crois à la possibilité d'une Fédération Balkanique sous d'autres gouvernements devenus vraiment démocratiques sociaux et libéraux, respectant les droits égaux de chacun, hommes, femmes et adolescents. Mais pour atteindre ce but, il faut que tout individu apprenne à subordonner ses intérêts personnels au bien social de l'ensemble humain qui est international. Il faut entre autres que tout ministre d'Etat sache qu'il doit rentrer à son tour dans les rangs. A bas les tyrans, sanguinaires ou non!

Dr A. Forel

Arthur McManus



Arthur McManus est né, en 1888, à Glasgow, Ecosse.

En 1907 il a adhéré au mouvement socialiste.

En 1911, il dirige la grande grève dans la Singer Manufacturing Company.

Pendant la guerre il dirige le Socialist. Il est arrêté et déporté de Glasgow en 1915. Il est arrêté de nouveau en 1917 comme président du Comité de grève des mécaniciens. Il a été président du Comité des «shop» stewards et ouvriers et a pris une part dirigeante dans la formation du Parti Communiste anglais. Il en fut le président jusqu'en 1923, lorsque la présidence fut abolie et remplacée par le Bureau. Il a été membre de ce Bureau tout le temps.

Il était impliqué dans l'affaire de la Lettre de Zinovieff.

Il est l'un des communistes condamnés à 6 mois de prison et remis dernièrement en liberté.

Je m'empresse de répondre à votre questionnaire.

La spoliation des territoires balkaniques et l'asservissement des peuples balkaniques est l'un des traits les plus criminels du développement de l'impérialisme mondial. Je ne réponds pas à votre questionnaire dans la forme présentée pour pouvoir traiter plus largement la question. Les arrangements territoriaux et diplomatiques ont créé des groupes d'intérêts qui se disputent comme des vautours autour d'une carcasse.

La situation balkanique est le problème le plus dangereux dans la politique mondiale et contient tous les éléments d'une autre conflagration générale. Et il en sera ainsi jusqu'à ce que les travailleurs des différents états balkaniques prennent eux-mêmes en mains la solution de la question et s'unissent en une véritable Fédération Balkanique de Républiques de Travailleurs. Ce qui nous est présenté comme des antagonismes nationaux et des différences de races n'est que l'œuvre des intérêts économiques en conflit, qui cherchent à tirer profit de ces différences et distinctions particulières. En réalité, il n'existe pas entre les ouvriers et les paysans des différences assez grandes pour empêcher un travail et un développement harmonieux. L'exemple historique de l'Union des Républicains Socialistes Soviétiques avec sa multitude d'intérêts contradictoires en apparence et de caractéristiques nationales nous montre bien que ces diversités n'empêchent point les peuples à s'unir pour travailler chacun à sa propre destinée. Que pourrait-elle donc empêcher les peuples balkaniques d'agir de même ?!

Ce procédé de morcellement et de division des peuples et des territoires, nous le voyons pleinement dans ce qui est connu comme l'Empire Britannique avec 450 millions d'hommes asservis et se trouvant entièrement sous la domination d'une poignée de financiers et d'actionnaires.

Tous vos efforts doivent être tendus à forcer les impérialistes étrangers à se retirer des Balkans. C'est surtout l'impérialisme

britannique qui, par ses agissements, excite les peuples les uns contre les autres, contribuant ainsi à déchaîner une nouvelle guerre. Les politiciens britanniques qui ne font que parler de la paix pourraient bien plus efficacement employer leur temps et leurs énergies, s'ils mettaient un terme aux tendances expansionnistes du capital britannique. En empêchant les agissements du capital britannique dans les Balkans ils contribueraient à donner au monde la paix à laquelle il aspire, alors que leurs rodomontades ne font que la tuer.

Votre situation est comme celle de la Chine. Derrière tous les jeux de marionnettes des différentes bourgeoisies nationales, on voit les impérialistes de l'Angleterre, de la France et de l'Amérique. Ce sont eux les véritables manipulateurs. Et pour résoudre définitivement le problème balkanique, leur puissance dans l'Europe Centrale doit être détruite.

Les bourgeoisies nationales ni de la Bulgarie, ni de la Serbie, ni de la Grèce ou de n'importe quel autre pays dans les Balkans ne peuvent résoudre le problème, car elles ne sont que des pantins de l'un ou de l'autre groupe dominant.

Ce n'est qu'une Fédération des Peuples Balkaniques en une Union de Républiques d'Ouvriers et de Paysans qui peut résoudre la question. Voilà pourquoi je travaille dans cette direction.

Arthur McManus

John Wheatley



John Wheatley est né en 1869. Dès l'âge de 12 ans il descendait dans la mine. Simple ouvrier mineur jusqu'à l'âge de 22 ans. A été membre du Lancashire County Council et du Glasgow Town Council. Il est le président de l'Association travailliste écossaise de l'Habitation. Membre du Parlement depuis 1922.

Il adhéra au Labour Party en 1906. Il s'y distingua bien vite par son énergie. Il est membre du Comité exécutif parlementaire de ce parti. Il fut ministre de l'Hygiène publique dans le cabinet Macdonald.

John Wheatley est l'un des chefs les plus écoutés de l'aile gauche du Labour Party.

Les gouvernements actuels des pays balkaniques ne désirent point établir un système de justice internationale, ni assurer la justice individuelle. Aussi, la situation dans les Balkans s'aggrave forcément de jour en jour.

Pour remédier à cet état de choses, il faut faire des efforts pour développer aussi rapidement que possible un esprit socialiste dans la péninsule balkanique, y créer une organisation dans chacun des états, réunir ces organisations en une fédération.

Cette fédération réunie par un but commun assurerait une coopération garantissant à chacun le maximum de liberté nationale, de religion, de race et de pensée.

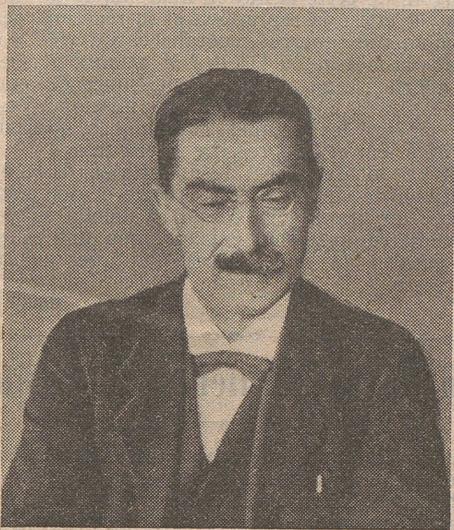
John Wheatley

Dr Leonhard Ragaz

Dr Leonhard Ragaz est né en 1868 à Tamins, Graubünden (Suisse). Après avoir fait ses études universitaires à Basel, à Jena et à Berlin, il fut nommé professeur au lycée de Chur et curé à Chur et à Basel. En 1908 il fut nommé professeur de théologie à l'Université de Zurich. Il abandonna cette chaire en 1921 à la suite de sa rupture avec l'Eglise et le Christianisme officiel. Depuis, il travaille comme homme de lettres et pédagogue privé dans le cadre de l'association religieuse-socialiste « Travail et Culture » à Zurich.

Leonhard Ragaz est l'un des fondateurs du mouvement religieux-socialiste dont le but est la renaissance du christianisme et de la société par une synthèse de l'évolution religieuse et sociale. Il a embrassé un socialisme radical mais dénué de dogme et a depuis longtemps adhéré au parti social-démocrate suisse.

Leonhard Ragaz a écrit une quantité considérable d'ouvrages, dont nous citons en particulier : « La Nouvelle Suisse » ; « Que Ton Règne arrive » ; « Le Règne Mondial, la Religion et le Règne de Dieu » ; « La Lutte pour le Royaume de Dieu » ; « La Révolution pédagogique, Un programme socialiste », etc. Il est aussi rédacteur à la revue « Les Chemins nouveaux » paraissant à Zurich.



Ne connaissant pas personnellement les conditions dans les Balkans, je ne suis pas compétent pour exprimer un avis autorisé sur la question d'une fédération balkanique. Si toutefois je répons à votre invitation, c'est d'une part parce que je suis depuis longtemps et avec beaucoup d'intérêt les développements balkaniques et considère comme mon devoir de contribuer dans la mesure du possible au règlement si important pour l'Europe et le monde entier du problème balkanique, et d'autre part parce qu'en ma qualité de Suisse je serais peut-être en droit de dire un mot sur le problème d'une fédération.

La Suisse est elle-même une Fédération, une Confédération, c'est-à-dire une libre association d'entités politiques jadis indépendantes et divisées les unes des autres par les plus violentes différences nationales, religieuses et culturelles. Ces entités se combattaient jadis aussi âprement qu'aujourd'hui les peuples des Balkans. Elles menaient les unes contre les autres des guerres pleines de haine et de rage, des guerres politiques, sociales, religieuses, et s'alliaient à cet effet avec des grandes puissances

étrangères. Et aujourd'hui elles forment une unité que même le cataclysme de la guerre mondiale n'a pu sérieusement ébranler.

La Suisse se compose d'une partie catholique et d'une partie protestante, mais il n'existe pas le moindre danger que notre pays soit déchiré par ce fait ; elle compte quatre langues différentes — l'allemand, le français, l'italien et le roman, mais nous ne connaissons pas de luttes de langues ; elle comprend au moins trois cultures et nationalités principales, et cependant, malgré cela, il n'y a qu'un peuple suisse ; et s'il se produit des différends entre elles (et ce seulement comme une conséquence de la guerre mondiale) il n'existe absolument aucun danger pour l'unité et la vitalité de la Fédération suisse.

Le secret de ce développement ? C'est la liberté complète et absolue, dans laquelle, dans le cadre de la Fédération démocratique, les différences nationales, culturelles et religieuses ont le droit de vivre leur vie. Tous les documents officiels sont imprimés en trois langues. Dans le canton de Graubünden les langues allemande, italienne et romane sont entremêlées, et il y existe les différences confessionnelles les plus variées, mais jamais il n'en résulte un différend sérieux.

Il ne faut pas attribuer à une arrogance suisse — car notre mérite dans ce développement n'est pas si grand — si je déclare que telle est la voie pour la solution du problème balkanique, et du problème européen : suppression des séparations étatiques actuelles et des fausses souverainetés par un système général de fédéralisme, renoncement entier à l'identification de l'état et de la population, autonomie complète nationale, culturelle et religieuse pour toutes les minorités ; association libre, au lieu de la violence et de l'oppression.

Je ne puis me permettre de vous dire comment cet état de choses pourrait être créé dans les Balkans. Je voudrais seulement relever que je ne veux naturellement pas dire qu'il serait possible d'instituer dans les Balkans du jour au lendemain une entité étatique aussi solide que la Confédération helvétique. C'est dans le courant de beaucoup de siècles que la Suisse est devenue ce qu'elle est aujourd'hui. Il n'est peut-être même pas possible et ni désirable que les peuples balkaniques forment une unité étatique : il suffirait d'une entité d'une forme plus simple. Il faudrait commencer par ce qui est aujourd'hui le plus important — le reste se fera peu à peu, croîtra organiquement, avec le temps.

Mais comme l'on ne peut s'attendre à rien de la part des gouvernements, ce sont les forces libres qui devront se mettre en tête. Une très belle tâche incomberait là aux partis socialistes. L'opinion mondiale doit également exercer une pression dans le sens indiqué. Quoique l'on pense de la Société des Nations, ce serait quand-même d'une certaine importance si l'on pouvait réussir à lui faire considérer comme l'une de ses tâches la solution de la question macédonienne. Il est enfin clair que pour la solution de tous ces problèmes il est indispensable que l'évolution sociale marche la main dans la main avec l'évolution des pensées.

Je voudrais déclarer encore que je crois fermement à la valeur, à la possibilité, à la nécessité d'une union des peuples balkaniques et que je considère cette union comme un événement particulièrement heureux pour ces peuples, pour l'Europe, pour le monde entier.

Dr Leonhard Ragaz

La question macédonienne est-elle si complexe que cela ?

L'Organisation Intérieure Révolutionnaire Macédonienne, l'O. R. I. M. autonomiste, manifeste une grande amertume contre moi à la suite de la publication de mon livre. J'ai sous les yeux la traduction d'un article publié par un de ses organes, et où il m'est reproché d'avoir émis, dans la question macédonienne, un jugement partial, entaché d'un parti pris politique, d'avoir fait une enquête unilatérale en n'écoutant que des ennemis de la Macédoine et d'avoir obéi, dans la circonstance, à un ordre de Moscou.

Si ces choses sont dites avec une certaine atténuation, elles n'en ressortent pas moins très nettement du réquisitoire des représentants de l'Organisation Autonomiste.

Je le dis en toute simplicité, je suis fâché qu'une critique de ce genre et de cette gravité soit ainsi émise publiquement contre moi.

Ce n'est pas la peur qui me fait ainsi parler. Je suis habitué aux plus violentes attaques et je n'ai jamais eu l'intention de me dérober aux responsabilités que j'encours par mon attitude et de me mettre à l'écart des risques des grandes batailles sociales et politiques où je me suis engagé.

Mais j'éprouve un étrange malaise à ce que mes intentions et mes actes soient méconnus par des hommes que je veux considérer, en principe, comme étant de bonne foi.

Je vais donc essayer de mettre clairement les choses au point. Je veux montrer, aussi brièvement que possible, que tous

ceux qui sont tant soit peu au courant des réalités contemporaines, qui n'ignorent pas les vicissitudes logiques de l'histoire, et qui ne sont pas dépourvus de quelque conscience morale et du minimum de bon sens nécessaire pour raisonner normalement, aboutiraient, dans cette question macédonienne, aux conclusions auxquelles je suis personnellement arrivé.

Elle est, cette question, fort complexe, je le sais, et je ne prétends pas la connaître dans tous ses détails. Je prétends seulement la posséder suffisamment pour être en mesure de la simplifier sans la déformer et d'en dégager les grandes lignes.

La Macédoine nous apparaît aujourd'hui comme le type des peuples martyrs. C'est bien en effet d'un peuple qu'il s'agit. Un peuple qui a son caractère ethnique original, ses traditions, ses tendances, sa personnalité une et spécifique.

Ce peuple, sur le sol même où il s'est développé et a duré, où l'histoire l'a implanté, auquel il tient par ses racines et par sa culture propre, est traité comme un ensemble d'esclaves et de malfaiteurs. Des frontières et des divisions artificielles ont taillé à même la chair de ce peuple unique. Il a été et il est encore écrasé, dispersé, prisonnier de lois qui lui sont étrangères, sans recours à la face du monde, victime de forces qui le dominent et qui l'étouffent au mépris des principes du droit et de l'équité, au mépris de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, au mépris de tous les intérêts essentiels de ceux qui le composent, au mépris, en un mot, des exigences profondes et palpitantes d'une société vivante.

C'est avec affection, c'est avec respect que je dirige ma pensée vers cette multitude de victimes. L'ardente sympathie que j'éprouve pour la population macédonienne tout entière est le

vrai et le seul moteur de tout ce que j'ai dit et essayé de faire en ce qui la concerne.

Combien de fois lorsque avec quelques-uns des éminents amis qui ont entrepris de faire entendre un cri de justice et d'humanité, avons nous parlé de la Macédoine avec une émotion fraternelle et évoqué l'idéal: une Macédoine libre dans les cadres de son territoire ancestral, une Macédoine laissée enfin à elle-même, mise enfin en possession d'elle-même et à laquelle il serait permis de se développer sans contrainte selon la pente naturelle des lois économiques et sociales.

Or, tous ceux qui considèrent comme un devoir d'apporter dans tous les grands problèmes de ce genre un point de vue pratique, où les réalisations ne soient pas que des conceptions abstraites, nuageuses, ou rien que des grands mots inutiles, vont droit aux causes des anomalies et des malheurs publics. Chercher la cause, c'est le vrai commencement de l'action.

La cause de la passion actuelle de la Macédoine, un seul mot l'exprime: l'impérialisme. L'impérialisme des pays limitrophes qui ont considéré tour à tour la Macédoine comme une proie. Depuis longtemps elle n'est plus province, elle est colonie où se déchaine le va-et-vient d'invasion et d'exil; elle est butin. Il n'y a pas lieu d'entrer dans toutes les sombres péripéties de son histoire. Il suffit de la considérer dans son triple morcellement actuel. Chacun de ses trois tronçons et son pauvre grand corps mutilé tout entier, ressentent à vif les contre-coups des disputes impérialistes des autres.

On ne peut pas considérer l'impérialisme des pays balkaniques à part de celui des grandes puissances. Celui-là est fonction de celui-ci. C'est en réalité l'état de concurrence acharnée et incessante où se trouvent jetés les grands pays européens qui entretiennent le désordre impérialiste des petites puissances vassales. Ce vasselage n'est pas seulement humiliant, révoltant en soi, et contraire aux droits des gens. Il est néfaste car il a pour résultat l'exploitation des petits pays par les grandes entreprises capitalistes de l'étranger et l'utilisation des gouvernements comme instruments de ce grand capitalisme. Il n'y aura pas de paix dans cette région du monde dont nous parlons tant qu'on en disposera ailleurs, (que ce soit dans les capitales balkaniques, ou que ce soit dans les grandes capitales européennes), pour des intérêts étrangers à elle-même.

Quels remèdes y a-t-il à cet état de choses? Répondre à l'impérialisme par l'impérialisme? C'est-à-dire, en l'espèce, constituer un royaume ou une république macédonienne indépendante? Non. Outre que c'est là une utopie absolue, à ce point irréalisable qu'elle n'a plus guère actuellement de partisans même parmi les nationalistes macédoniens les plus fanatiques, pareille tentative ne changerait rien à la situation. Ou plutôt elle ne changerait en apparence la situation que pour maintenir sous une autre forme la misère et la souffrance du peuple macédonien.

Trouvera-t-on la solution en envisageant l'annexion de la Macédoine à un des pays limitrophes? Il va de soi que cela aussi ne serait que déplacer les éléments du tragique problème, sans le faire avancer d'un pas.

En réalité, la Macédoine, comme je l'ai écrit, ne veut être ni Bulgare, ni Serbe, ni Grecque: elle veut être Macédonienne.

Dans ces conditions le seul règlement logique du drame macédonien contemporain apparaît dans une fédération libre de tous les peuples balkaniques sans exception, où le libre développement de chaque pays et de chaque région serait assuré automatiquement avec le maximum d'amplitude.

Tout cela est simple et logique. Pour en arriver à cette constatation il n'est pas besoin d'être poussé par un parti pris politique quelconque et d'écouter des suggestions étrangères. Je le répète, le simple bon sens y suffit. Je voudrais que mes adversaires actuels veuillent bien le reconnaître.

Et je considère que le double corollaire fatal de ces conclusions, c'est que pour arriver à constituer cet organisme logique de pays unifiés en un seul organisme, il y a deux obstacles à vaincre: l'impérialisme étranger, l'emprise, et l'intrusion dévoratrice des grandes puissances régentes, et ensuite la tyrannie intérieure.

L'impérialisme et l'oppression intérieure se tiennent étroitement, l'un ne fonctionnerait pas sans l'autre. Les appétits de conquête et d'oppression des territoires et des peuples ne pourraient se satisfaire si les peuples n'étaient pas réduits à l'état de servage. Il n'y a pas d'émancipation politique sans émancipation économique et sociale.

Ces idées qui me paraissent résulter d'un examen objectif et loyal de la situation des pays balkaniques en général et de celle de la population macédonienne en particulier, je les ai trouvées exprimées de la façon la plus explicite et la plus probante dans le journal même auquel j'adresse cet article. Ma sympathie pour *La Fédération Balkanique* n'a qu'un motif: la clairvoyance documentée qui y brille à chaque page. J'admets difficilement qu'on puisse croire réellement ceci: qu'on ne peut être amené à ces conceptions-là que par un parti pris de lutte politique. Elles découlent des réalités mêmes. Elles sont indiscutables et irréfutables en droit comme en fait. Tout autre idéal proposé au peuple macédonien ne peut que lui voiler l'évidence, le détourner

de sa voie, le pousser à de nouvelles déceptions et à de nouvelles souffrances.

Quant au rôle que l'O. R. I. M. autonomiste a cru devoir adopter comment peut-on ne pas en être surpris? L'histoire ne peut pas ne pas affirmer un jour qu'au point de vue intérieur, l'O. R. I. M. a mis de côté les principes sur lesquels elle était fondée, pour appuyer terriblement la politique anti-démocratique et fasciste de certains gouvernements et renforcer la police officielle. Au point de vue extérieur, il apparaît qu'elle s'est dérobée également à sa véritable mission d'indépendance nationale en servant des tendances impérialistes par agitations nationalistes isolées et vouées à l'échec. Le conflit actuel entre la Bulgarie et la Yougoslavie, comme naguère les événements de Petritch, montrent les dangers de cette agitation anarchique qui fait couler le sang innocent et attise la répression et la réaction, en attendant qu'elle provoque une guerre généralisée. Ce rôle s'aggrave et s'accroît dans la mesure où l'O. R. I. M. attaque et cherche à discréditer les efforts clairs, positifs et pratiques de vrais Fédéralistes qui ont pris à cœur cette haute mission: l'organisation générale, en masse, des peuples balkaniques opprimés, contre l'oppresser extérieur et l'oppresser intérieur.

Je le répète encore, il est insupportable de constater que contre cette ligne de conduite de rectitude et de raison, ce programme exposé au grand jour et qui se défend si bien par lui-même, on invente cet argument démagogique qu'il est suscité par des arrière-pensées et des menées politiques contraires aux peuples intéressés.

Henri Barbusse

La leçon de la dernière crise balkanique

Les crises balkaniques succèdent aux crises balkaniques, et la dernière eut le don d'émouvoir les grandes puissances, puisqu'elles sont, dit-on, intervenues à Belgrade et à Sofia.

Les origines en sont connues, mais comme toujours, quand des états militaristes et impérialistes sont aux prises, elles restent enveloppées de nuages. Il y a eu deux épisodes échelonnés en très peu de temps: épisode roumano-bulgare en Dobroudja, épisode serbo-bulgare. La Roumanie s'est empressée de proclamer la loi martiale dans la Dobroudja, sur une profondeur de 15 kilomètres à partir de la frontière et d'opérer d'imposantes concentrations de troupes. La Yougoslavie a dépêché une sommation à Sofia dès qu'elle eut appris la rencontre sanglante qui s'était produite à sa lisière; elle a été jusqu'à menacer de faire entrer ses forces sur territoire bulgare, mais après coup, et sans doute sous la pression des chancelleries occidentales, elle a nié que sa note eût pris un accent comminatoire. Et d'accord avec la Roumanie et la Grèce, elle a accompli une seconde démarche auprès de M. Liapcheff. Le nouveau message qu'elle a remis à ce dernier avait été concerté non seulement avec Athènes et Bucarest, mais encore avec Londres, Paris et Rome. Rien n'indique mieux l'importance que les grands Etats attachent aux affaires balkaniques et la crainte qu'ils nourrissent d'un nouveau conflit oriental. Mais s'ils appréhendent une telle éventualité, c'est apparemment qu'ils redoutent surtout d'en voir sortir une révolution au sud et au nord du Danube, un renversement des gouvernements dictatoriaux qui se sont érigés dans les trois monarchies Yougoslave, Bulgare et Roumaine comme dans la pseudo-république Hellène.

Les incidents qui ont surgi en août entre la Roumanie et la Bulgarie d'une part, la Yougoslavie et la Bulgarie de l'autre, sont d'une extrême banalité. Les chancelleries de Belgrade et de Bucarest affirment que des bandes macédoniennes ont fait irruption sur leurs territoires pour se livrer à des rapines. Au cours des combats avec les gardes-frontières, ces bandes ont tué et blessé quelques-uns de ces derniers. M. Nintchitch et M. Mitilineu ne se contentent pas de dénoncer les comitadjis; ils mettent en cause le cabinet Liapcheff qui en serait le complice et l'instigateur. Voilà pourquoi ils demandent satisfaction au gouvernement bulgare. Mais celui-ci, comme de coutume, répond qu'il ne saurait être taxé de complaisance pour les comités macédoniens et qu'il ne dispose d'aucune force armée pour les maîtriser.

Si l'on examine bien les faits, il est certain que ces Macédoniens sont les véritables dominateurs de la Bulgarie sous Liapcheff comme sous Tsankoff. Le gouvernement bulgare tremble devant eux et répugnerait, par crainte, à prendre la moindre mesure pour les refréner. Il ne vit que par eux, et sans eux il n'aurait jamais réussi à chasser les agrariens et à refouler la révolution ouvrière. Ils constituent sa milice, sa garde prétorienne; ils lui donnent le choix entre la soumission et la chute.

Mais on peut supposer que les gouvernements roumain et yougoslave ont saisi l'occasion pour faire sonner leur épée. C'est surtout à l'égard de la Bulgarie que leur impérialisme peut s'exercer. Car la Roumanie n'oserait attaquer l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, et la Yougoslavie ne s'en prendra pas plus à la Hongrie d'Horthy qu'à l'Italie de Mussolini. Il n'est pas dit que ces deux états Danubiens n'aient pas songé à se

mettre d'accord un beau jour entre eux et avec la Grèce pour faire subir à la Bulgarie un partage comme ceux qui jadis démembrèrent la Pologne. Le général Averesco a établi une dictature proprement militaire en Roumanie, comme le général Pangalos en Grèce, et pour être civil d'aspect, le premier ministre yougoslave n'en possède pas moins une dictature masquée, avec le concours de l'armée et de la police.

Ce qui peut confirmer bien des soupçons, c'est la conclusion de l'acte du 18 août entre la Grèce et la Yougoslavie, pacte politique, pacte économique. Pendant longtemps ces deux puissances ont vécu en mauvais termes, parce que le cabinet de Belgrade reprochait au cabinet d'Athènes d'avoir manqué aux engagements pris à son égard (cette querelle datait de 1915). Si elles se sont réconciliées, sous les espèces du port franc de Salonique et du chemin de fer de Guevguéli à ce port, c'est qu'elles se sont reconnues des intérêts communs contre la Bulgarie. Voilà donc cette contrée encerclée.

Cet encerclement nous vaudra-t-il une trêve balkanique? Rien n'est moins assuré. Il sied de compter avec les intrigues de M. Liapcheff et avec l'expansionnisme des Roumains, des Yougoslaves et des Grecs. Le problème balkanique se pose exactement dans les mêmes termes qu'au moment de la seconde campagne de la péninsule en 1913. Il faut, en l'envisageant, faire état des rivalités qui s'exercent entre les grandes puissances et des menées financières de leurs groupements industriels et bancaires. Le statut actuel est incapable de garantir la paix : au contraire, il est gros de complications et de guerres. Tant qu'une Fédération ne sera pas constituée du Danube et des Carpathes au Péloponèse en éliminant les dynasties et les oligarchies dominantes, il n'y aura pas de paix durable. On s'arrachera les bandes de terre et l'influence politique ou économique. Les derniers mouvements montrent une fois de plus combien il serait urgent d'appliquer la solution qui fut toujours préconisée ici.

Paul Louis

Le Dr Vukachine Markovitch a été enfin libéré

C'est avec la plus vive joie que nous annonçons la libération — après une injuste détention de six mois — du héros monténégrin Vukachine Markovitch. Il aurait été inconcevable qu'un pays comme l'Autriche eût livré à ses bourreaux un homme dont le seul crime a été de s'être entièrement consacré à la lutte pour la libération de son peuple souffrant sous l'esclavage qui lui a été imposé par les impérialistes de Belgrade. Aussi, avec la réjouissance que nous ressentons de revoir libre ce révolutionnaire émérite qui, certainement, continuera la noble tâche qu'il s'est imposée, nous sommes particulièrement heureux de devoir cette libération à l'esprit qui anime la démocratie autrichienne et européenne. Nos éminents confrères *l'Arbeiter-Zeitung*, *l'Abend* et la *Rote Fahne* ont à maintes reprises et avec la plus noble véhémence élevé leurs voix pour exprimer les sentiments des social-démocrates et des communistes de l'Autriche — des lettres de protestation ont été adressées par les Comités contre la Terreur balkanique de Paris, de Londres, par des intellectuels éminents de l'Autriche et des autres pays européens. Nous avons toujours présenté à nos lecteurs ces manifestations de l'opinion publique et avons de notre côté fait tout notre possible pour éclairer le gouvernement autrichien sur l'injustice faite à cet homme de valeur en le maintenant en prison et en le tenant toujours sous la menace d'une extradition qui aurait été une inique violation du droit d'asile. En annonçant la libération du Dr Markovitch, *l'Arbeiter-Zeitung* se demande avec raison s'il était permis de maintenir en prison, pendant six mois, un homme rien que parce qu'il est réclamé par un gouvernement réactionnaire quelconque et il exprime l'espoir que les Tribunaux se rappelleront à l'avenir ce cas avant que d'ordonner la détention d'une personne sur un simple désir des gouvernements tyranniques des Balkans ou d'ailleurs, et demanderont, avant tout, d'examiner de plus près les allégations de « crimes de droit commun » imputés en général par les tyrans pour se saisir de leurs victimes. *l'Abend* de son côté, à la même occasion, relève que le 19 août la Cour d'Appel de Vienne établit sans hésitation aucune que dans les actes d'accusation transmis par le gouvernement yougoslave il ne s'agissait aucunement de crimes de droit commun, mais d'actions politiques, et rien que par suite de cette accusation de la « justice » yougoslave, le Dr Vukachine Markovitch dut rester emprisonné du 28 février au 21 août, soit 174 jours!

Nous remercions profondément tous ceux qui ont pris fait et cause pour ce persécuté des Balkans.

La solidarité internationale a exigé et obtenu la libération d'un homme poursuivi pour avoir lutté pour son peuple opprimé — la solidarité internationale exigera et obtiendra la libération des peuples opprimés.

La tragédie des colons macédoniens dans la Dobroudja

La manière dont s'est développé le conflit actuel du gouvernement roumain avec la Bulgarie montre que l'attitude de la Roumanie envers le gouvernement de Sofia n'est pas en réalité aussi énergique qu'on voulait le faire croire. Pour le gouvernement oligarchique de Bucarest, le gouvernement actuel de Sofia est à la fin des fins le voisin le moins antipathique — un gouvernement réactionnaire apparenté de près à ceux de Bratianu et d'Averescu. S'il y a des mécontentements à Bucarest, cela n'est pas tant contre le gouvernement de Sofia que contre les organisations des réfugiés dobroudjanais qui ne sont pas du tout — et pour cause — du goût de Bratianu et d'Averescu. Par le « conflit » diplomatique, le gouvernement roumain ne poursuit que le but de gagner le concours du gouvernement bulgare pour l'anéantissement des associations des réfugiés dobroudjanais et de leurs « tchétsas ». Le gouvernement de Sofia, d'autre part, ne voit dans ces associations et ces tchétsas que des instruments bons pour attiser la haine chauvine parmi les masses bulgares et des moyens excitants pour dériver vers d'autres voies les profonds mécontentements des masses des réfugiés contre le gouvernement de Sofia. Au fond, le gouvernement bulgare est tout autant que le gouvernement roumain l'ennemi féroce des paysans dobroudjanais qui ont recourus à des moyens révolutionnaires dans leur lutte contre l'oppression de l'oligarchie roumaine.

S'il y a quelqu'un qui devra souffrir des suites du conflit diplomatique, ce ne sera point le gouvernement Liapcheff — fermement soutenu, d'ailleurs, par l'Italie et l'Angleterre aussi — mais ce sera la population dobroudjanaise, qui payera durement. D'ailleurs, toutes les entreprises patriotiques balkaniques sont payées par les pauvres populations. Un exemple éloquent nous est offert par « l'action patriotique » des gouvernements de « renforcer » et « assurer » la frontière dobroudjanaise par un cordon de colons koutso-valaques amenés de la Macédoine.

On sait que la Roumanie n'a pas de frontière proprement dite avec la Bulgarie. Ceci est reconnu par les chauvins roumains eux-mêmes. Ainsi, M. Stefan Tatarescu écrit dans la *Lupta* du 13 août : « La Dobroudja n'a pas de frontière au sud. Une frontière peut être un accident naturel géographique, une chaîne de montagnes, un fleuve ; une frontière peut avoir un caractère ethnique, la ligne de démarcation entre deux peuples... Mais le Quadrilatère (la Dobroudja du sud), quelle sorte de frontière a-t-il contre la Bulgarie? Aucune de celles que nous venons d'énumérer. »

C'est ainsi que la politique suivie par les gouvernements roumains et soutenue, à la honte de la démocratie affichée, par les partis de l'opposition, a été de « créer » à tout prix une frontière contre la Bulgarie. Comment? Transposer les Carpathes ou le Danube était impossible — malheureusement. Alors? Ce même M. Tatarescu formule clairement et d'une manière fidèle la ligne politique pratique du patriotisme roumain : « Il faut créer une couche isolante d'essence purement roumaine entre la population (bulgare — I. M.) de la Bulgarie et celle (bulgare aussi — I. M.) de la Dobroudja, et roumaniser les foyers bulgares du Quadrilatère. » Et ces lignes sauvagement chauvines, qui soufflettent les principes wilsoniens du Traité de Versailles si vénéré par le même M. Tatarescu, sont écrites dans le journal démocratique de M. Mille! Au lieu de tracer la frontière là où les conditions historico-sociales et la libre volonté de la population respective l'imposent, l'oligarchie roumaine s'efforce de les violenter avec l'aide, malheureusement, des démocrates roumains.

Pour créer cette « couche isolante », chaque paysan s'est vu ravir, voler, sur la base des lois dites « d'organisation » de la Nouvelle Dobroudja et de « vérification » des titres de propriété, un tiers de son lopin de terre — plusieurs même ont été volés de tout le morceau de terre qu'ils possédaient. « En dehors du tiers des terres des paysans provenant de la vérification des titres de propriété, l'Etat dispose dans le district de Durostor de plus de 18.000 ha de terres arables, auxquelles on pourrait encore ajouter les terres abandonnées au hasard sur la frontière... » dit *l'Universul* du 21 août. Entre parenthèses soit dit : les terres « abandonnées au hasard sur la frontière » sont les terres des paysans dobroudjanais qui se sont enfuis, sous les menaces de l'administration roumaine, soit dans les forêts, et soit au delà de la frontière, en Bulgarie. Sur le fond terrien ainsi « constitué », l'oligarchie roumaine se proposait de coloniser des Koutso-valaques amenés à ces fins de la Macédoine. Pour les attirer, on leur a fait des promesses paradisiaques — « on promettait à chacun (nous raconte la *Lupta* du 7 août) 10 hectares de terres, la place pour bâtir leur maison, le bois et les tuiles nécessaires à cette construction, 50.000 leis en numéraire, une paire de bœufs, une charrue, des semences, la nourriture jusqu'à la nouvelle récolte — tout cela devant être par la suite remboursé par les colons éventuels par des petits acomptes sans aucun intérêt, dans un délai de 30 ans. » Un grand nombre de pauvres Koutso-valaques macédoniens ont été attirés par ces appâts. Mais ils virent bien vite qu'ils en furent pour leur course. Une fois amenés en Dobroudja, nous dit le même journal, ils ont été abandonnés au

hasard de leur sort. Le peu d'argent qu'ils ont réalisé à leur départ de la Macédoine (en vendant leurs pauvres biens de là-bas) a bien vite fondu et les malheureux colons non-colonisés ont été voués à la misère. Ils ont eu seulement le rôle de canaliser sur eux la haine que la population autochtone nourrissait contre l'occupation oligarchique. D'autre part, par cette « colonisation » de Macédoniens, on poursuivait le but de dégrader les conditions de vie et de travail de la population paysanne autochtone elle-même. L'Etat a donné à chaque colon dix hectares de terres à travailler — mais l'agronome de l'Etat, en complicité avec le chef de l'administration locale, se réserve pour soi-même la récolte provenant des neuf hectares, ne laissant pour le colon et sa famille que le produit d'un hectare.... Puis, un autre fléau s'est abattu sur le Quadrilatère colonisé. Nous parlons des fonctionnaires administratifs, de ces profiteurs qui font exécuter leurs propres travaux par les bras des colons sans les payer ni leur donner au moins la nourriture nécessaire... « Tous se sont enrichis de notre sueur » clament les colons. » (*Lupta* du 15 août.) En réduisant le niveau d'existence des nouveaux habitants (des colons macédoniens), en créant, par la « colonisation » forcée au sein même de la population autochtone expropriée la haine et des conflits et des occasions permanentes pour l'intervention de la Sigurantsa et des gendarmes, en envenimant l'atmosphère pour rendre permanent l'état d'exception et le régime de la soldatesque, l'oligarchie roumaine poursuit un double but : étouffer toute velléité de vie libre et digne et introduire les conditions agraires de rapine et de néo-servage.

Destinés à être les instruments de l'oligarchie roumaine contre les paysans dobroudjanais autochtones, les Roumains macédoniens sont devenus eux-mêmes des victimes tragiques de l'oligarchie. « Ainsi, les pauvres Macédoniens, dit la *Lupta* du 7 août, venus pour renforcer la frontière, sont tombés dans une misère indescriptible, sans abri, sans nourriture, sans vêtements, depuis un an, et toujours en train de faire de vaines démarches et suppliques. Les femmes en sont arrivées à nourrir leurs enfants avec les épis restés après la moisson sur les champs des Turcs et des Bulgares ; les hommes en sont arrivés à devenir des valets de ferme — et ceux épuisés par la faim et devenus incapables de travailler traînent leur misère en mendiant le long des chemins où l'âme roumaine manque le plus souvent. » (Puisqu'il n'y a que 2% de Roumains et que ceux-ci ont été « formés » par les gendarmes et les agents de l'administration ! — I. M.) Et dans la *Lupta* du 21 août, M. Meghea, avocat à Tutrakan, rapporte que « ces Macédoniens qui ont quitté leur pays natal en sont aujourd'hui à battre les pavés de la capitale de la Grande-Roumanie pour implorer la légation grecque de bien vouloir leur accorder un passeport afin de pouvoir rentrer dans leurs foyers abandonnés. Et... la légation grecque les envoie — quelle ironie ! — à notre ministère des affaires étrangères... ».

Telle est la situation des colons macédoniens de la Dobroudja, et leur tragédie illustre mieux que tout autre argument l'affirmation que, tout comme le gouvernement bulgare se sert des réfugiés dobroudjanais pour ses buts réactionnaires et chauvins, le gouvernement roumain se sert de ces colons roumains pour amener les populations de nationalités différentes les unes contre les autres, non pas pour le bien de la population roumaine, mais pour l'avantage de l'oligarchie.

J. Mateescu

La rage impuissante des Autonomistes macédoniens

A la suite de l'article que notre grand ami, Henri Barbusse, nous a adressé pour protester contre le système de terreur exercé par les Autonomistes macédoniens sur tous ceux qui ne pensent pas comme eux, l'organe de ces derniers, « Liberté ou Mort », prend vivement à partie le génial auteur du *Feu*.

« Ce Français, dit-il, nous a déclaré une guerre implacable. A son retour en France d'un voyage en Bulgarie, il fit des publications fausses (?) et tendancieuses (?), en parlant de la « Terreur Blanche » en Bulgarie à laquelle aurait participé l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne. »

L'organe de l'O. R. I. M. met entre guillemets les mots Terreur Blanche. C'est dire qu'il nie l'existence patente, dénoncée et flétrie par tous les honnêtes gens, du régime de terreur en Bulgarie et la participation avérée des Autonomistes Macédoniens aux horreurs commises par ce régime. C'est pour cette raison sans doute que le représentant de cette Organisation noire à Paris a été le seul — vous entendez bien : le seul — qui a voté contre l'ordre du jour adopté par le meeting organisé dernièrement à la Ligue des Droits de l'Homme à la salle des Sociétés Savantes contre la terreur blanche en Bulgarie. Et pourtant à cette réunion assistaient des partisans notoires du gouvernement de Liaptcheff qui n'ont pas osé le défendre contre le réquisitoire dressé par les orateurs contre ce régime de sang et de boue. Cette attitude des Autonomistes met singulièrement en lumière la vraie physionomie de cette Organisation qui a l'impudence de s'intituler révo-

lutionnaire, ainsi que le degré de complicité qui la lie aux bourreaux de Sofia.

Après avoir traité Barbusse « d'agent de Moscou » et reproduit-naturellement d'une manière tronquée, car les Autonomistes ont peur de la vérité qu'ils cachent soigneusement à leurs partisans, l'article en question de notre ami : *Un cri d'alarme*, l'organe fasciste, mielleux, continue :

« M. Barbusse est un écrivain d'un grand renom et autorité qu'il ne met, on devrait le supposer, qu'au service de la vérité de la justice et du jugement impartial. Malheureusement les faits parlent autrement. »

Barbusse, suivant les laquais de la réaction sanglante bulgare aurait mis son grand renom et autorité d'écrivain au service de la vérité s'il avait proclamé qu'il règne en Bulgarie un gouvernement de démocratie et de justice sous lequel les masses travailleuses du peuple jouissent de la plénitude de leurs droits de citoyen et que l'O. R. I. M., blanche comme la neige et innocent et pur comme l'agneau, sert utilement la cause de la Macédoine.

Notre ami Barbusse avait écrit :

« Vlahoff est accusé par l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne que nous pouvons qualifier d'officielle, d'avoir abandonné la cause de la Macédoine. »

« Cette assertion est un défi à la fois à l'équité et au bon sens. Vlahoff qui a organisé le journal *La Fédération Balkanique* et qui a participé à la constitution de l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne Unifiée, a toujours servi avec une inflexible énergie et un inlassable dévouement la cause des opprimés Macédoine. »

« Il n'est pas permis de dire que le programme de cette O. R. I. M. Unifiée desserve en quoi que ce soit, et dans une mesure quelconque les revendications de la malheureuse Macédoine martyrisée. Elle lutte ouvertement et par les moyens les plus clairs, et par les arguments les plus éclatants en faveur de la libération de cette noble région macédonienne. »

Voici la pitoyable réponse que les Autonomistes lui font :

« Il se peut pour Barbusse que Vlahoff ait la vertu de s'occuper de la fondation d'une « Fédération Balkanique » et d'une certaine O. R. I. M. Unifiée : une firme sans contenu ; mais cette activité de Vlahoff est ultra-trahisserie pour notre lutte, pour notre action et pour l'O. R. I. M., car elle est dirigée contre la Macédoine et se fait en faveur d'intérêts étrangers et non-macédoniens. »

« En faveur d'intérêts étrangers et non-macédoniens ? » Vraiment ? Est-ce parce que nous ne sommes pas comme les soi-disant Autonomistes, les instruments aveugles de l'annexion de la Macédoine à la Bulgarie, c'est-à-dire les instruments des gouvernements impérialistes bulgares, les pires ennemis du peuple bulgare ? Les valets autonomistes et leurs maîtres en travaillant à la réalisation de ce projet chimérique d'annexion, par trois guerres consécutives, ont fait le malheur non seulement de la Macédoine mais de la Bulgarie elle-même. Preuve le sort atroce fait aujourd'hui à ces deux pays. Que les Macédoniens jugent de quel côté se trouvent les traîtres !

Notre ami Barbusse avait donc conclu : « C'est en réalité l'O. R. I. M. officielle qui défend mal la cause des populations macédoniennes et qui cherche aujourd'hui à donner le change à l'opinion publique universelle. »

A cette simple constatation des faits, l'organe des Autonomistes répond en posant à Barbusse la question suivante :

« Nous serions curieux de savoir de quelle manière et par quelle activité, d'après Barbusse, l'O. R. I. M. donne le change à l'opinion publique universelle. »

Nous avons indiqué de quelle façon les soi-disant autonomistes ont trahi et trahissent la cause de la Macédoine ; nous diront, en réponse à leur question, comment ils trompent l'opinion publique universelle.

Les meneurs de l'O. R. I. M., Protoguéroff, Alexandroff et tutti quanti, au service et à la solde de la politique impérialiste de Sofia, s'étaient toutes fois gardés d'intervenir directement dans les affaires intérieures bulgares, de prendre ouvertement et violemment parti pour ou contre un groupement politique du pays. Le général Protoguéroff, ami intime de Tsankoff, a violé la neutralité, du moins apparente, de l'Organisation noire en participant au coup d'Etat du 9 juin et à la sauvagerie répression qui s'ensuivit. Les cruautés commises par les autonomistes ont crié jusqu'au ciel. Cette Organisation qui se réclamait d'un idéal de liberté se faisait l'instrument le plus répugnant et le plus féroce de la tyrannie. Ce fut un coup irréparable porté au prestige et au renom de cette Organisation « révolutionnaire ». Non contente de ses exploits, la même Organisation, glissant sur la pente, est devenue le soutien de ce régime et de ces hommes sans loi et foi qui égorgaient, par milliers les fils de leur propre peuple.

Voilà « de quelle manière et avec quelle activité l'O. R. I. M. trompe actuellement l'opinion publique universelle », en se faisant passer pour une Organisation luttant pour la liberté.

Ce n'est pas tout. Barbusse avait protesté contre les moyens de propagande de l'O. R. I. M. consistant à abattre traitreusement leurs adversaires. Les assassinats commis par cette Organisation, soit dans le pays, soit à l'étranger, ont soulevé partout le dégoût et l'indignation. En effet, aucune organisation se disant révolu-

tionnaire n'a recours à des procédés dignes des brigands et des bandits. Imposer le silence à ses adversaires en les tuant, c'est le propre des associations de criminels et non pas d'un parti ou d'une organisation qui poursuit une grande idée, un idéal.

Les autonomistes se démasquent en faisant ouvertement l'apologie des assassinats. Aussi leur organe écrit sans rougir :

« L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne a des expériences, une tradition, elle a ses lois et ses règlements et d'accord avec eux, elle détermine les moyens et juge les traîtres et les criminels. Nous serions curieux également d'entendre l'opinion de M. Barbusse sur les moyens qu'il recommanderait à une Organisation Révolutionnaire pour écarter ses adversaires. Est-ce par le moyen des instituts d'éducation morale ou bien par ceux de la Tcheka de la Troisième Internationale. »

Une inconscience à faire frémir, n'est-ce pas? Ces Tartuffes sanguinaires avouent qu'ils ont leurs lois à eux, leurs tribunaux à eux qui jugent et qui condamnent à mort, mais ils ont encore l'audace de s'indigner des procédés de la Tcheka qui a, au moins, sa raison d'être dans le déchaînement d'une révolution, d'une guerre sociale.

Notre ami Barbusse s'était exprimé en faveur de la fédération balkanique que nous défendons ici comme unique moyen de résoudre la question macédonienne, et tout le problème balkanique.

Les Autonomistes, en bons valets de la réaction la plus sombre, se révoltent comme leurs maîtres impérialistes, militaristes et chauvins contre cette idée claire, lumineuse et bienfaisante.

Barbusse avait dit que l'opinion publique n'admettra pas que l'O. R. I. M. use du procédé de faire taire ses adversaires en les tuant. « Elle pense, avait ajouté le grand écrivain, et elle a raison, que l'idée que défend l'O. R. I. M. doit être bien peu défendable pour employer de pareils moyens de propagande. Qu'on prouve que les hommes de courage et de cœur qui essayent en ce moment de placer la question du salut de la Macédoine dans un grand plan pratique et clair, sont des traîtres. Si on le prouve, et il n'est pas difficile de prouver la vérité, l'effort de ces hommes sera démolé plus sûrement que par une balle ou un coup de poignard. »

La feuille autonomiste, en réponse à cette mise en demeure, s'écrie :

« Eh bien justement, leurs efforts de placer la question du salut de la Macédoine dans le cadre d'un grand plan clair et pratique prouve, M. Barbusse, que les Vlakhoff sont des traîtres.

« Car ce « plan clair et pratique » ne signifie rien d'autre que d'attacher l'O. R. I. M. à la voiture moscovite, la perte de son indépendance et sa transformation en un agent pour la réalisation. Peut-être de grands intérêts, mais en aucun cas de intérêts macédoniens. »

Pour l'O. R. I. M. la fédération balkanique est une création russe appelée à servir les intérêts de la Russie des Soviets. Est-ce que les meneurs de l'O. R. I. M. ignorent que l'idée de la fédération balkanique existait même avant la révolution bolchévique et qu'elle a été préconisée, comme la seule voie de salut pour les peuples de la péninsule, non seulement par les socialistes, mais même par les démocrates? Pas du tout. Il le savent très bien. Mais ils la dénieient et la combattent, par ce que sa réalisation suppose l'abolition des gouvernements de terreur blanche. C'est ce qu'ils ne veulent pas, en serviteurs et en lacquais passionnément dévoués au régime de réaction sociale qui sévit en Bulgarie et dans les Balkans.

A. Luc

Les Bourreaux de Henri Barbusse et l'opinion européenne

Dans nos précédents numéros nous avons relevé comment les dictateurs balkaniques et leurs acolytes ont été alarmés par le formidable réquisitoire de Henri Barbusse. Nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs quelques citations qui, comme le dit si justement l'Agence des Balkans qui nous les communique, montrent toute l'attention avec laquelle le livre justicier de Henri Barbusse *Les Bourreaux* a été accueilli en Europe.

« Ce livre est une vengeance pour ceux qui sont tombés. Mais il aura un retentissement énorme dans tous les milieux sociaux, il est aussi une menace. »

Charles Plisnier, du barreau de Bruxelles.

« Ce volume est impressionnant et prouve une fois de plus que la bête humaine déchaînée est partout la même quand elle est excitée par la passion et par la haine. Il y a des pages de ce récit, écrit d'un beau style, qui nous donnent le frisson... »

Jean Bernard.

« *Les Bourreaux*, c'est la peinture véridique du fascisme d'Etat dans la péninsule des Balkans, mais spécialement en Roumanie et en Bulgarie... »

«... Ce livre d'histoire contemporaine, clairement écrit, est un véritable martyrologe... C'est un historique exact et complet très facile à lire et passionnant. »

Emile Chauvelon.

« Je dis chaudement à tout homme ou femme de cœur : Lisez et méditez ce livre actuel de la première importance. Si vous ne vous en sentez pas ému au plus profond de votre âme, si vous ne sortez de votre indifférence, vous avez un cœur de pierre.

« Or, les résultats de la Mission Barbusse, Lamy et Vernochet, impartialement documentés dans le livre *Les Bourreaux* de H. Barbusse, dépassent en cruauté, sauvagerie, supplices, hypocrisie calculée, mensonges imposés par la torture, etc... tout ce qu'on peut imaginer de plus vil et de plus exécrationnel, j'en frissonne encore. Ce n'est pas un compte rendu que je fais, c'est un devoir moral que je remplis. »

Dr A. Forel.

« Ce volume s'adresse à tout homme de cœur en lui faisant le devoir d'aider à sa diffusion par les moyens dont il dispose. »

E. Halperine Kaminsky.

« Votre beau livre est un acte de courage, et d'humanité. »
Bourquin, professeur à l'Université de Bruxelles.

«... ce livre qu'on ne saurait lire sans un frisson d'épouvante et d'horreur, et une profonde pitié pour cette pauvre humanité, soumise à des tyrans atroces, capables de tout pour assurer leur domination. Il fallait le courage d'Henri Barbusse et sa grande voix pour dénoncer de tels crimes. Comme lui, je me révolte et m'indigne, en constatant la toute puissance du mal, mais c'est une révolution morale qu'il nous faut souhaiter pour changer l'ordre établi, créer un état nouveau de l'humanité. »

Paul Brulat.

« Au moment des loisirs de l'année, du repos et des vacances, il est bon de rappeler aux gens que la famine et le massacre désolent la maison du voisin. C'est beau, grand et courageux d'oser ce rappel. Henri Barbusse est un grand éveillé des consciences et je le remercie de la leçon d'humanité, toute vive et toute saignante, qu'il vient de me donner. »

Albert Jean.

« J'ai lu *Les Bourreaux* avec une profonde émotion. Il faudrait qu'il fut traduit, il faudrait qu'il fut distribué par les rues dans tous les pays !

« Ah ! si Barbusse n'avait pas été révolutionnaire, il le serait devenu.

« Quel terrible témoignage que celui des *Bourreaux* ! Nous vivions dans la plus grande ignorance de ce qui se passait si près de nous !

« Le cinéma et les journaux qui nous entretiennent des mœurs des peuplades les plus éloignées ne nous disent rien de ces crimes terribles que ce livre dévoile, si près de nous.

« Ce livre accroît encore le respect que j'avais pour le courage et pour l'œuvre de l'auteur ! »

Jules Supervielle.

« J'ai parlé des *Bourreaux* au poste de T. S. F. de la Tour, en en exaltant la haute portée justicière et la puissance d'humanité que l'auteur a su y mettre. Comme son immortel *Feu*, *Les Bourreaux* sont une grande œuvre d'art créé avec les éléments encore tout pantelants de la réalité.

« Quel talent, quelle domination de son art et de ses émotions il faut pour bâtir de tels livres ! »

Paul Dermée.

« Ce livre doit être et sera, pour ces peuples, ce que fut *Le Feu* pour la foule des damnés de la tranchée : le cri de vérité, si pénétrant, si puissant qu'il dissipe le mensonge pour toujours, d'un souffle souverain. »

Daniel Renoult (*L'Humanité*).

« Loin de nous la pensée de vouloir excuser la Bulgarie et ses chefs. Adversaires déterminés de toutes les dictatures oppressives des idées de liberté, de justice et de progrès, qui représentent tout notre Evangile nous comprenons, nous entendons le cri du cœur jeté à la face du monde civilisé par notre ami Barbusse.

« Nous lui demandons seulement de ne pas s'en tenir à cette enquête et d'en tenter une autre au pays du « préfet de police de l'Europe blanche » pour reprendre l'expression dont il se sert pour désigner le Duce. »

Nelia M. Pavlova (*L'Opinion Républicaine*).

« J'ai lu *Les Bourreaux* avec un sentiment de tristesse et d'indignation. Et ce que Barbusse a vu dans les Balkans ne représente encore qu'une petite partie des crimes qui déshonorent notre humanité d'aujourd'hui ! »

René Arcos.

« Hé quoi ! il existe des horreurs pareilles, à notre époque dans les Balkans, et personne, avant vous, ne s'est décidé à les raconter sérieusement ! J'en demeure stupéfié, d'autant plus que dès qu'il s'agit de la Russie, les gueules s'ouvrent et mordent avec férocité. »

Léon Hennique.

« Chaque livre nouveau de Barbusse me conduit à l'aimer davantage ; j'admire que pouvant jouir sans peine de ses succès, il cherche toujours à découvrir plus de vérité afin de l'enseigner à ceux qui l'ignorent et de les entraîner à agir selon cette foi nouvelle. Il aurait pu en écrivant *Les Bourreaux*, laisser parler

sa sensibilité indignée, ce qui eut déjà été très beau, il a fait le magnifique effort de la réfréner pour donner aux sceptiques des documents plus probants.»

Guy de la Batut.

« J'ai lu *Les Bourreaux* si poignants et si pathétiques en leur objective vérité. Ils m'ont d'autant plus ému et intéressé que j'ai eu l'occasion de parcourir ces pays où Henri Barbusse a mené son enquête et dont les peuples, comme il le dit, sont profondément honnêtes et sympathiques.»

Pierre Paraf.

Marcam contre les Bourreaux de Sofia

Marcam est un Américain qui vit depuis des dizaines d'années en Bulgarie. Il était directeur de l'école américaine à Samokov. Il est connu et vénéré dans toute la Bulgarie comme l'un des meilleurs défenseurs du peuple bulgare.

En effet, Marcam a toujours défendu par sa plume et avec beaucoup d'ardeur tant dans la presse bulgare que dans la presse européenne et américaine la cause de la Bulgarie, et à ce titre il jouit d'une considération indiscutable dans toutes les couches de la population bulgare.

Marcam, homme honnête et loyal, ne pouvait pas pactiser avec le gouvernement d'assassins formé par la Ligue Militaire. Il y a deux ans, il dirigeait la *Zornitza*, le plus ancien des journaux bulgares, et il a naturellement critiqué les actes du gouvernement Tsankoff, ce qui lui valut d'être écarté par le gouvernement de terreur de la direction de ce journal.

Actuellement, Marcam publie le journal *Svet*, hebdomadaire défendant toujours la cause du peuple bulgare. Ces derniers temps un protestant bulgare l'a attaqué dans le *Mir* (organe du gouvernement), et Marcam lui a donné dans son journal *Svet* une réponse remarquable à propos de laquelle le *Zemledelsko Zname* écrit :

« Une réponse méritoire : Le journal hebdomadaire *Svet* paraît à Sofia. Il est rédigé par un Américain, le Dr R. H. Marcam, ancien professeur et directeur des écoles normales évangélistes à Samokov. Le Dr Marcam est un grand défenseur de la vérité. Sa défense des droits de l'esclave macédonien dans la presse nord-américaine et européenne mérite un grand respect et beaucoup d'éloges. Le Dr Marcam a toujours défendu la Bulgarie et son peuple là où il l'a fallu. Son journal *Svet*, imprimé et répandu en 7000 exemplaires, est également consacré à la défense de la cause bulgare.

Dans son journal, le Dr Marcam répond à un article publié par le protestant bulgare Tsanoff dans l'organe des narodniaks, le *Mir*.

Voici quelques passages de cette excellente et méritoire réponse :

La campagne et la ville

L'honorable M. Tsanoff m'accuse d'exciter la campagne contre la ville et le pauvre contre le riche. Il se trompe, cependant, et de beaucoup.

Il y a en Bulgarie 5000 villages et 91 villes. Les villages et les villes font parties fondamentales de la Bulgarie. Toutes les deux doivent s'émanciper. Cependant, la situation dans les villages est actuellement beaucoup plus triste que celle dans les villes. Où y a-t-il le plus de maladies, la plus grande mortalité, la plus grande ignorance, le plus de superstitions, et la plus terrible ivrognerie? Où les enfants sont-ils le plus abandonnés, le plus mal élevés, où meurent-ils le plus? Où la femme est-elle le plus persécutée et astreinte à d'aussi rudes labeurs? Où la vie est-elle aussi étroite, banale, monotone et triste? Où les habitations sont-elles aussi peu hygiéniques et les cours aussi malsaines? Où les conditions de vie des hommes sont-elles à ce point rapprochées de celles des animaux? Où y a-t-il le moins d'instruction, le moins de musique, le moins de livres, de conférences? Evidemment dans les villages. Les villages sont au nombre de 5000, et 4.000.000 de Bulgares y vivent. C'est la Bulgarie! Et 65% des femmes y sont illettrées! Demandez aux instituteurs les conditions dans lesquelles s'instruisent les enfants! Jetez un coup d'œil pour voir combien de fillettes il y a dans les quatrièmes classes des écoles primaires! Demandez combien le partisanisme y est terrible!

Voilà pourquoi il est avant tout nécessaire de travailler à l'essor de la campagne. Cela ne signifie pas : le village contre l'intelligence, cela signifie : l'intelligence pour le village aussi. L'idéal de demain est : toutes les forces intellectuelles au service des 4.000.000 de Bulgares qui habitent les villages. Ne demandez pas à un « droujbache » (membre de l'Union agrarienne), mais à l'honorable Dr Vateff les conditions existant dans les campagnes. Il les a vues, il les a dévoilées. Lisez les résultats d'une enquête officielle, non pas pendant l'époque des « droujbaches », sur le budget d'une famille paysanne. Et enfin, qu'écrivit donc Ivan Vazoff sur le village?

Sur les meurtres

L'honorable M. Tsanoff m'accuse d'avoir condamné le meurtre cruel des dirigeants communistes. Il serait désirable que mon respectable accusateur soit précis et honnête. Dans le courant de ces trois dernières années, j'ai condamné sévèrement, dans la presse bulgare — non pas dans la presse étrangère — l'assassinat sans jugement des gens enlevés des prisons, de la Sûreté Générale, voir même de leurs maisons. Que M. Tsanoff soit franc comme il convient à un protestant, à un homme pieux, qui lit la Bible soi-disant tous les jours et prie son Dieu au nom de Jésus-Christ. Je condamne, M. Tsanoff, le fait que certaines personnes ont, et non point pendant une révolution, enlevé, pendant trois nuits différentes, 16 hommes des prisons de Samokov, les ont tués à coups de fusil, puis les ont enterrés on ne sait où. Je m'élève encore contre le fait qu'à un moment de calme parfait, lorsque la Bulgarie ne se trouvait en aucun danger de révolution, les autorités emmenèrent 28 hommes ligottés, d'Ichtimane vers Samokov, et les massacrèrent, en route, les uns après les autres — 28 Bulgares non jugés! Je réprouve encore le fait qu'aux mois de mai et de juin de l'année dernière, lorsqu'il n'y avait pas même l'ombre d'un danger de révolution, beaucoup de gens furent enlevés, de la Sûreté Générale, puis tués, sans jugement. Je n'ai jamais écrit contre le fait que des gens furent tués dans un combat, mais contre le fait que ces gens furent massacrés après le combat et lorsqu'il n'existait aucun danger.

Vous, Monsieur Tsanoff, disciple de Jésus et serviteur de Dieu, approuvez-vous des meurtres pareils? Si non, alors pourquoi m'attaquez-vous pour ce que moi aussi je ne les approuve pas? Si oui, alors, que vaut notre religion chrétienne? Comment osez-vous prier Jésus? Par quoi vous justifieriez-vous en comparaisant devant le Grand Jugement? Si oui, Jésus sera indigné contre vous et dira : *Eh bien, Monsieur Tsanoff, vous êtes probablement très dévot, mais je ne vous connais pas. Mon évangile est contre les massacres.*

Il me paraît honteux de voir le plus ancien protestant oser se présenter devant le peuple pour essayer de justifier au nom de Jésus l'assassinat des gens non jugés, ce crime perpétré à un moment où tout danger de révolution avait déjà disparu.»

Marcam à Henri Barbusse

Toujours dans son *Svet*, Marcam écrit au grand écrivain français : « Vous êtes, M. Barbusse, parfaitement informé sur les événements qui suivirent le coup d'état du 9 juin 1923. Les trois principaux groupements de « facteurs irresponsables » commirent des actes de violence inouïs en Bulgarie pendant plus de 30 mois. Ils versèrent à flots le sang du peuple. Ils accomplirent des meurtres et des massacres tels que jamais la Bulgarie n'avait connu. Les gens furent enlevés de leurs demeures, de leurs bureaux, des prisons, des commissariats de police, de la Sûreté générale, puis tués sur les routes, dans les hôpitaux, dans les casernes. Nul n'avait sa vie en sécurité. On tuait les gens sur une simple calomnie, ou à cause d'une haine ancienne. Les sinistres massacres accomplis en 1876 à Batak furent dépassés de beaucoup. La belle terre de Bulgarie fut couverte d'innombrables tombes où gisent des victimes inconnues. Les crimes des « facteurs irresponsables » atteignirent des proportions épouvantables, et la Bulgarie pataugeant dans le sang fut abandonnée par le monde.»

Enfin une voix raisonnable de Belgrade sur l'Albanie

Le député Dr Grga Anguëlinovitch, partisan bien connu des idées démocratiques, est rentré récemment d'Albanie où il avait fait un voyage d'études. Le Dr Anguëlinovitch qui est un spécialiste pour les questions de l'Adriatique, a donné à la presse ses impressions de voyage ; nous en extrayons les passages suivants :

« Je suis convaincu que le bon état territorial et l'indépendance de l'Albanie doivent être sauvegardés. La Yougoslavie aussi bien que l'Albanie doivent tenir le plus à éviter des désaccords possibles entre elles : cela s'entend aussi en général pour tous les pays balkaniques. La Turquie et plus tard l'Autriche-Hongrie profitaient jadis des désaccords parmi les peuples balkaniques. Nous devons actuellement faire attention, à ce qu'un autre « tertius gaudens » ne s'établisse dans les Balkans, au préjudice des peuples balkaniques. Nous devons, par conséquent, soutenir l'Albanie dans sa lutte pour son indépendance.

À Tirana, j'ai eu l'impression que nos efforts à ce propos y sont appréciés, malgré qu'il existe aussi sans doute des politiciens albanais qui ne sont pas pénétrés de la conviction que la condition fondamentale pour sauvegarder l'indépendance de ce peuple balkanique le plus ancien mais aussi le plus petit consiste dans la collaboration avec notre pays. Voilà pourquoi notre Etat doit prêter

à notre petit voisin tout appui politique et, autant que nos humbles moyens le permettent, économique. Le langage trop sévère qu'une partie de la presse de Belgrade tient à propos de l'Albanie n'est déjà plus raisonnable au point de vue politique. Nous devons avant tout consacrer notre attention à la politique extérieure de l'Albanie, et laisser le règlement des questions de politique intérieure albanaise aux Albanais eux-mêmes.

En ce qui concerne l'Italie et l'Albanie, il n'est pas de doute que l'Italie a une grande envie de s'établir en Albanie. Cette envie, cependant, ne se manifeste pas seulement par rapport à l'Albanie. Toute la côte adriatique orientale, depuis Souchak jusqu'à Santi Quaranta, se trouve sous la pression de la politique impérialiste de l'Italie.

Le fait que cette pression s'exerce particulièrement sur la côte adriatique albanaise signifie que ce point est le plus faible et que la pression se heurte ici à la moindre résistance.

Le jeune et petit Etat albanais pourrait pour le moment s'opposer le moins à la pression italienne. Il est d'autant plus de notre devoir de renforcer sa capacité de résistance. Nous devons entretenir les meilleures relations amicales avec l'Italie, et pourtant nous opposer à ce qu'elle devienne le successeur de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans.

Ainsi s'exprime sur l'Albanie un membre de la Skoupchtina, député de la Dalmatie. Les cercles officiels de Belgrade et surtout l'agence Avala, ont jusqu'à présent tenu, sur l'Albanie, un langage si diffamateur et mensonger, que toute réponse objective était, dès le début, inutile. C'est pourquoi les paroles raisonnables d'un homme cultivé, d'une personne officielle qui connaît le pays, sont, peut-on dire, les premières paroles justes sur l'Albanie, qui viennent de son voisin du nord : c'est la première voix amicale susceptible de trouver un écho dans notre cœur et qui nous indique la politique qu'il faudrait poursuivre pour établir la paix entre les deux peuples en particulier et aussi entre tous les peuples balkaniques.

Afin de ne pas s'attarder aux belles paroles, mais de frayer le chemin d'actions salutaires, un collègue albanais explique en ce lieu au Dr Anguélinovitch les causes des désaccords et des discordes : « Au cas où les cercles officiels seraient accessibles pour une entente, ils devraient d'abord comprendre qu'il est indispensable de prendre justement le chemin contraire à celui qu'on a suivi jusqu'à présent. On doit, avant tout, comprendre cette thèse fondamentale : L'établissement d'un Etat non-balkanique en Albanie se ferait au préjudice de tous les peuples balkaniques.

On doit aussi admettre que cela n'est possible que lorsque les peuples balkaniques luttent entre eux, et croient nécessaire d'appeler au secours des peuples non-balkaniques comme défenseurs ou comme arbitres.

Donc, je suis de l'avis du Dr Anguélinovitch en ce qui concerne la première partie de son article : mais lorsqu'il dit « Nous devons accorder à l'Albanie toute protection dans sa lutte pour la sauvegarde de son indépendance » je dois lui rappeler que c'est la Yougoslavie ou plus exactement le parti radical serbe qui a lutté avec le plus grand acharnement pour l'anéantissement de l'indépendance albanaise.

Comme cependant le Dr Anguélinovitch laisse comprendre en parlant de la campagne de la presse de Belgrade contre l'Albanie, que le chemin pris jusqu'ici par Belgrade par rapport à l'Albanie, était faux et au préjudice aussi bien de l'Albanie que de la Yougoslavie, nous ne voulons plus parler de ce qui s'est passé, mais de ce qui peut advenir.

Il est important de savoir ce qu'on comprend sous le bon état territorial : en sa qualité d'homme qui connaît exactement la situation et qui dit la vérité, le Dr Anguélinovitch doit reconnaître que c'est un « absurdam » de parler sur un bon état et une indépendance territoriale, étant donné que la plus grande partie de la population albanaise est détachée de la mère-patrie et se trouve sous la domination de l'état voisin.

Faisons un pas plus loin et admettons que le peuple albanais, pour des intérêts d'état plus élevés, pour le bien-être des états balkaniques en général et pour l'union de ces peuples, est disposé à accepter l'« absurdam » cité plus-haut comme un fait accompli, sans cependant oublier que pour préparer le terrain d'une union des peuples balkaniques, chacun des Etats balkaniques doit avoir comme principe : toute minorité des peuples balkaniques dans un état balkanique est, comme telle, privilégiée ; on entend évidemment par là le meilleur traitement possible pour ces minorités.

L'amitié qui naîtra entre la minorité et l'état balkanique correspondant sera le trait d'union des peuples balkaniques ; mais cela est aussi le premier pas amical que la Yougoslavie doit entreprendre envers l'Albanie.

En ce qui concerne la non-immixtion de la Yougoslavie dans les affaires intérieures de l'Albanie, que le Dr Anguélinovitch exige, il est à constater que si la Yougoslavie ne s'était pas mêlée, en décembre 1924, de la politique intérieure de l'Albanie, celle-ci ne tomberait pas aujourd'hui dans les griffes de l'Italie, où elle se trouve grâce à la trahison de celui qui fut le benjamin de Pachitch. Il faut donc rendre justice à la vérité en reconnaissant que la domination italienne actuelle en Albanie, surtout sur le littoral adriatique de la Yougo-

slavie, et dans les Balkans en général n'est qu'une conséquence de la perfide politique de Belgrade vis-à-vis de l'Albanie.

Le Dr Anguélinovitch, parle d'un « tertius gaudens », du successeur de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans et de quelques politiciens albanais qui ne sont pas convaincus que l'indépendance « de ce peuple balkanique le plus vieux mais le plus petit » ne saurait être sauvegardée que par la collaboration avec la Yougoslavie. Voici ce que je répons à ce sujet au Dr Anguélinovitch : Il existe en Albanie deux groupes de gens : ceux qui aiment leur patrie et ne demandent qu'à travailler et à vivre modestement ; ce sont les petits-bourgeois, les paysans et les ouvriers ; et ceux, un tout petit groupe formé par les beys, qui considèrent l'Albanie comme un champ d'exploitation qui doit leur fournir les moyens pour qu'ils puissent mener une vie de débauche et parasitaire sur le dos du peuple. Ce groupe de beys qui fut, en décembre 1924, soutenu par Pachitch, n'a ni conviction, ni idéal, ni même un caractère ; il est indifférent à ce groupe qui est le « tertius gaudens » ou bien le successeur de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, l'essentiel pour lui est de savoir quelle est actuellement la puissance étrangère qui l'aide à piller et à pressurer le peuple albanais et qui lui assure les privilèges de corvées moyenâgeuses.

Le premier groupe aime sa patrie et se convainc de plus en plus (presque comme le Dr Anguélinovitch) que la sauvegarde de l'indépendance albanaise ne peut être assurée que par des rapports pacifiques et amicaux entre les peuples balkaniques se protégeant et se soutenant mutuellement ; mais dans le cas où le triste sort de l'Albanie consisterait en ce que son territoire doit être cédé à un « gaudens » ou à un « successeur », il ne sera plus important pour ce groupe si c'est l'Italie ou la Yougoslavie qui profitera de cet état de choses.

Par conséquent, la conclusion est la suivante : au cas où la Yougoslavie, en sa qualité d'Etat le plus important des Balkans, abandonne la politique qu'elle a menée jusqu'ici, une politique qui signifiait mort et esclavage pour le peuple albanais, et adopte une nouvelle politique de paix et de liberté pour le peuple albanais et en général une politique servant la cause de l'union des peuples balkaniques — alors le peuple albanais sera l'allié de la Yougoslavie et tous les peuples des Balkans le seront aussi.

Le premier pas de cette politique doit être l'amélioration de la situation des minorités, et en ce qui concerne l'Albanie — les minorités albanaises et la lutte contre les beys usurpateurs.

Le préfet d'hier de Pachitch est devenu aujourd'hui le commissaire de Mussolini et l'agent pour la propagande des intérêts italiens dans les Balkans.

L'union seule des peuples balkaniques, la Fédération Balkanique, peut sauver les peuples balkaniques de l'esclavage et de l'avidité du fascisme insatiable.

La première pas consisterait dans la lutte contre les gendarmes de Mussolini, établis partout dans les Balkans.

Aujourd'hui, ce n'est que les petits pays qui sentent les conséquences de la politique expansionniste du fascisme, mais demain les grands se verront aussi exposés au même danger : c'est aujourd'hui, qu'ils doivent se défendre, car demain il sera trop tard.

Rome, juillet

Un député albanais

Le Congrès International des travailleurs de l'enseignement et la Terreur Blanche dans les Balkans

Le IV. Congrès de l'Union Internationale des Travailleurs de l'Enseignement eut lieu à Vienne, du 9 au 14 août. Des membres des partis social-démocrates et communistes, des représentants des peuples opprimés, des organisations rattachées à l'Internationale d'Amsterdam, des membres de la F. of L. américaine, délibérèrent ensemble avec des organisations rattachées à l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou.

Le Congrès était empreint du désir d'organiser les travailleurs de l'enseignement pour la lutte contre l'impérialisme et pour le front uni des ouvriers et paysans. Mais ce n'est pas seulement par ses travaux concrets d'organisation syndicale et par ses examens d'importants problèmes pédagogiques que le Congrès eut une importance toute spéciale — pour les peuples opprimés des Balkans, il eut une signification bien plus grande : il fut une tribune libre du haut de laquelle les représentants des corps d'enseignement révolutionnaires des Balkans prononcèrent leur réquisitoire contre le système de terreur régnant dans leurs pays respectifs. Ce fut la première fois que les représentants de tous les pays balkaniques — sauf ceux de l'Albanie — se réunissaient pour un travail commun, pour la lutte commune contre les agissements nationalistes.

La lettre par laquelle Henri Barbusse saluait l'ouverture du Congrès indiqua aux délégués la ligne à suivre.

L'instituteur grec Sideridis, après avoir salué l'Assemblée, fit un exposé détaillé des souffrances du corps enseignant grec et des actes iniques du régime anti-culturel de Pangalos. La Grèce entière possède 7535 écoles primaires, la durée de l'en-

seignement obligatoire est de quatre ans, 40 % de la population sont analphabètes. Il n'y a que 85 élèves sur 1000 habitants ; 125 enfants par 1000 habitants, entre 6 et 12 ans, restent sans aucune instruction. L'instituteur souffre toujours de la faim, c'est « un martyr vêtu de haillons ». Il n'y a en Grèce une moyenne que d'un instituteur par 60 élèves, 2,8 % seulement du crédit budgétaire sont affectés à l'enseignement primaire. L'unique tâche du Conseil Central de l'Instruction publique paraît être d'empêcher l'enseignement primaire dans la langue de la population locale. Pangalos a déclaré qu'il ne permettrait jamais que l'on portât atteinte à sa langue maternelle et le Conseil de l'Instruction Publique comprit le signe du dictateur. L'emploi de la langue de la population locale est interdite dans toutes les écoles primaires et moyennes. Il a été introduit un système d'économie de la pire espèce; toutes les écoles primaires non installées dans les édifices de la commune et pour lesquelles l'Etat paie un loyer, ont été supprimées. Toutes les écoles primaires de moins de 30 élèves ont été fermées, les médecins scolaires et les inspecteurs sanitaires abolis, la création de nouvelles écoles a été interdite depuis un an, il n'y a point de nominations à de nouveaux postes d'instituteurs, les inspecteurs auxiliaires ont été supprimés, de sorte que les inspecteurs doivent faire leurs inspections par écrit. Le « Marasleion Dideskaleion » fut fermé, tous les instituteurs à sentiments prolétariens ainsi que les partisans de l'« Union républicaine » furent jetés brutalement dans la rue. « Les écoles sont des tavernes sans soleil, sans bancs ou avec de bancs détériorés, sans inspections scolaire et, depuis le licenciement des éléments « suspects » sans des instituteurs ayant les connaissances pédagogiques nécessaires. » La durée de l'enseignement pour la grande majorité des enfants n'est dans la réalité que de 2 ans, et non de 4 ans, ainsi que le prescrit la loi. L'association fraternelle des étudiants « Tititiki Syntrofia » fut mise en accusation par devant le Conseil disciplinaire. Toute une série de procès furent intentés à des partisans militants de la langue de la population locale. Dans la Grèce du sud, 4 des 6 écoles normales à une classe et 2 des 6 écoles normales à plusieurs classes ont été fermées. Les préfets interdisent aux communes d'allouer des subventions aux instituteurs. La situation économique du corps enseignant ressort de la proportion des appointements actuels vis-à-vis de ceux d'avant-guerre : 83 : 150. Et il faut relever qu'avant la guerre les appointements des instituteurs étaient bien plus bas que ceux des autres fonctionnaires publics. »

Sideridis, et ensuite Kyriakos, déclarèrent rattacher la lutte culturelle du corps enseignant de la Grèce à la lutte révolutionnaire de libération des masses travailleuses de la Grèce, et cette déclaration est d'autant plus importante que leur adhésion au travail collectif des instituteurs de tous les pays balkaniques constitue une pièce de travail pratique pour l'idée de la Fédération.

Sous l'attention concentrée du Congrès, l'instituteur bulgare Todoroff décrivit la destruction tragique du mouvement révolutionnaire du corps enseignant en Bulgarie. Des 3000 instituteurs du pays, la moitié fut licenciée, sur base du § 19 (car des représentants de l'idée communiste ne doivent point revêtir des fonctions publiques). Des centaines d'instituteurs furent tués, des centaines se meurent dans les cachots, et d'autres centaines cherchèrent leur salut dans l'émigration. Les plus jeunes parmi les instituteurs licenciés essaient de gagner leur pain quotidien comme des ouvriers non qualifiés. Sous la pression de la terreur, les autres instituteurs sont obligés de subir toutes les indignités. Presque tous les instituteurs sont contre le régime politique actuel. De nombreux instituteurs appartenant à l'Union réformatrice furent licenciés. Le journal *Znamé*, organe de Malinoff, le chef du parti démocrate, écrit que des 7000 fonctionnaires publics licenciés 5000 étaient des instituteurs d'écoles primaires ou moyennes. Le budget de l'exercice 1926/27 prévoit pour l'armée et la police une somme de 1.548.189.170 lévas, tandis que pour l'enseignement public en entier seulement 666.280.540 lévas. Le ministre de l'Instruction publique Tsankoff ordonna par une circulaire d'éloigner de toutes les bibliothèques les livres contre l'Etat ou contre la religion. Celui qui se refuse à bourrer la tête des enfants de chauvinisme ou de religion est immédiatement licencié. Dans nombre de gymnases les élèves furent tout simplement chassés ; dans d'autres ils eurent eux-mêmes recours à la grève de protestation. Beaucoup d'étudiants furent arrêtés et traduits devant les tribunaux, à Sofia, à Berkovica, à Orkhanie, à Béla-Slatina, à Varna, etc.

Et tandis que le gouvernement fasciste assassinait ou jetait en prison les membres de l'organisation, les chefs se turent. Et ce sont ces mêmes messieurs qui, aujourd'hui, prétendent qu'il n'y a pas de terreur blanche et qui n'entreprennent aucune action pour les orphelins des assassinés. Ces individus étaient représentés dans le cabinet Tsankoff par un des leurs : M. Kazazoff. La terreur blanche en Bulgarie bat son plein, toujours. Aujourd'hui, tout comme il y a trois ans, des innocents sont arrêtés, et le lendemain matin des communiqués officiels annoncent qu'ils se seraient suicidés. Le 15 juin, l'ouvrier métallurgique Vasil Hristoff, âgé de 22 ans, fut trouvé assassiné dans sa cellule. Le 8 juillet, on trouva, à 4 km de Sofia, 4 cadavres, sur la berge.

Dans le même mois, à Sofia, 2 condamnations à mort furent prononcées. Les prisons sont bondées de détenus politiques. D'un groupe de 122 détenus, 7 ont été condamnés à mort, 30 à la prison perpétuelle. Même dans les plus petites villes de la Bulgarie on trouve des 10 à 20 détenus politiques. Le traitement infligé à ces détenus est atroce. Les condamnés à mort sont enchaînés dans leurs cellules. Les détenus politiques ne sont pas autorisés à lire des journaux ni à recevoir les visites de leurs parents, sauf une ou deux fois par mois où par la petite ouverture de leur cellule ils peuvent parler avec eux. De tous les coins du pays les parents de ces malheureux adressent des pétitions au gouvernement et au parlement en demandant d'étendre l'amnistie aussi à ces pauvres martyrs de la terreur blanche.

Avant les exécutions-meurtrés, les prisonniers sont soumis à des tortures épouvantables. Des méthodes particulièrement féroces sont appliquées pour arracher des aveux aux détenus. Dans une salle spéciale appelée « la salle sèche » les prisonniers sont torturés des manières les plus différentes — pour leur arracher des aveux : le nerf de bœuf, des machines spéciales pour pressurer les mains, des clous que l'on enfonce dans différentes parties du corps, des bois pointus que l'on fourre sous les ongles, etc. Un appareil très rudimentaire ploie le corps de dos de façon à faire toucher les mains et les pieds. Des cerceles spéciaux en bois fracassent le visage. Une presse spéciale comprime le crâne jusqu'à ce qu'il éclate. On fait asseoir le torturé sur une chaise électrique jusqu'à ce qu'il perd connaissance. On injecte du vitriol dans le rectum. Etc. etc.

Il serait impossible de citer ici tous les noms de tous ceux qui ont péri sous des tortures affreuses. Rappelons seulement le cas de Georgiew de Pleven qui fut brûlé vif dans sa maison et celui de Lambikandeff, le secrétaire de l'association des instituteurs, et des 40 étudiants et ouvriers : des officiers leur brisèrent les membres et les firent mourir d'une mort lente et atroce. Un de ces bourreaux, un officier, en devint fou par la suite.

Le délégué des instituteurs roumains décrivit minutieusement l'état des écoles dans les villages en Roumanie. Il y a en Bessarabie des écoles qui n'ont pas de bancs et les enfants s'appuient aux murs, tandis que les poules et les porcs se promènent librement dans la pièce exigüe. Ce n'est vraiment pas par hasard que les instituteurs, poussés par la misère des paysans et par leur propre situation impossible, deviennent des révolutionnaires. Parmi les accusés de Tatar-Boumar se trouvaient plusieurs instituteurs. L'un d'entre eux refusa la grâce qui lui était offerte.

Les déclarations du délégué yougoslave mirent aussi efficacement à nu le régime de la « culture nationale ».

Le IV. Congrès International du mouvement des travailleurs de l'enseignement a incarné la conscience de l'opinion publique européenne, la révolte du monde civilisé contre les atrocités commises dans les pays balkaniques. L'union intime des travailleurs de l'enseignement avec le mouvement révolutionnaire des ouvriers et paysans fut considérée comme une nécessité impérieuse.

Les peuples balkaniques devront suivre et suivront la voie que le front uni des instituteurs leur a indiquée.

A-8

Pourquoi M. Raditch se rend à Genève

La délégation du gouvernement de Belgrade à la session d'automne de la Société des Nations a déjà été désignée : Dr Momcilo Nintchitch, ministre des affaires étrangères, en est le président et le premier délégué, Dr Vasa Jovanovitch, ministre des transports et communications, en est le deuxième délégué, et M. Stefan Raditch, ancien ministre de l'Instruction publique et chef du parti paysan croate, en est le troisième délégué. Les membres suppléants sont : Dr Laza Markovitch, ancien ministre de la justice, et M. Milutin Jovanovitch, ministre à Berne. Soit donc, en tout, 4 Serbes et 1 Croate. Telle est l'égalité des droits dans l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes !

Il serait cependant une grande erreur que de croire que ce seul Croate ait été délégué en reconnaissance du peuple croate, dans l'intérêt du peuple croate. Les impérialistes serbes avaient leurs propres calculs impérialistes panserbes en désignant M. Raditch comme membre de la délégation à Genève.

Il y a à peine deux mois que, de connivence avec le roi Alexandre, les alliés radicaux de M. Raditch divisèrent son parti et, avec l'aide du ministre M. Nikitch, lui enlevèrent 10 députés. Et aujourd'hui, ils l'envoient à Genève. D'où provient cette subite tendresse ?

Deux jours avant la désignation de la délégation, M. Laza Markovitch, nommé depuis membre de la délégation, disait de Raditch dans une réunion radicale à Mostar :

« Stefan Raaditch est un charlatan notoire, un louche leader du parti paysan croate et un prestidigitateur suffisamment connu, dont les paroles ne méritent ni intérêt ni attention. »

Puis, M. Markovitch menaça Raditch en ces termes : « Que Raditch n'oublie point, que les radicaux l'ont sorti du trou et l'ont placé même sur un fauteuil ministériel... Mais lors-

qu'il le faudra, nous radicaux seront assez forts pour placer M. Stefan Raditch sur un autre siège (le banc d'accusation — N. D. L. R.).»

M. Markovitch aut ensuite l'amabilité de déclarer pourquoi les radicaux avaient conclu une entente avec ce Stefan Raditch : « L'entente avait pour but d'améliorer avant tout la situation internationale de notre Etat. » (Toutes ces citations sont prises du *Politika* de Belgrade du 16 août.)

Le *Vreme*, l'organe du ministre des affaires étrangères M. Nintchitch, s'occupe du même sujet dans son numéro du 17 août ; il y consacre un long article sous le titre de « Notre politique extérieure », et dit :

« La meilleure politique extérieure consiste en une bonne politique intérieure. La politique extérieure ainsi que toute politique qui veut avoir du succès, trouver du respect, doit être l'expression de la force et de l'union intérieures. M. Nintchitch est considéré comme l'une des personnalités ayant le plus contribué à la réconciliation avec les Croates et au maintien de l'union avec la majorité des Croates... ce qui prouve que M. Nintchitch comprend le mieux la nécessité d'une bonne politique extérieure : l'union intérieure, exprimée par la réconciliation et la coopération de la majorité des Serbes et de la majorité des Croates. »

Les impérialistes serbes le reconnaissent tout ouvertement qu'ils n'ont conclu l'entente avec Raditch que pour améliorer leur situation internationale, pour sauver leur hégémonie menacée. Et au lieu de laisser sombrer cette hégémonie, au lieu d'aider à ce qu'elle s'effondre au plus tôt, M. Raditch crut utile de la sauver et de la consolider par l'entente conclue. Pour un plat de lentilles, Raditch vendit le droit d'autodisposition du peuple croate, se mit au service de l'impérialisme serbe.

L'année dernière, M. Raditch était également le délégué à Genève du gouvernement de Belgrade. Par sa présence et par ses déclarations l'on voulait montrer à l'étranger que la question croate n'existait plus, que la Yougoslavie s'était consolidée à l'intérieur. Aussi, dans ce même ordre d'idées, M. Markovitch dit dans la réunion que nous mentionnions plus haut : « Et, à l'étranger, nous avons liquidé M. Raditch. »

Malgré cette affirmation de la liquidation de M. Raditch à l'étranger, malgré toutes les injures et toutes les menaces proférées à son adresse, ces mêmes radicaux envoient ce même M. Raditch encore à Genève. Pourquoi ?

M. Raditch est envoyé à Genève par les impérialistes serbes pour y défendre, en qualité de représentant des Croates, la terreur serbe en Macédoine et l'impérialisme serbe, contre la Bulgarie.

En rapport avec la note collective de la Yougoslavie, de la Grèce et de la Roumanie et avec la question de l'emprunt des réfugiés, le gouvernement bulgare veut parler devant la Société des Nations de la question macédonienne. L'Italie et l'Angleterre, qui croient le moment propice pour s'assurer l'hégémonie dans les Balkans à la place de la Serbie et de la France, soutiennent la Bulgarie. La Bulgarie officielle et le comité macédonien de Protoguéroff sont effectivement des instruments aveugles des impérialismes italien et anglais. Et c'est par peur surtout de l'impérialisme italien, qui a aujourd'hui comme agents Bureff et Protoguéroff, que M. Raditch se décida à aller Genève comme agent de l'impérialisme serbe.

La seconde raison en est que, par sa capitulation de mars 1925, Raditch est devenu un prisonnier effectif de Belgrade.

La tragédie des peuples balkaniques malheureux, opprimés, est complète : au lieu de se placer sur un seul front pour la lutte commune contre les impérialismes serbe, italien, et autres, ils sont suscités les uns contre les autres par leurs propres leaders, qui sont devenus des agents de ces impérialismes, et ils se placent au service de ces menées.

M. Raditch hésita un peu à assumer cette mission herostratique à Genève, sentant lui-même, d'ailleurs, que les radicaux déployaient sans cesse leur activité pour scinder et détruire son parti, l'enterrer lui-même politiquement, et consolider leur hégémonie sur les Croates battus et démoralisés. Les députés radicaux Markovitch et Janjitch le déclarèrent ouvertement dans la réunion susmentionnée à Mostar :

« Nous avons conclu l'entente avec Raditch non pas pour lui-même : nous l'avons conclu pour ce peuple croate qui est dupé par lui depuis six années. Nous avons frappé Raditch là où il fallait le frapper, là où ses dents devaient être émoussées. Nous l'avons réduit à s'incliner devant cet Etat qu'il a insulté et contre lequel il a même mené des agissements à l'étranger. Nous l'avons réduit à abaisser son activité en bouffes d'opérettes et en querelles avec de simples gendarmes. (M. Markovitch vise ici l'agression des gendarmes contre Stefan Raditch dans l'île de Pag, qu'a relatée la *Fédération Balkanique* dans son numéro précédent — N. D. L. R.) Stefan Raditch arriva au Parlement avec 70 députés — il n'en a aujourd'hui que 48, et par la politique qu'il poursuit, il causera la ruine entière de son parti, ce qui sera un événement heureux pour l'Etat, car viendront alors des Croates intelligents qui administreront cet Etat fraternellement et en harmonie avec les Serbes. »

Pour ces chefs du parti radical, Stefan Raditch est toujours encore l'adversaire principal du peuple serbe, l'adversaire principal de l'unité étatique, de l'unité « nationale », et du parti radical. Pourquoi donc ? Parce que, de temps en temps, Raditch pose quelques exigences insignifiantes, et que les impérialistes serbes ne veulent donner rien, mais rien du tout, aux Croates.

Cette attitude des leaders du parti radical montre combien futile est l'opportunisme de ces politiciens croates qui croient toujours qu'en appuyant la politique extérieure de l'impérialisme serbe ils pourront obtenir quelque concession dans la politique intérieure.

Raditch ne pouvait naturellement pas garder le silence en présence de ces attaques des radicaux. Il réagit par la déclaration suivante au correspondant du *Politika* de Belgrade :

« Après cette attaque de M. Laza Markovitch, je ne vais pas à Genève avec lui. Sa menace de me placer sur le banc d'accusation est une stupidité. Il paraît que lui et son entourage amassent du matériel contre moi. Ils ne peuvent cependant rien faire. » (*Politika* du 17 août.)

Sur l'intervention de M. M. Ouzonovitch et Nintchitch, cependant, Raditch consentit à se rendre à Genève, même avec M. Markovitch.

Il déclara au correspondant du *Vreme* de Belgrade :

« Je ne fais pas cas des paroles du Dr Laza Markovitch. Il a parlé ainsi parce que ce jour-là il s'était levé du côté gauche. » (*Vreme* du 19 août.)

Après s'être engagé dans la voie de la capitulation et de l'alliance avec l'impérialisme serbe, Raditch tombe toujours plus bas.

Son voyage à Genève signifie la chute de sa position personnelle, l'affaiblissement de son propre parti, la trahison envers le peuple croate.

Le peuple croate n'aura pas de profit de la mission de Raditch à Genève, mission hostile aux Bulgares et hostile aux Macédoniens. Le peuple croate ne sera pas sauvé de l'impérialisme italien par des services de laquais rendus à l'impérialisme panserbe. Il ne sera délivré des impérialismes que par son alliance avec les peuples opprimés, les partis révolutionnaires des Balkans, pour la constitution d'une Fédération Balkanique.

In hoc signo vinces, Croatia !

J. Zanich

Ascension et chute de Pangalos

Pangalos est tombé. Du coup d'Etat du 25 juin 1925 au 4 janvier 1926, lorsque fut proclamée la dictature et suspendue la Constitution jusqu'à l'élection présidentielle du 4 avril, le bonapartisme grec essaya en vain d'assainir l'Etat avec l'aide de l'étranger et de maintenir le règne de la bourgeoisie. Lors même du renversement du gouvernement libéral de Michalakopoulos, Pangalos avait assumé l'obligation de continuer la révolution républicaine, de satisfaire la paysannerie sans terres, de résoudre la question des réfugiés, d'apaiser les populations étrangères en Grèce.

En un moment de crise économique, Pangalos assumait le gouvernement. Les intellectuels déclassés, la petite-bourgeoisie en misère, lui firent ovation, et les paysans espèrent de son activité la délivrance, la libération. Les masses du peuple grec, fatiguées des luttes ostentatives parlementaires qui faisaient du navire de l'Etat la proie d'une fraction quelconque ancrée dans l'armée espèrent voir enfin arriver le calme et la tranquillité, la stabilisation des conditions économiques et une large réforme agraire. Mais Pangalos ne fit rien et ne pouvait rien faire, car malgré ses mesures brutales pour bâillonner la presse, il ne pouvait pas changer les faits, et les chiffres du bilan commercial lui fermaient tout crédit à l'étranger. La Grèce a aujourd'hui l'organisation scolaire la plus déplorable parmi tous les pays balkaniques, la culture du sol la plus extensive, l'élevage de bétail le moins rationnel. Le drachme est tombé, et toutes les mesures des autorités furent impuissantes à le maintenir. Pangalos avait battu Plastiras. Il avait victorieusement repoussé ses adversaires réunis. Mais l'offensive que déclancha contre lui l'affaissement économique du pays fut plus puissante que tout l'appareil de son pouvoir.

Le conflit de Mossoul avait été la dernière espérance de Pangalos. Marcher comme un mercenaire de l'Angleterre contre la Turquie — tel était son but. Mais le conflit de Mossoul fut réglé, les crédits anglais furent épuisés, et le condottieri restait écrasé sous les préparatifs de guerre de son armée. Par son irruption en Macédoine bulgare, Pangalos avait fait revivre un instant l'éclat évanoui des armes grecques, mais sa pauvre retraite devant les menaces serbes avait affaibli sa puissance bien plus que ne lui avait profité l'offensive victorieuse. Pangalos qui, au début de son gouvernement, s'était montré tellement hostile à l'Italie, s'offrit à l'Italie appuya les intrigues italiennes en Albanie, envoya l'ancien monarchiste Ruffos à Mussolini et, trop faible pour répondre par d'autres arguments aux menaces yougoslaves, essaya d'y opposer les méthodes de la diplomatie. La question

de Salonique ayant de nouveau été déroulée, l'expédition de Plastiras apprit au dictateur, que l'aide de l'Italie ne constituait point une garantie suffisante pour le maintien de son gouvernement. La Conférence de Santi Quaranta fut le dernier grand succès diplomatique de Pangalos. Il avait su gagner Ahmed Zogou, le pousser à lui livrer les minorités albanaises en Grèce, n'ayant, en échange, qu'à abandonner à leur sort les Grecs en Albanie et s'acquiescer les bonnes grâces de l'Italie en acceptant sans broncher la dénationalisation des Grecs du Dodécannèse. L'ancien mercenaire de l'Angleterre était ainsi devenu le laquai de l'Italie de Mussolini et le fameux décret de dénationalisation a mobilisé contre Pangalos cette classe aussi des intellectuels qui, jusque là, avait tranquillement supporté son règne de violence.

Peu après son élection à la présidence, Pangalos comprit que, par des apparences de réformes, il devait soutenir les bases chancelantes de son règne. L'invitation adressée à Venizelos d'entrer au service du nouveau bonapartisme, échoua; Kyriakos Venizelos déclina le portefeuille de l'instruction publique, tandis que, dans sa célèbre lettre ouverte, Zavizianos refusait la présidence du conseil qui lui était offerte. Le ministre Zilimon ne put non plus être constitué, et ce fut la dictature financière Evtaxias qui fut proclamée lorsque tout était déjà perdu et la banqueroute du système inévitable. Des leaders ouvriers furent arrêtés, des adversaires bourgeois furent rappelés, à de courtes périodes de liberté de presse succéda la fameuse réglementation de la presse. Pangalos vit sa chute devenir toujours plus menaçante. Il implora l'aide de la Yougoslavie. Il promit des concessions sur la voie ferrée Salonique—Guevgueli, il offrit un agrandissement de la zone franche yougoslave à Salonique. Le vieux Venizelos devait, comme représentant diplomatique grec, consolider la nouvelle amitié.

Les paysans, auxquels le petit Bonaparte avait, au début de son règne, promis l'amélioration de leur situation, sous les charges écrasantes des impôts se dressèrent contre le système du dictateur, les petits-bourgeois s'insurgèrent contre le tarif douanier, et le corps des officiers vit venir, comme jadis, la perte de la Macédoine. Pangalos n'avait plus aucun parti. Comme Napoléon III, il s'était contenté de l'organisation de l'appareil étatique et avait détruit tous les partis légaux du pays en les poussant ainsi dans l'illégalité. Il avait attelé à son char les monarchistes et les républicains — mais la crise économique devenait de plus en plus aiguë, le dollar montait, le drachme tombait, la banqueroute de l'Etat était imminente.

Les larges masses de la population étaient sans défense, sans armes. Des paysans s'étaient bien réunis en groupes dans quelques contrées, les bandes, signe traditionnel du mécontentement général, avaient bien commencé à se montrer çà et là, mais Pangalos pouvait se maintenir au pouvoir tant qu'il avait l'armée entre ses mains.

Le 14 juillet se fit voir la première preuve du changement dans le groupement des diplomates étrangers: A l'occasion de la fête nationale, le ministre de France avait invité

à la légation M. Papanastassiou, le leader de l'union républicaine — geste brusque contre le dictateur anglo-italien. Le mécontentement dans l'armée devenait plus violent. Un nombre important d'officiers furent arrêtés, et Pangalos crut avoir conjuré le danger.

Tranquillisé sur l'état des pourparlers gréco-yougoslaves, il se retira dans sa résidence d'été. Alors, la garde républicaine, ce corps prétorien du dictateur, se mutina. Le ministre de la guerre fut arrêté, les administrations des postes et des télégraphes furent occupées, un nouveau gouvernement fut proclamé.

Kondylis a assumé le gouvernement. Il n'est certainement pas un politicien démocrate; il a organisé avec Plastiras le pronunciamiento contre la royauté, mais il n'a pas de sympathies pour le mouvement ouvrier et est l'un des persécuteurs les plus acharnés de l'extrême gauche. Il est poussé en avant sous la pression des événements. Il a proclamé la liberté de la presse et rétabli entièrement la constitution. Des nouvelles élections ont été prescrites, une Assemblée Constituante décidera sur le sort de la Grèce. Le peuple grec se trouve en présence de nouvelles tâches: la solution de la question agraire, l'autonomie territoriale et la satisfaction des désirs des populations étrangères en Grèce. Ce n'est qu'après avoir donné satisfaction aux minorités nationales que le peuple grec sera assez fort pour présenter sa facture à l'Italie arrogante. Le service d'amour de Pangalos pour l'Angleterre était une trahison envers la nation. La question du Chypre ne fut point résolue et la brigade pour les bonnes grâces de Mussolini, à laquelle Pangalos participa aussi, impliquait pour la Grèce le renoncement au Dodécannèse tellement grec. La république grecque ne peut poursuivre qu'une politique étrangère conforme à la dignité nationale du peuple grec. La Grèce doit cesser d'être un laquai à la solde de l'Angleterre et de l'Italie. Elle doit tenter de coordonner ses propres intérêts nationaux avec ceux des autres peuples balkaniques, dresser contre les puissances impérialistes une Fédération Balkanique de républiques de paysans et d'ouvriers. Ceci est beaucoup plus que ce que pourront offrir Kondylis et Konduriotis. Les assurances d'amitié de Kondylis envers le gouvernement yougoslave actuel ne constituent nulle garantie pour l'avenir. Kondylis se recommande à la bienveillance de ce gouvernement qui voulait par force rétablir la royauté en Grèce. C'est une tactique bien myope, sinon pire encore.

Ce n'est pas Papanastassiou, cet idéologue des démocrates petits-bourgeois, qui a pris possession du pouvoir. Kondylis est un homme dont l'être est apparenté de bien près avec celui de Pangalos, et on doit s'attendre à chaque instant à le voir renouveler la tentative du bonapartisme sans parti. Au milieu de l'enthousiasme général de la chute du dictateur, nous criions au peuple grec: Le dictateur est tombé, mais la dictature du bonapartisme n'est pas encore renversée. Il faut créer des garanties pour le développement intérieur et l'activité extérieure de l'Etat grec. Ces garanties, c'est le peuple grec qui doit se les procurer lui-même.

Melingos

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET EVENEMENTS

Albanie:

Les fonctionnaires publics n'ont pas touché leurs appointements depuis cinq mois. — La situation des fonctionnaires d'Etat en Albanie est devenue très précaire et très critique. Ils n'ont pas touché leurs appointements depuis cinq mois. Car les recettes albanaises suffisent à peine à faire face aux énormes dépenses privées d'Ahmed Zogou et aux soldes de ses mercenaires. (« Lirije Kombetare », Genève, du 28 juillet.)

Les amnistiés sont arrêtés. — L'officier Husni Lepenica, qui était rentré en Albanie après la proclamation de l'amnistie et vivait dans son village natal, fut arrêté et jeté dans la prison de Valona. (« Lirije Kombetare » du 28 juillet.)

Organisation en grand de la contrebande — défense aux journaux d'en parler. — La contrebande est organisée sur une grande échelle en Albanie, et il paraît s'agir d'une grande bande ayant son centre à Salonique.

Beaucoup de personnes se plaignent de ce que les journaux n'en donnent pas de plus amples précisions, mais malheureusement il n'est pas possible de le faire, car toutes les fois qu'il en est tant soit peu question, le rédacteur-en-chef est convoqué à la police où on lui demande d'où il tient ses informations, pourquoi il les a publiées, etc. En un mot, on le traite en suspect. Aussi se voit-on forcé de garder le silence. (« Gazeta i Korces » du 28 juillet.)

La terreur à Skrapari. — La population de Skrapari est terrorisée d'une façon particulièrement féroce par une compagnie de mercenaires pourvue de mitrailleuses et commandée par Tahir Osman. Le préfet

Servet bey Trashen prête son entier appui aux violences et iniquités exercées. Les paysans sont battus et dépouillés de leurs biens sous l'accusation de cacher et de soutenir des émigrés. Un grand nombre d'arrestations ont été opérées parmi la population paisible. (« Lirije Kombetare » du 28 juillet.)

Comment Ahmed Zogou devient propriétaire de villas. — Dans beaucoup de villes, la population est forcée par les autorités à bâtir des villas pour le président. On en voulut faire de même à Saranda (Albanie du sud), mais devant la résistance menaçante des habitants les organes du gouvernement se virent obligés à renoncer à leur projet. (« Lirije Kombetare » du 28 juillet.)

Bulgarie:

Des crimes et toujours des crimes, commis par les suppôts du gouvernement. — Maria Slavtchoff de la ville de Troyan a adressé au Président de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme une lettre ouverte, qui dit entre autres:

« Pardonnez-moi si je me trompe, mais je n'ai jamais vu que la Ligue proteste pour un homme beaucoup plus que n'importe quel député.

Des choses effrayantes, immorales et sauvages, se passent dans les masses, accomplies ou inspirées par des « facteurs irresponsables ».

Dans le village de Borima on a tué le fils du prêtre comme « brigand » et Ali Bélaroff « en tentative de fuite ». Une enquête établira que ces deux meurtres furent accomplis par ordre des « facteurs irresponsables ».

restés avec nos bagages prêts à attendre le dédommagement qui nous était dû d'après les conventions et afin de pouvoir déménager dans la nouvelle patrie.

Passèrent des jours, des semaines, des mois, et nous attendons toujours le dédommagement. Nous ne recevons, hélas, ni la contre-valeur, ni notre avoir et ce qui est pis c'est que nous sommes brimés chaque fois que nous nous intéressons de notre sort.

» Nous nous trouvons donc depuis sans abris, pendant que nos maisons, nos jardins potagers, vergers, vignes, etc. se trouvent entre les mains d'autrui sans que nous puissions y toucher, à moins que le nouveau propriétaire ne nous engage comme ouvriers salariés. Mais ce fait est très rare et nous sommes obligés d'errer assez loin pour gagner notre vie. »

Les paysans de Kushanli continuent en protestant contre les négociateurs de Versailles dont les beaux traités ont abouti pour eux à la dépossession brutale et à la misère.

Il y a quelques jours, le « Narod » publiait la lettre suivante de M. Vandervelde adressée au Comité Central des réfugiés de Thrace : « J'ai l'honneur de vous adresser réception de votre lettre en date du 22 juillet 1926. Je vous remercie pour les sentiments de gratitude que vous m'exprimez à propos des efforts que j'ai faits en faveur des réfugiés bulgares et je me sens heureux d'avoir soulagé le malheureux sort de vos compatriotes. » Veuillez, etc....

Vandervelde.

On voit par la lettre de Kushanli que la question des réfugiés qui n'est pas réglée en Bulgarie, n'est pas terminée en Thrace même. (« Agence des Balkans. »)

Roumanie:

La sodatesque à l'œuvre. — A Cernovits une procession funèbre a été assaillie par les soldats d'un détachement parce que le char mortuaire ne s'est pas arrêté pour céder le passage aux soldats, à un croisement de rues. Le lieutenant commandant le détachement est monté en personne sur le corbillard et a roué de coups le cocher. (« Vorwärts » du 18 août.)

Les fascistes s'organisent militairement. — A l'occasion d'une fête patriotique dans la petite ville de Butna en Bukovine, plus de 1000 fascistes armés, des « arcachs » (archers), ont défilé en ordre militaire devant le chef antisémite-fasciste Jon Zolea Condreanu. (« Universul » du 12 août.)

Après 20 années de service . . . 10 frs de pension. — Le sous-secrétaire d'Etat aux finances M. Manoilescu a déclaré dernièrement que pour assurer des traitements équitables aux employés d'Etat il faudrait encore 11 milliards de leis, alors que le budget ne prévoit que 3 milliards. Quant aux fonctionnaires mis à la retraite, il faudrait pour eux encore 9 milliards, alors que le budget ne prévoit que 1,8 milliard. Ainsi, un instituteur, après 20 années de service, ne reçoit qu'une pension de 434 leis, c'est-à-dire 10 frs or. (« Argus » du 14 août.)

La presse bâillonnée. — Le journaliste Jenő Szabó qui faisait paraître à Targu-Murech le journal de gauche « A Világ », dévoila dernièrement les affaires louches du préfet. Ce dernier le fit aussitôt convoquer à la Siguranta et lui intima l'ordre de cesser ses attaques. Szabó ayant cependant continué sa campagne contre le préfet, son journal vient d'être suspendu. (« Adevèrul » du 11 août.)

L'alcoolisme s'étend dans la Bessarabie « libérée ». — Main en main avec la pélagra, l'alcoolisme s'étend dans les villages de la Bessarabie. Tandis qu'avant la guerre il n'y avait dans le district de Belts que 6 « comptoirs » d'alcool seulement, on en comptait, en 1923, d'après les statistiques officielles, 782. (« Universul » du 6 août.)

Comment un commissaire de police doit maintenir son prestige. — Dimitri Bucataru est sous-commissaire de police à Ploesti ; G. Atanasie est facteur postal ; ils demeurent dans la même maison ; et tous deux ont des chiens. A cause de la turbulence de leurs chiens, la femme du commissaire et la fille du facteur ont échangé des propos pas très cordiaux. La femme du commissaire s'est sentie froissée dans sa dignité de ce que la fille d'un facteur postal ait osé lui répliquer, elle s'en est plaint à son mari, et ce dernier, pour venger l'honneur de sa femme et le prestige de son rang, a convoqué le facteur au commissariat et lui a fait subir des tortures tellement atroces que l'on a été obligé de faire transporter le malheureux à l'hôpital. Son état pitoyable a été constaté par les médecins Dr Floru Dumitrescu, Sabaru, Coniber et Strum. Mais le commissaire est toujours libre et continue à exercer ses nobles fonctions. (« Universul » du 15 août.)

Les voleurs en liberté, les ouvriers arrêtés. — L'ancien directeur général des prisons roumaines le commandant Cernat, emprisonné pour avoir détourné et dilapidé du budget des prisons 20 millions de leis, a été mis en liberté sur une caution de ... 50.000 leis. En même temps, la Siguranta a arrêté de nombreux militants ouvriers, entre autres l'ancien député communiste Boris Stefanoff et le secrétaire-général des syndicats unitaires Schein, pour avoir « comploté » contre la « sûreté de l'Etat ». (« Adevèrul » du 22 août.)

Parenté fatale. — L'arrestation de l'ancien député communiste Boris Stefanoff a eu comme motif, d'après les termes même de l'accusation qu'en qualité de neveu du Dr Rakovsky, il aurait fait à Vienne, lors de la conférence russo-roumaine de 1924 de la pro-

pagande contre la Roumanie. Mais dans la réalité M. Boris Stefanoff n'est pas du tout parent du Dr Rakovsky. Pour provoquer toutefois une atmosphère de pogrome contre Stefanoff et pour préparer de la sorte sa tentative de fuite lors de son transport sous escorte la Siguranta croit bon de recourir à tous les « moyens ». (« Cuvantul » du 18 août.)

Protestation en masses contre les arrestations arbitraires. — 1500 ouvriers d'Arad ont signé une protestation et l'ont adressée le 16 août au ministre de l'intérieur contre les arrestations arbitraires faites par la Siguranta de nombreux militants syndicalistes. (« Aurora » du 22 août.)

Un commissaire de police membre d'une bande voleurs. — La bande de voleurs qui opérait depuis longtemps dans la région de Valcha ayant à sa tête le bandit Bozgon, a été arrêtée. La police a découvert avec stupeur que la bande comptait parmi ses membres aussi le commissaire-adjoint de police Pierre Funaru. (« Universul » du 22 août.)

Ils sont « rentrés » au sein de l'Eglise. — Tous les journaux publient une note du patriarchat relevant que « les quatre familles scissionnaires de Glovoga-Mehediuti sont rentrées au sein de l'Eglise grâce aux efforts du pope Runcarnu ». Et ces mêmes journaux rapportent en même temps qu'à Glovoga-Mehediuti, quelques jours avant cette « reconversion », un membre scissionnaire de ces familles a été ... tué. A la lumière de ce fait, cette « rentrée dans l'Eglise » s'explique suffisamment. (« Viitorul » du 20 août.)

Yougoslavie:

Violences et agissements criminels de fonctionnaires — et bâillons à la presse. — M. Vinko Kisitch, rédacteur du « Novo Doba » à Split (Spalato) fut mis sous accusation par le Parquet pour calomnies contre des fonctionnaires publics, parce qu'il avait publié dans son journal les déclarations d'un témoin oculaire de ce que des organes du contrôle financier avaient, les armes à la main, maltraité et battu à coups de poing des paysans dans l'île de Solta et essayé de violer leurs filles. M. Vinko Kisitch fut cependant acquitté par le tribunal parce qu'il établit, preuves à l'appui, tous les faits qu'il avait publiés. (« Novo Doba », Split.)

Les gendarmes battent les paysans. — A Zaton en Dalmatie, à l'occasion de la Foire annuelle, les paysans avaient hissé, à côté du drapeau yougoslave, le drapeau national croate. Mal leur en prit — les gendarmes se ruèrent sur la foule et battirent les paysans à grands coups de crosse. (« Obzor », Zagreb.)

Les membres de l'« Orjuna » maltraitent et tuent impunément. — A Castel Novi près de Split des hommes de l'« Orjuna » tuèrent le paysan Josip Grgesi qui essayait de défendre sa sœur contre les maltraitements de ces bandits. Non loin de là, la gendarmerie assistait, impassible. (« Obzor » et « Novo Doba ».)

La crise dans le parti Raditch. — L'industriel et financier bien connu Joseph Prpitch et le député Nikola Preka se sont démis de leurs fonctions de directeurs de la Banque Croate des Paysans et des Coopératives, de Zagreb — qui est la Banque du parti Raditch. (« Slovenec » du 13 août.)

Les réunions des ouvriers sont défendues. — L'Organisation de Zagreb du parti indépendant ouvrier avait convoqué une réunion pour le 15 août. La police a défendu cette réunion. Là-dessus les ouvriers, en rangs serrés, ont manifesté dans les rues et se sont dirigés vers le faubourg de Zrinjevac, en lançant des cris de véhémentes protestations. La police, renforcée, a dispersé les ouvriers et a opéré 16 arrestations. (« Obzor » du 17 août.)

Pour la police, tous les ouvriers sont des communistes, partant des criminels. — La direction de la police de Serajevo a inscrit dans les carnets de travail de tous les ouvriers la mention « communiste ». Contre cette mesure arbitraire et chicanesuse, la Chambre Ouvrière a adressé une énergique protestation au ministère de prévoyance sociale. (« Slovenec », Ljubljana.)

Comment les Serbes sont favorisés au détriment des autres nationalités. — D'après les déclarations faites par le ministre du commerce Dr Krojatch dans une assemblée plénière des députés du parti Raditch, la Banque d'Etat d'Hypothèques (le seul établissement financier de cette nature dans le pays tout entier), sur un total de 800 millions de dinars de crédits, a accordé 700 millions à Belgrade, et la Banque Nationale a accordé à 32 maisons de Belgrade un crédit de 1 milliard 300 millions de dinars. (« Obzor », Zagreb.)

La solidarité des radicaux avec Raditch. — Le parti Raditch a décidé de mettre sous accusation le ministre Nikitch, un dissident du parti, mais le M. Quzounovitch ne s'en émeut aucunement, et M. Nikitch continue toujours à jouir des avantages de son portefeuille. (« Obzor » du 21 août.)

Les radicaux incendient les maisons de leurs adversaires politiques. — A Lipovatz (district de Kragujewatz — Serbie) les radicaux avaient perdu la commune dans les dernières élections. Alors, ils ont commencé à terroriser les nouveaux membres du conseil communal. L'autre jour ils incendièrent les demeures et dépendances des paysans-conseillers-communaux Zivan Skerlitch et Zivko Petrovitch et le lendemain ils menacèrent les autres membres de leur faire subir le même sort s'ils ne présentaient pas leurs démissions. (« Politika » du 23 août.)

Les potentats serbes ne veulent pas du chemin de fer adriatique. — La question du chemin de fer adriatique, d'une voie ferrée devant relier au port adriatique de Split la Vojvodina, la Slovénie, le centre industriel de la Bosnie et aussi Belgrade, est de toute première importance pour la Yougoslavie. Les hégémonistes serbes ne veulent pas cependant voir réaliser ce projet et rêvent d'une ligne ne devant desservir que les parties purement serbes du pays. Ce désir pourrait théoriquement être applicable. Mais dans la pratique il en est tout autre. On a commencé dans cet ordre d'idées, à construire la ligne Vojvodina—Belgrade—Serbie—Sandjak—Novi Bazar—Montenegro—Bocca di Cattaro, mais les travaux ne pouvaient pas avancer car nul ne voulait donner de l'argent

pour des terrains très chers et une entreprise très peu attrayante au point de vue économique. Les Croates ont formé un consortium privé pour la construction du chemin de fer adriatique, mais le gouvernement n'y veut pas accorder l'autorisation nécessaire. (« Obzor ».)

Attentat projeté contre Raditch. — Des adversaires politiques de Raditch avaient projeté un attentat contre lui qui devait être mis à exécution à l'occasion de la réunion qu'il devait tenir à Tuzla. A ce sujet Raditch déclara aux journalistes que son entourage immédiat avait bien eu connaissance de ce projet criminel et que c'est pour cela que la réunion a été terminée en hâte afin que les agresseurs n'aient pas le temps de réaliser leur projet. (« Obzor » du 25 août.)

REVUE DE LA PRESSE

Presse française

Ellenbogen contre le fascisme

On sait avec quelle ardeur le Dr Wilhelm Ellenbogen, député au parlement d'Autriche, lutte contre la réaction et le fascisme.

Dans un article publié dans le « Combat Social » et consacré à la mémoire de Mateotti, il caractérise et dénonce le fascisme en les termes suivants :

« Un point doit être clair aux prolétaires de tous les pays : le fascisme n'est pas un phénomène isolé se bornant à sévir en Italie ; le fascisme est la résolution, bestialisée par la guerre, de la bourgeoisie capitaliste de se servir de sa puissance avec tous les moyens, même les plus honteux, contre le prolétariat qui a vu sa puissance augmentée par cette même guerre. Le fait que, dans une série de pays, le gouvernement est tombé dans les mains des partis prolétaires, le fait qu'ils peuvent influencer la législation de l'Etat et surtout, ce qui déplaît le plus aux bourgeois, le système des contributions et de l'économie politique, le fait que la bourgeoisie a été entièrement expropriée en Russie, tout cela a rempli la bourgeoisie internationale d'une peur et d'une rage insensées qui la poussent aux horreurs de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, et de l'Italie. La même bourgeoisie qui doit à la démocratie sa victoire dans la lutte contre la féodalité est prête, comme l'a dit cyniquement Mussolini, à passer à l'ordre du jour par dessus le cadavre de la déesse Liberté dès que le prolétariat revendique cette liberté pour son ascension. Aujourd'hui, malgré sa participation à une série de crimes, Mussolini est le favori plus ou moins ouvertement reconnu de l'honnête bourgeoisie. Les succès du fascisme font les délices de la classe possédante de tous les pays, et, s'ils le pouvaient, les honorables bourgeois imiteraient les méthodes inhumaines de Mussolini, Horthy et Cie. »

Leur amour secret pour le fascisme n'est nullement diminué par le fait que Mussolini, employant la brutale violence sans scrupules, comme il le fait, devient un danger permanent pour la paix mondiale et qu'il prépare le cercueil de l'Europe mourante. Ce que ce régime taché de sang peut amener à l'humanité, c'est un conflit sanglant, une misère infinie qui surpasseront encore les horreurs de la guerre mondiale. Voilà pourquoi la lutte contre le fascisme ne concerne pas seulement le prolétariat italien. Il est nécessaire que la lutte contre le fascisme soit menée de front par toute l'Internationale. »

Il ne nous reste rien à ajouter à cet appel du leader socialiste. Nous voudrions toutefois remarquer que si le cœur de la réaction internationale est à Rome, ses membres principaux se trouvent à Sofia, à Bucarest, à Belgrade, en un mot dans les Balkans. Si on veut paralyser le cœur, il faut, il est nécessaire de briser les membres.

Elucubrations fascistes

Nous lisons dans le « Nouveau Siècle » de Paris, organe des fascistes français, l'ineffable information suivante :

« Bucarest, 7 août (d'un correspondant particulier). — Au sujet de l'information parue dans la presse anglaise et suivant laquelle le gouvernement roumain possède des documents qui établissent que les Bolcheviks financent les incursions des « comitadjis » dans la Dobroudja, on nous annonce d'une bonne source que récemment le chef des « comitadjis » M. Protoguéroff a fait un voyage à Vienne où il s'est rencontré avec les délégués du Komintern et du gouvernement soviétique. Le Komintern a pour programme la séparation de la Dobroudja de la Roumanie. »

Les fascistes sont des gens réellement drôles. Ils ont le cerveau autrement façonné que celui des communs mortels pour avaler et essayer de faire avaler des bourdes comme celle-là.

Protoguéroff, ce fasciste patenté, bras droit de Tsankoff et béquille de Liaptcheff, partisan de la Russie des travailleurs ! Protoguéroff traitait avec le Komintern ! C'est d'un comique sans exemple.

Oui, Protoguéroff a fait un voyage, mais non pas à Vienne, mais à Rome, où il est allé pleurer dans le gilet de M. Mussolini pour essayer naïvement de dresser le fasciste en chef contre ses frères de Serbie et de Roumanie qui, ne voulant ou ne pouvant pas taper sur leur pontife, tombent sur la Russie des Soviets.

Mais ne craignent-ils pas d'y casser leur g... ?

L'Unité syndicale en Bulgarie

Notre éminent collaborateur Jean Zyromski commente dans « Le Populaire », de Paris, l'organe du parti socialiste français, la réalisation de l'unité syndicale en Bulgarie, « événement heureux et réconfortant », en les excellents termes suivants :

« Dans ce pays où la réaction domine, la résistance la plus efficace se trouve dans les organisations syndicales. Malheureusement, là comme ailleurs, les travailleurs étaient divisés. En présence des excès du fascisme bulgare et de la répression sanglante faite par les gouvernements successifs, l'idée de l'unification des forces ouvrières faisait son chemin. Aujourd'hui, on apprend que l'unité est faite entre les syndicats libres et les syndicats indépendants. Notre camarade Edo Fimmen, le secrétaire de la Fédération Internationale des Transports, a pris une part considérable à cet événement et son influence s'est exercée afin d'aplanir les obstacles. »

Nous nous réjouissons de voir la classe ouvrière bulgare unie dans son organisation économique de classe. Une force sérieuse se trouve désormais dressée en face de la réaction militariste, politique et sociale. »*

Presse albanaise

Les chiffres imaginaires des recettes dans le budget albanais

Un gouvernement de corruption ne peut se maintenir que par des mensonges. Pour essayer de justifier ses énormes dépenses, le gouvernement d'Ahmed Zogou a recours au faux : il falsifie les chiffres du budget, il indique des recettes impossibles, mensongères. Contre des dépenses de 23.009.260 francs or, le budget indique des recettes de 23.100.607 francs or, pour l'exercice 1926—1927. Or, la « Liria Kombetare » de Genève écrit à ce sujet dans son N° 13 :

« Si les dépenses n'ont pu être couvertes l'année dernière où elles étaient pourtant bien plus inférieures, comment le seront-elles cette année, où elles sont tellement élevées ? Peut-être cherchera-t-on à rétablir l'équilibre budgétaire en écrasant à nouveau le peuple par de nouveaux impôts ? Nous voulons seulement rappeler que sous le gouvernement Fan Noli les recettes et les dépenses se balançaient, car les dépenses n'atteignaient que 15 millions de francs or. Que le peuple voie lui-même la différence entre les deux régimes ! »

Presse bulgare

La corruption sous le gouvernement Liaptcheff

Les abus à la Légation de Vienne

Combien de fois avons-nous relevé dans nos colonnes les abus dont le régime de Tsankoff d'abord, de Liaptcheff ensuite, étaient gangrenés en entier. Un proverbe turc dit : « C'est de la tête que le poisson commence à sentir la pourriture. » C'est donc sans surprise aucune que nous publions les lignes suivantes du « Radical » du 3 août :

« Le ministère des finances entreprit l'année passée une revision des comptes de la Légation de Vienne. L'inspecteur chargé de ce contrôle constata un grand nombre d'irrégularités et de détournements. Mais aucune mesure ne fut prise jusqu'ici contre les délinquants. Bien au contraire, au lieu d'être licenciés, et jetés en prison, les fonctionnaires malhonnêtes sont toujours encore en service, et quelques uns d'entre eux ont même été avancés pour « service honnête et irréprochable ». Le délinquant principal est le fils de l'ancien narodniak K. Stoïloff, le Dr St. Stoïloff, qui trouva bon de s'approprier de la caisse d'Etat la modeste somme de 2.000.000 de lévas. Evidemment, il accomplit ce vol de concert avec d'autres fonctionnaires : Kountcho Kountcheff et Boris Parvanoff, et ce dernier fut seul licencié, tandis que le premier fut nommé inspecteur des finances à Sofia, et le Dr Stoïloff fut envoyé comme conseiller de Légation à Rome, probablement pour qu'il puisse y détourner de plus grands sommes. C'est d'ailleurs une tradition qu'il hérita de son père qui, en son temps, s'appropriait l'argent du peuple. Du reste, c'est le parti narodniak en entier

* Au dernier moment nous apprenons malheureusement que cette unité a été brisée. N. D. L. R.

qui pratique le pillage du peuple bulgare. La direction entière du Sgovor, dont le centre est occupé par le parti narodniak, est compromise dans de pareils crimes et vols vulgaires. Il y a quelques temps, le journal « Préporetz » publiait le fait scandaleux des faveurs dont était comblé un entrepreneur, des caisses de l'Etat. Un professeur, des hauts fonctionnaires techniques de l'Etat, et d'autres personnes « haut placées » y étaient aussi compromis.

La presse publia ouvertement une accusation contre un ministre de M. Liapcheff, contre le ministre de l'Agriculture; pour toute réponse, la Chambre lui accorda « des crédits » pour entreprendre diverses « affaires ». Les journaux dénonçaient bien avant encore la corruption dans l'administration. Les fonctionnaires de l'administration, grands et petits, suivent toujours le même chemin profitable. La corruption dans l'administration des finances est fabuleuse. Des agents d'accise et des finances pillent l'Etat tout-à-fait ouvertement.

L'énumération des faits serait sans fin. Le 9 juin arriva soi-disant pour assainir l'atmosphère et relever le prestige du pouvoir étatique, mais les faits parlent juste pour le contraire. La corruption s'étend sans cesse et sans aucun obstacle. Le gaspillage de l'argent du peuple marche par un « tempo » beaucoup plus effrené qu'auparavant. La tendance parmi les députés de s'enrichir rapidement aux dépens des caisses de l'Etat, est chose ordinaire. La corruption est générale. Liapcheff lui-même ne peut le cacher. Le journal « Slovo », organe des spéculateurs et des banquiers, lui aussi, se dérange dans sa tranquillité et dénonce de grosses malversations, en ajoutant que tout cela compromettrait le prestige de l'Etat.

Le prestige de l'Etat! C'est le gouvernement Liapcheff qui le maintiendra? Mais la tâche du gouvernement Liapcheff ne consiste qu'en la terreur, la corruption et le pillage de l'argent du peuple, tandis que le peuple se meurt de faim et de misère.

L'usure envahit le pays

Les condottieri « facteurs irresponsables » tuent et pillent. Les vautours spéculateurs et usuriers pillent et tuent. Et, naturellement, le gouvernement encourage et les uns et les autres. Car il a toujours sa part du lion dans chaque butin. La masse se meurt? Qu'importe! Les meurtriers s'enrichissent. C'est le principal.

Nous lisons dans le « Novini » du 18 août :

« L'usure prend des dimensions formidables en Bulgarie. Elle s'étend de plus en plus dans les grandes masses du peuple travailleur : les ouvriers, les paysans et les artisans. Les crédits que les banques et sociétés d'action accordent se transforment en usure et on spécule avec des taux de 50 et de 100 %. Cette situation a pris naissance après le coup d'Etat du 9 juin 1923. D'après le bilan de la Banque Nationale de Bulgarie, en 1924, les sociétés et les banques privées obtinrent d'elle 347 millions de lévas sur des comptes courants, 275 millions sur des hypothèques et 308 millions d'escompte, soit environ un milliard de lévas à 10 % d'intérêt, tandis que ces sociétés d'actions et ces banques prêtent cet argent de l'Etat à des taux de 50 à 100 %.

Une voix de protestation s'élève souvent des couches pauvres du peuple, des villages et des villes, contre les usuriers sanguinaires, qui sont beaucoup plus avides que leurs confrères de l'époque turque, mais le gouvernement ne s'en soucie pas. Il demeure sourd.

Les usuriers « patriotes » et les Sgovoristes dépouillent le peuple. Il est nécessaire de les réprimer! Il faut accorder aux couches économiquement faibles du peuple des crédits à bon marché et non pas remplir les poches des spéculateurs et des fainéants. »

Les „brigands“

C'est une vieille tactique des tyrans que de désigner de « brigands », pour les traiter comme tels, les personnes qui, révoltées par les cruautés des agents du gouvernement, ou pour se mettre à l'abri des persécutions et tortures, se réfugient dans les montagnes.

Nous voyons actuellement en Bulgarie ce même état des choses. Désespérés, indignés, révoltés, beaucoup de gens prennent le chemin des forêts. Plutôt que de supporter la barbarie du régime de Tsankoff-Liapcheff, ils préfèrent les montagnes.

Voici ce que nous lisons à ce sujet dans le « Novini » du 14 août :

« Dimiter Dotcheff du village Borima, fut arrêté à nombreuses reprises sous l'accusation d'avoir donné refuge à des « brigands ». A la fin, il prit la fuite dans les forêts avec plusieurs autres jeunes gens. Alors les autorités leur assurèrent de ne plus être maltraités s'ils retournaient. Là-dessus, ils rentrèrent tous au village et, ils furent tous arrêtés. D. Dotcheff réussit à s'enfuir à nouveau et se dirigea à nouveau vers les montagnes.

Gantcho Moeff du village de G. Jélézna fut arrêté sous l'accusation d'avoir offert refuge au « brigand » Guéorgui Popoff. Il fut écrasé de coups, puis suspendu à un câble. Il fut cependant acquitté par le tribunal et remis en liberté. Par la suite, le maire voulut le faire arrêter à nouveau; mais lorsque deux agents de police du village se présentèrent chez lui, pour l'arrêter, il refusa de les suivre en leur disant : « Tuez-moi, ici-même, mais je n'irai pas au commissariat; voyez mes plaies par les coups que j'ai reçus. » Et au moment où les agents essayèrent de le prendre par force, il leur arracha leurs fusils et s'enfuit dans la forêt.

Vassil Popoff-Guérova, de Lovetch, fut, selon les confirmations mêmes de l'ex-chef de l'arrondissement M. Pachkoff, persécuté, harcelé par l'ancien chef de l'arrondissement Tiftcheff, puis arrêté et atrocement battu, tellement que, révolté à la fin, il se jeta sur son bourreau, le tua et prit la fuite dans la montagne.

Botcho Christoff, un vieillard de 80 ans du village Bélitsa fut écrasé de coups dans son propre moulin, par des gendarmes ivres-morts, qui lui arrachèrent les moustaches déjà blanches, le traînèrent dans la cendre et le frappèrent inhumainement de la crosse de leurs fusils. Ce même vieillard est un des vétérans de la libération de la Bulgarie du joug turc. Sur ces barbaries, il prit le chemin des montagnes.

Etc., etc.

Voici des faits entre mille, qui indiquent éloquemment les causes qui forcent les gens à s'enfuir dans les forêts, sans parler des innombrables iniquités du pouvoir, de l'atmosphère tendue, de l'esprit de vengeance et du désespoir dépassant les limites chez les gens qui meurent de faim avec leur bétail retiré des pâturages, par suite de l'état de siège. On ne doit pas oublier que personne n'ira, pour son plaisir, exposer sa vie et supporter les privations qu'implique cette révolte. La plupart des « brigands » sont des gens ayant une instruction moyenne ou universitaire.

Presse roumaine

L'émigration albanaise en Roumanie contre Zogou. La „Bande Noire“ de Zogou

Les luttes qui agitent l'Albanie sont transplantées parmi les émigrants albanais des autres pays aussi. Ainsi, nous lisons dans le « Cuvantul » de Bucarest du 8 août :

« Depuis quelques jours se trouve à Bucarest M. Pandeli Vanguéli, le président du Sénat albanais, venu avec la mission de rétablir l'entente parmi les Albanais de Roumanie qui sont divisés en deux camps : le groupe formé par la grande majorité des Albanais en Roumanie, qui ne reconnaissent pas l'actuel président Ahmed Zogou et font tout leur possible pour élargir le vide formé autour du représentant à Bucarest du gouvernement albanais, et le groupe constitué par un nombre restreint d'Albanais qui, sans reconnaître la situation politique actuelle en Albanie, se croient pourtant obligés de faire crédit de confiance aux actuels gouvernants de Tirana.

La mission de M. Vanguéli a échoué. Et ce qui a contribué à cet échec, ce fut aussi l'attitude adoptée par les maîtres actuels de l'Albanie envers les patriotes albanais se trouvant en Albanie ou réfugiés à l'étranger. Pour se débarrasser de ces adversaires, Ahmed Zogou a constitué un tribunal soi-disant national qui condamne à mort les nationalistes. A l'intérieur, l'exécution de ces sentences de mort se fait « tout naturellement »; pour ceux qui sont à l'étranger cependant, il faudrait trouver aussi un moyen. Aussi Ahmed Zogou a formé la bande de la « Main Noire » dont les agents exécutent à l'étranger par de lâches assassinats les condamnations prononcées en Albanie. »

Dans notre N° 49 nous avons relevé par un article spécial l'activité de cette Bande Noire d'Ahmed Zogou. Les assassins touchent des récompenses officielles de par une loi spéciale —, c'est l'assassinat légalisé.

La Roumanie une balle entre les mains des puissances impérialistes

La signature du traité franco-roumain et, simultanément, les avances faites par le général Averesco au dictateur Mussolini donnent à ces événements diplomatiques un caractère contradictoire.

Le « Vorwaerts » de Czernowitz essaie de démêler ces manœuvres embrouillées. Il écrit dans son numéro du 18 août ce qui suit :

« Presque exactement dix ans après l'entrée de la Roumanie dans la guerre mondiale elle a signé un nouveau traité avec la France. Et ce traité porte les mêmes signatures que celui déterminant la participation de la Roumanie à la guerre : celles de Briand et de Diamandi. Mais il y a dix ans Diamandi était le représentant diplomatique de la Roumanie à St. Petersbourg, tandis qu'aujourd'hui, par la garantie des frontières roumaines, le traité a naturellement une pointe contre la Russie. Il est vrai qu'on ne connaît pas encore le contenu exact de cette convention, mais on sait que les deux états se garantissent réciproquement leurs territoires actuels.

Mais Averesco se rend aussi en Italie pour conclure un traité avec Mussolini. Et deux traités pareils ne peuvent pas subsister aujourd'hui l'un à côté de l'autre. La presse fasciste de l'Italie profère continuellement des menaces à l'adresse de la France. Le traité hispano-italien est dirigé contre la France. Dans les Balkans, la politique italienne cherche à écarter celle de la France. Aussi, dans le conflit actuel, l'Italie est pour la Bulgarie, et la France pour la Yougoslavie et la Roumanie quoiqu'elle ait conseillé la modération en même temps que l'Angleterre.

La paix est aujourd'hui, sans aucun doute, bien plus menacée par l'Italie que par la France. Aussi, le traité franco-roumain a-t-il ceci de bon que par lui Averesco pourra plus difficilement mettre la

Roumanie à la remorque de Mussolini. Mais qui pourrait attacher une trop grande importance aux traités ! C'est la vie qui décide des traités et des conventions ; c'est ce qu'ont prouvé tant l'Italie que la Roumanie, dans la guerre mondiale. D'ailleurs, ce n'est pas la Roumanie qui fait l'histoire ; elle est roulée là où elle croit rouler.

Le nouveau rapprochement franco-roumain a d'ailleurs déjà provoqué du mécontentement dans certains cercles anglais et l'on y fait de la campagne anti-roumaine. La revue anglaise bien connue « The Economist » écrit déjà dans son numéro du 7 août que l'on ne croit pas que la Roumanie ait cinq millions de tonnes de blé pour l'exportation, et qu'en tous cas la Roumanie ne posséderait ni l'argent et ni les moyens de transport nécessaires pour cette exportation. Il circule d'ailleurs en Angleterre avec persistance le bruit que la Roumanie et la Yougoslavie auraient décidé de se partager la Bulgarie.

On frappe la Roumanie et l'on vise la France.»

Les premiers effets du rapprochement italo-roumain

Nous lisons dans le « Viitorul » du 19 août :

« Le gouvernement Averesco a signé un contrat avec l'Italie pour la livraison d'une grande quantité de fusils Mannlicher ancien système, pour un montant de 300 millions de leis. »

La diplomatie de l'impérialisme italien dans les Balkans

Le différend de la Roumanie avec la Bulgarie sur la question des comitadjis préoccupe toujours la presse roumaine qui commence à voir qu'il n'y est pas question seulement de la Bulgarie et de ses voisins, mais aussi et surtout des puissances impérialistes, qui poursuivent leurs intérêts en se servant des pays balkaniques.

Le grand quotidien de Bucarest « Adevèrul » écrit dans son numéro du 20 août :

« Sur quoi s'appuie la Bulgarie dans son intransigeance, précisément en ce moment où elle a tellement besoin de la confiance des puissances pour l'emprunt sollicité ?

Certaines notes de la presse bulgare inspirées par les émissaires du gouvernement italien laissent entrevoir que le gouvernement de M. Liapcheff aurait reçu certains encouragements de Rome... On montre aujourd'hui à Sofia une confiance inattendue en l'appui bienveillant de l'Italie. En présence d'un tel état de choses il faut constater avec amertume que le pacte balkanique, tant désiré, de non-agression, passe dans la sphère des impossibilités. Il paraît que c'est la diplomatie italienne qui ne l'a pas voulu en ce moment, car il aurait été conclu sous les auspices de la France et non sous celles de l'Italie, et cela aurait été contraire aux désirs et aux plans de conquêtes diplomatiques de Mussolini. »

Presse yougoslave

Le cynisme des radicaux à propos des élections communales

Les élections communales en Macédoine ont apporté au radicaux une glorieuse « victoire ». Par une terreur inouïe, les radicaux ont gagné les 93% des communes. Le gouvernement de Belgrade voulait absolument obtenir un résultat faisant accroire non seulement que la Macédoine est serbe, mais aussi que l'administration du pays, que le « Times » critiquait violemment, s'était améliorée de fond en comble.

A la suite du dernier incident avec la Bulgarie, Belgrade veut absolument mystifier l'Europe. Aussi la « Vreme » de Belgrade, l'organe du ministre des affaires étrangères M. Nintchitch, s'est-il exprimé dans son numéro du 12 août de publier en éditorial les dythirambiques lignes suivantes sous le titre de : « Les résultats des élections dans la Serbie du sud » :

« Les résultats des élections dans la Serbie du sud (Macédoine — N. D. L. R.) sont d'une importance particulière. Les radicaux ont eu les 93% des communes. C'est en comparant ce résultat avec celui des élections pour l'Assemblée Constituante et celui de 1923 que l'on peut en voir toute la signification et l'importance. En songeant que c'est aux éléments extrémistes et négatifs de gauche que l'on accordait en son temps la confiance dans la Serbie du sud, que les résultats des élections antérieures constituaient une protestation contre la mauvaise administration, les défectueuses communications, le mauvais traitement que les fonctionnaires faisaient subir à la population, les attentats des comitadjis, nous pouvons considérer les résultats des dernières élections comme une preuve de ce que dans ces contrées il y a lieu d'enregistrer un énorme progrès relatif au traitement de la population, au développement des moyens des communications, à l'amélioration de l'administration, au relèvement des conditions culturelles et aux mesures prises pour empêcher les incursions des bandits bulgares.

Les résultats des élections dans la Serbie du sud signifient une grande victoire nationale, une grande victoire de l'Etat, ayant une grande analogie avec les victoires de 1912. Tandis qu'alors, ce fut par la conquête territoriale de cette contrée que nous avons apporté la libération à la population, nous avons réussi à présent à y conquérir le cœur et l'âme de nos concitoyens. La population de la Serbie du sud a montré cette fois-ci irréfutablement ses sentiments nationaux — ces sentiments étaient d'ailleurs jadis aussi hors de doute — et elle vient de prouver qu'elle désire collaborer dans l'Etat national et indépendant de toute sa force et de tout son amour national. D'un geste net et précis, elle a détruit tous les calculs et

combinaisons des bandits bulgares et de tous les ennemis de notre peuple. Elle a en même temps manifesté clairement sa satisfaction de l'administration du pays qui, dans ces dernières années, a été particulièrement heureuse. »

Nous ne pouvons ajouter aucun commentaire à ces lignes cyniques et grotesques des cercles officiels serbes. Citons seulement en guise de réponse ce que l'« Obzor » de Zagreb, le plus grand journal croate, qui appuie Raditch et le gouvernement de coalition d'aujourd'hui, écrit sur les élections macédoniennes, dans son numéro du 18 août, en éditorial :

Les résultats des élections en général peuvent bien être considérés comme une expression des dispositions de la population, mais ce n'est pas en ce qui concerne la Macédoine, car les Macédoniens sont, par la terreur exercée sur eux, devenus si craintifs, que tout gouvernement peut y obtenir la majorité — mais cette majorité ne peut point y être l'expression de la volonté populaire.

Pour une Organisation contre la Terreur en Yougoslavie

Les cercles de l'opposition en Yougoslavie à la suite de la brutale terreur électorale des radicaux, avaient songé à boycotter en bloc le parlement.

L'opposition de gauche avait exigé la constitution d'une organisation collective de lutte contre la réaction et la création d'une Ligue yougoslave des Droits de l'Homme. L'organe de la gauche, « Novosti », écrivait à ce sujet dans son numéro du 31 juillet :

« Il est nécessaire de former une organisation commune de l'opposition, c'est-à-dire de tous les groupes et les personnes atteints par la terreur gouvernementale. La tâche de cette organisation devra être de lutter contre l'illégalité et contre les actes de violence, contre les arrestations arbitraires de citoyens innocents et contre les tortures infligées aux détenus politiques. »

Après les élections, cependant, l'opposition ne parle plus de cette organisation. Certains oppositionnels oublient bien vite les coup des radicaux.

Il faut mettre à exécution cette bonne initiative.

Ce que l'impérialisme serbe apporta au paysan serbe

La « Fédération Balkanique » a publié récemment un exposé de la pénible situation économique en Yougoslavie et de l'endettement de la paysannerie serbe. La « Politika » de Belgrade du 4 août 1926, reprend ce thème et donne, dans son article de fonds un tableau général des villages choumadiens, au centre même de la Serbie :

« Celui qui a connu les villages de la Choumadie avant la guerre, avec les femmes et les enfants aux joues resplendissantes de santé, et les visite à nouveau aujourd'hui, sera douloureusement ému par l'aspect de ces visages pâles, prématurément vieillis, sur lesquels se lisent l'indigence et l'insuffisance de la nutrition. Ce n'est pas cette saine maigreur des agriculteurs musculeux mais la courbure et la dégénération. Les haillons dont ils sont vêtus sont l'expression de la misère qui s'enracine de plus en plus. Un fait terrible, c'est l'augmentation du nombre de ceux qui cherchent dans l'alcool l'oubli de leur misère. La propagande anti-alcoolique peut ici à peine être d'une aide quelconque et les conseils aux gens de travailler davantage et d'épargner, etc. sonnent creux. Le village choumadien se meurt dans la tragique crise économique et financière. »

Ce n'est pas la crise économique mondiale qui est la cause de la situation désespérée dans laquelle se trouve le paysan serbe, mais la politique impérialiste des gouvernants serbes avec leurs énormes dépenses improductives, leur corruption, leur égoïsme. Le paysan serbe — un ancien révolutionnaire altier — est tombé au niveau du gendarme affamé de la réaction balkanique.

L'inégalité des impôts en Yougoslavie

Cette chose incroyable qu'en plein XXe siècle il puisse exister dans un pays situé en Europe une inégalité dans l'imposition des citoyens, nous la trouvons en Yougoslavie. Le « Slovenec » de Laibach, organe du parti populaire slovène, écrit à ce sujet :

« Le Commission pour la loi sur l'impôt a discuté les articles 23 à 3 de cette loi. Le député Kulovetch (Slovène) a présenté une statistique indiquant ce que les différentes provinces avaient payé en impôts fonciers de 1920 à 1926. La quote-part proportionnellement la plus élevée a été celle de la Slovénie, puis vinrent les autres provinces non-serbes, et enfin la Serbie et le Monténégro. « Et maintenant, dit-il, une commission fonctionnera d'abord dans nos provinces, et ensuite seulement en Serbie et au Monténégro, alors qu'il aurait été plus logique que la commission commençât ses travaux là où l'état de l'impôt foncier est le plus irrégulier. La loi présente apportera une augmentation d'impôts pour la Serbie aussi, mais c'est ce que précisément on ne veut point. La Commission a déjà eu 20 séances, et elle n'a examiné encore que 30 articles sur 160. Elle ne consentira à une augmentation d'impôts que pour les provinces non-serbes. Si cependant, malgré tout, la nouvelle loi devait apporter une augmentation d'impôts pour la Serbie aussi, on voudrait alors laisser plutôt subsister l'ancien état de choses et continuer ainsi le système de l'inégalité des impôts entre les contrées serbes et non-serbes. »

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS
ÜBER
DIE BALKAN-FÖDERATION

Dr. Leonhard Ragaz

Dr. Leonhard Ragaz ist 1868 in Tamins, Graubünden, geboren. Er studierte in Basel, Jena und Berlin, war dann nach kurzer Wirksamkeit auf dem Lande Gymnasiallehrer in Chur und Pfarrer in Chur und Basel (am dortigen Münster, dem Versammlungsort des sozialistischen Weltfriedenskongresses vom Jahre 1912), kam 1908 als Professor der Theologie an die Universität Zürich, gab 1921 infolge seines Bruches mit der Kirche und dem offiziellen Christentum diese Stelle auf und wirkt nun als freier Schriftsteller und Pädagoge besonders im Rahmen der religiös-sozialistischen Arbeitsgemeinschaft „Arbeit und Bildung“ in Zürich.

Leonhard Ragaz ist einer der Begründer der sogenannten religiös-sozialen Bewegung, deren Ziel eine Erneuerung des Christentums wie der Gesellschaft durch eine Synthese der religiösen mit der sozialen Umwälzung bildet. Er bekennt sich zu einem radikalen, aber undogmatischen Sozialismus und gehört seit langem der schweizerischen sozialdemokratischen Partei an. Seine Hauptwerke sind: „Die neue Schweiz“, „Dein Reich komme“, „Weltreich, Religion und Gottesherrschaft“, „Der Kampf um das Reich Gottes“, „Die pädagogische Revolution“, „Ein sozialistisches Programm“. Er ist auch Redakteur der Zeitschrift „Neue Wege“, die in Zürich erscheint.

Da ich die balkanischen Verhältnisse nicht aus eigener Anschauung kenne, bin ich nicht kompetent, über das Problem der Balkanföderation ein Votum abzugeben. Wenn ich der Einladung, dies zu tun, dennoch Folge leiste, so geschieht es auf der einen Seite, weil ich den balkanischen Entwicklungen seit langem mit starker Teilnahme nachgegangen bin und mich verpflichtet fühle, zur Lösung des für Europa und für die Welt so wichtigen Balkanproblems wenigstens soviel als möglich beizutragen, auf der anderen Seite, weil ich als Schweizer gerade über ein Problem der Föderation vielleicht ein Wort zu sagen habe.

Die Schweiz ist ja selbst eine Föderation, eine Eidgenossenschaft, das heißt eine freie Verbindung zwischen einer bunten Fülle von ursprünglich selbständigen, durch die stärksten nationalen, religiösen und kulturellen Unterschiede getrennten politischen Gebilden. Diese standen sich einst ebenso fremd gegenüber wie heute die Völkerschaften des Balkans. Sie führten untereinander Kriege voll Haß und Wut, politische, soziale, religiöse Kriege, und verbündeten sich dabei mit fremden Großmächten. Nun sind sie zu einer Einheit zusammengewachsen, die auch das Erdbeben des Weltkrieges kaum ernstlich zu erschüttern vermochte. Die Schweiz besteht aus einem katholischen und einem protestantischen Teil, aber es ist nicht die geringste Gefahr vorhanden, daß unser Land dadurch auseinandergerissen werde; sie zählt vier Landessprachen: das Deutsche, Französische, Italienische, Romanische, aber wir kennen keinen Sprachenstreit; sie

umschließt mindestens drei Hauptkulturen und Nationalitäten, aber es gibt trotzdem nur ein Schweizervolk, und wenn auch Auseinandersetzungen zwischen diesen vorkommen (eigentlich erst im Gefolge des Weltkrieges), so besteht doch auch in dieser Beziehung keine Gefahr für die Einheit und Lebensfähigkeit der schweizerischen Föderation.

Wenn man nach dem Geheimnis dieser Entwicklung fragt, so lautet die Antwort: Es ist die vollkommene Freiheit, worin sich bei uns im Rahmen der demokratischen Föderation die nationalen, kulturellen und religiösen Unterschiede ausleben dürfen. Alle amtlichen Dokumente werden in drei Sprachen gedruckt. Im Kanton Graubünden finden sich das Deutsche, Italienische und Romanische (Ladinische) in bunter Mischung nebeneinander, durchkreuzt von konfessionellen Unterschieden, aber nie gibt es darob einen ernsthaften Streit.

Es ist nicht schweizerische Eitelkeit — denn unser Verdienst an dieser Entwicklung ist nicht so groß —, wenn ich meine, das sei der Weg zur Lösung des Balkanproblems wie des europäischen Problems überhaupt: Aufhebung der jetzigen staatlichen Trennungen und falschen Souveränitäten durch ein allgemeines System des Föderalismus, vollständiger Verzicht auf Identität von Staat und Volkstum; vollkommene nationale, religiöse, kulturelle Autonomie für alle Minoritäten; freie Genossenschaft statt Zwang und Vergewaltigung.

Über die Art und Weise, wie auf dem Balkan dieser Zustand herbeigeführt werden könnte, darf ich mir keine Äußerung erlauben. Nur das möchte ich noch bemerken, daß ich natürlich nicht meine, es könnte auf dem Balkan sofort ein so festes und ausgearbeitetes staatliches Gebilde, wie es die schweizerische Eidgenossenschaft heute darstellt, erstrebt werden. Die Schweiz ist ja das, was sie heute ist, erst im Laufe von vielen Jahrhunderten geworden. Auch ist es vielleicht weder möglich noch auch nur wünschenswert, daß die Balkanvölker sich je zu einer staatlichen Einheit zusammenschließen; es genügt wohl ein loseres Gebilde mit einfacheren Formen. Angefangen muß mit den Schritten werden, die heute am notwendigsten sind, das übrige wird dann nach und nach organisch wachsen. Da von den Regierungen nichts zu erwarten sein wird, so müssen freie Kräfte vorangehen. Den sozialistischen Parteien wäre hier eine sehr schöne Aufgabe gestellt. Dazu muß der Druck der Weltmeinung kommen. Wie man auch über den Völkerbund denken mag, so könnte es doch etwas bedeuten, wenn es gelänge, die mazedonische Frage zu einer seiner Aufgaben zu machen. Endlich ist klar, daß bei der Lösung all dieser Probleme mit dem geistigen das soziale Umdenken Hand in Hand gehen muß.

Ich möchte mit dem Bekenntnis schließen, daß ich fest an den Wert, die Möglichkeit und Notwendigkeit einer Verbindung der Balkanvölker glaube und sie für ein Ereignis von höchstem Segen für sie selbst wie für Europa und die Welt halte.

Dr. Leonhard Ragaz

Pangalos' Glück und Ende.

Pangalos ist gestürzt. Vom Staatsstreich des 25. Juni 1925 zum 4. Jänner 1926, der Proklamierung der Diktatur, der Suspendierung der Verfassung, bis zur Präsidentenwahl am 4. April, vollzog sich der vergebliche Versuch des griechischen Bonapartismus, mit Hilfe des Auslandes den Staat zu sanieren und die Herrschaft der bourgeois Machthaber aufrechtzuerhalten. Mit dem Sturze der liberalen Regierung Michalokopulos hatte Pangalos die Verpflichtung übernommen, die republikanische Revolution weiterzutreiben, die landhungrige Bauernschaft zu befriedigen, die Flüchtlingsfrage zu lösen, die griechischen

Fremdvölker zu beschwichtigen. In einer Zeit wirtschaftlicher Krise hatte Pangalos die Herrschaft übernommen.

Die deklassierte Intelligenz, das verelendete Kleinbürgertum, jubelten ihm zu, und die Bauern hofften von seiner Aktivität die Rettung, die Erlösung. Die Massen des griechischen Volkes, müde der parlamentarischen Schaufechte, welche das Staateschiff zur Beute jeder in der Armee verankerten Fraktion machten, erhofften Ruhe, Stabilisierung der wirtschaftlichen Verhältnisse und eine umfassende Reform des Agrarwesens. Pangalos hat nichts erfüllt, konnte nichts erfüllen, denn trotz der brutalen Unterdrückungsmaßnahmen gegen die Presse vermochte er nicht die Tatsachen selbst zu verändern, und die Zahlen der Handelsbilanz versperrten ihm den Kredit auf dem Weltmarkte.

Griechenland hat heute das schlechteste Schulwesen unter allen Balkanländern, die extensivste Bewirtschaftung des Bodens, die unrationellste Viehzucht. Die Drachme fiel und alle Eingriffe der Behörden erwiesen sich als ohnmächtig. Pangalos hatte Plastiras niedergeschlagen. Er hatte die Schilderhebung seiner vereinigten Gegner siegreich zurückgewiesen. Aber die Offensive, welche der wirtschaftliche Zusammenbruch gegen ihn auslöste, war stärker wie sein Machtapparat.

Der Mossulkonflikt war die letzte Hoffnung Pangalos' gewesen. Als englischer Landsknecht gegen die Türkei zu marschieren, war sein Ziel. Der Mossulkonflikt wurde beigelegt, die englischen Kredite waren verbraucht, der Kondottiere war belastet mit den Kriegsrüstungen einer Armee, deren Bedürfnisse er befriedigen mußte. Wohl hatte Pangalos durch seinen Einmarsch nach Bulgarisch-Mazedonien den erloschenen Glanz der griechischen Waffen noch einmal aufleben lassen, aber der ruhmlose Rückzug vor den serbischen Drohungen hatte seine Macht mehr geschwächt, als die siegreiche Offensive ihm je genützt hatte. Pangalos, der zu Beginn seiner Regierung in schärfstem Kampfe zu Italien gestanden war, bot sich Italien an, unterstützte die italienischen Intrigen in Albanien, sandte den Exmonarchisten Rufos zu Mussolini und versuchte, zu schwach, den jugoslawischen Drohungen andere Argumente entgegenzusetzen, mit den Methoden der Diplomatie die Abwehr der drohenden jugoslawischen Angriffe zu organisieren. Die Frage von Saloniki war wieder einmal aufgerollt, und die serbischen Unterstützungsmethoden durch die Plastiras-Expedition hatten den Diktator belehrt, daß auch die Hilfe Italiens keine ausreichende Garantie für den Fortbestand seiner Herrschaft bildet. Die Konferenz von Santa Quaranta war der letzte große diplomatische Erfolg Pangalos'. Er hatte es verstanden, Achmed Zogou für sich zu gewinnen, ihn zur Preisgabe der albanischen Minoritäten in Griechenland zu bewegen, während er dafür nichts anderes zu tun hatte, als die Griechen Albanien ihrem Schicksale zu überlassen und bei Italien sich dadurch zu empfehlen, daß er die Entnationalisierung der Griechen des Dodekanesos ruhig hinnehme. Der ehemalige Landsknecht der Engländer war zum Lakaien Mussolini-Italiens geworden, und das berüchtigte Entnationalisierungsdekret hat auch diejenigen Kreise der griechischen Intelligenz gegen Pangalos mobilisiert, die, bisher politisch indifferent, seine Gewaltherrschaft ertragen hatten.

Kurz nach seiner Präsidentenwahl war es Pangalos klar geworden, daß er durch Scheinreformen die wankenden Grundlagen seiner Herrschaft stützen müsse. Die Aufforderung an Venizelos, in den Dienst des neuen Bonapartismus zu treten, war gescheitert, Kyriakos Venizelos übernahm nicht das Unterrichtsportefeuille, als Zavizianos in seinem berühmten offenen Briefe seine Berufung als Ministerpräsident ablehnte. Das Ministerium Zilimon kam nicht zustande, und die Finanzdiktatur Evtaxias wurde proklamiert, als bereits alles verloren und der Bankrott des Systems unaufhaltsam war. Arbeiterführer wurden verhaftet, bürgerliche Gegner rückberufen, kurze Perioden der Preßfreiheit wurden abgelöst durch die berühmte Reglementierung der Presse. Pangalos sah den drohenden Untergang immer stärker vor Augen. Hilffelehend wandte er sich an Jugoslawien. Er versprach Konzessionen in der Frage der Bahnstrecke Gefgeli-Saloniki, er bot weitgehende Erweiterungen der jugoslawischen Freihandelszone in Saloniki an. Der alte Venizelos sollte als griechischer Gesandter die neu geschlossene Freundschaft fester verankern. — Es war zu spät.

Die Bauern, denen der kleine griechische Bonaparte zu Beginn seiner Herrschaft eine Besserung ihrer Lage versprochen hatte, wandten sich infolge des Steuerdruckes immer schärfer gegen sein System, die Kleinbürger rebellierten gegen die Zollgesetzgebung, und das Offizierskorps sah wie einst die drohende Preisgabe Mazedoniens vor Augen. Pangalos besaß keine Partei. Gleich Napoleon III. hatte er sich damit begnügt, den staatlichen Machtapparat zu organisieren, er hatte alle Parteien seines Landes zerschlagen und in die Illegalität gedrängt. Er hatte Monarchisten und Republikaner vor seinen Wagen gespannt, aber die Wirtschaftskrise verschärfte sich immer mehr, der Dollar stieg, die Drachme sank, der Staatsbankrott stand vor der Tür. Aber die breiten Schichten des Volkes waren wehrlos und entwaffnet. Wohl hatten in einigen Gebieten die Bauern sich gesammelt, wohl war das traditionelle Bandentum als Zeichen der allgemeinen Unzufriedenheit wieder bemerkbar geworden, Pangalos konnte seine Herrschaft aufrechterhalten, so lange die Armee in seiner Gewalt war. Am 14. Juli zeigte sich der erste Beweis der Umgruppierung der ausländischen Diplomaten. Der französische Gesandte hatte den Führer der republikanischen Union, Papanastasiu, zur Nationalfeier in die Gesandtschaft eingeladen, eine offene Brückierung des englisch-italienischen Diktators. In der Armee verschärfte sich die Unzufriedenheit. Eine größere Anzahl von Offizieren wurde verhaftet. Pangalos glaubte die Gefahr gebannt.

Über das Schicksal der griechisch-jugoslawischen Verhandlungen beruhigt, zog er sich auf seinen Sommersitz zurück. Da meuterte die republikanische Garde, die Prätorianerformation des Diktators. Der Kriegsminister wurde verhaftet, Post- und Telegraphenamant besetzt, eine neue Regierung proklamiert. Kondylis

übernimmt die Herrschaft. Gewiß kein demokratischer Politiker, einer der Männer, die an der Seite Plastiras das Pronunciamento gegen das Königtum organisiert hat, ein Mann, welcher der Arbeiterbewegung nicht eben freundlich gegenübersteht und zu den grimmigsten Verfolgern der äußersten Linken gehört. Unter dem Drucke der Ereignisse wird er vorwärtsgedrängt. Er proklamierte die Preßfreiheit und setzte restlos die Verfassung wieder in Kraft. Die Neuwahlen sind ausgeschrieben, eine konstituierende Versammlung wird über das weitere Schicksal Griechenlands entscheiden. Neue Aufgaben stehen vor dem griechischen Volke: die Lösung der Agrarfrage, die territoriale Autonomie und die Befriedigung der nationalen Wünsche der griechischen Fremdvölker. Erst die Befriedigung der nationalen Minderheiten wird das griechische Volk stark genug machen, auch dem übermütigen Italien seine Rechnung zu präsentieren. Pangalos' Liebesdienst für England war Nationalverrat. Die Frage von Cypern wurde in keiner Weise erledigt, und der Wettlauf um Mussolini, an dem Pangalos teilnahm, beinhaltete den Verzicht auf den altgriechischen Boden des Dodekanesos. Die griechische Politik darf nur eine Außenpolitik treiben, welche dem nationalen Bewußtsein des griechischen Volkes entspricht. Griechenland muß aufhören, ein Lakai Englands und Italiens zu sein. Es muß den Versuch unternehmen, seine eigenen nationalen Interessen jenen der übrigen Balkanvölker zu koordinieren, einen einigen Balkanbund von Bauern- und Arbeiterrepubliken den imperialistischen Großmächten entgegenzustellen. Dies ist weit mehr, als Kondylis und der wieder zur Regierung gelangte Präsident Konduriotis bieten können. Die Anbiederung Kondylis an die gegenwärtige jugoslawische Regierung bietet keinerlei Garantie für die Zukunft. Kondylis empfiehlt sich dem Wohlwollen derjenigen Regierung, die mit Gewalt das Königtum in Griechenland wieder aufrichten wollte. Eine kurzfristige Taktik, wenn nicht Schlimmeres.

Nicht Papanastasiu, nicht der Ideolog der Kleinbürger-Demokraten hat die Macht ergriffen. Es ist ein Mann, der mit Pangalos wesensverwandt ist und jederzeit dazu übergehen kann, den Versuch des parteilosen Bonapartismus zu erneuern. Inmitten der allgemeinen Begeisterung über den Sturz des Diktators rufen wir dem griechischen Volke zu: Der Diktator ist gestürzt, aber die Diktatur des Bonapartismus ist noch nicht beseitigt! Es müssen Garantien geschaffen werden für die innere Entwicklung wie für die Betätigung des griechischen Staates nach außen. Diese Garantien muß sich das griechische Volk selbst schaffen.

Melingos

Die Konventionen zwischen Italien und Jugoslawien

II.

Überall, auf allen Gebieten, wird eine Politik ausschließlich im Interesse der serbischen herrschenden Klasse geführt. Die Besteuerung ist nicht nach einem einheitlichen System für das ganze Land durchgeführt, sondern die nichtserbischen Gebiete sind um ein Vielfaches höher besteuert als Serbien. Bei der Kreditgewährung favorisiert die „Nationalbank“ wieder Serbien. Beim Eisenbahnbau, bei Straßenreparaturen, überall kommt diese Ungleichheit zum Ausdruck. Um aber diese Politik auch durchführen zu können, wird ein ungeheurer staatlicher Machtapparat unterhalten, der in den nichtserbischen Gebieten und besonders in Mazedonien unerhörte Gewalttätigkeit verübt. Mehr als die Hälfte des gesamten Staatsbudgets, das den Betrag von 13 Milliarden Dinar übersteigt, wird zur Erhaltung dieses Machtapparats verwendet, der neben 270.000 Beamten auch ein stehendes Heer von 200.000 Mann und zirka 100.000 Gendarmen umfaßt. Die nichtserbischen Gebiete, und besonders Mazedonien, die Woiwodina und Dalmatien, sind fürchterlichen Gewalttätigkeiten ausgesetzt, da jedes Polizeiorgan unbeschränkter Herrscher in seinem Kreise ist und über Leben und Tod der ihm unterstellten Bevölkerung verfügt. Die ganze Politik wird im Geiste der Worte Paschitsch' geführt, die er Mitte Dezember 1925 in der Sitzung des Ministerrates ausgesprochen hatte: „Wir haben einen großen Fehler gemacht, daß wir 1918 mit diesen nationalen Minderheiten nicht für immer abgerechnet haben.“ (Von Stephan Raditsch im „Dom“ vom 16. Juni 1926 unter eigener Unterschrift wiedergegeben.)

Diese Favorisierung der serbischen herrschenden Klasse kommt immer stärker in der Außenpolitik zum Ausdruck, die sich ausschließlich nach ihren Interessen richtet. Eine sehr wichtige Rolle in der Politik Jugoslawiens gegenüber Italien spielt die Frage Salonikis, des nächsten und billigsten Hafens für Serbien. Der größte Teil der serbischen Aus- und Einfuhr benützt diesen Weg. Der Besitz Salonikis würde außerdem nicht nur die heutigen serbischen Positionen in Mazedonien befestigen, sondern wäre auch ein bedeutender Schritt zur Verwirklichung der serbischen Hegemonie auf dem ganzen Balkan. Zur Verwirklichung dieses Zieles, um gegenüber Saloniki freie Hände zu erlangen, opfert die Belgrader Regierung die östliche Küste der Adria an Italien, gibt die Lebensinteressen des kroatischen und

slowenischen Volkes preis und überläßt Dalmatien dem italienischen Imperialismus.

Die Außenpolitik Jugoslawiens wird also gegen die Interessen der ungeheuren Mehrheit der Bevölkerung geführt: sie wird gegen die Lebensinteressen des kroatischen und slowenischen Volkes geführt, da sie dem italienischen Faschismus geopfert werden; sie wird gegen die Interessen aller anderen nichtserbischen Völker geführt, da sie auch weiter ihre Unterdrückung und Frondienleistung an die serbische herrschende Klasse ermöglichen und sichern soll. Mit Recht sagte daher Dr. Buć in der Belgrader Skupschtina während der Diskussion über die Konventionen, daß wegen der Erhaltung der Macht in einem mazedonischen Dorf die Kroaten und Slowenen den Italienern auf Gnade und Ungnade überlassen werden. Die Außenpolitik wird letzten Endes auch gegen die Interessen der ungeheuren Mehrheit des serbischen Volkes geführt, da sie die Macht einer kleinen Clique befestigen soll, die durch indirekte Steuern und Besteuerung der Löhne, die schon an sich Hungerlöhne sind, alle Lasten auf den Rücken der breiten Schichten des werktätigen Volkes in Stadt und Land abwälzt. Der Verrat der kroatischen Interessen bedeutet also nicht die Verteidigung der serbischen Interessen, sondern soll nur die Macht auch weiterhin in den Händen einer herrschenden Clique, der Kamarilla des Monarchen, des Militarismus und der serbischen Bourgeoisie erhalten, die heute alle Macht innehaben und in Jugoslawien willkürlich schalten und walten. Daher kämpft auch das serbische werktätige Volk, die Arbeiterschaft und Bauernschaft, gegen dieses volksfeindliche Regime und für die nationale Befreiung der nichtserbischen Nationen, für ihre und für die eigene Befreiung, denn „ein Volk, das andere Völker unterdrückt, ist nicht frei“.

Wenn dem so ist, wieso sitzt aber die Raditsch-Partei in dieser Regierung und stimmt zusammen mit den Radikalen in der Skupschtina für die Konventionen? Womit kann dies erklärt werden?

Erstens durch den Druck des Hofes, der aus dynastischen Interessen durch Nintschitsch einer der Hauptinitiatoren dieser Politik ist. Zweitens durch den Druck des kroatischen Kapitals, dessen Interessen die Raditsch-Partei vertritt, und das bestrebt ist, um jeden Preis an der Macht teilzunehmen. Solange sich das kroatische Kapital in der Opposition befand, konnte es keine Auslandsanleihen erhalten, da zu ihrem Abschluß eine Staatsgarantie erforderlich war, die verweigert wurde. Außerdem erwartet das kroatische Kapital als Gegenleistung für die Unterstützung der Regierung und der Monarchie auch größere Konzessionen in der Innenpolitik (Ausgleichung der Steuern, Kredite der Nationalbank usw.). Die Raditsch-Partei führt also keine selbständige Politik, sondern (unter dem Drucke des kroatischen Kapitals) eine Politik, die sich auf den Hof stützt. Um aber den Verrat zu maskieren, wird in der Presse geschrieben, die Konventionen seien zwar schwer, aber alles hänge von ihrer Durchführung ab. Da eine der Hauptstützen dieser Politik gerade die Monarchie ist, bedeutet jede Verbindung mit ihr die Auflassung des Kampfes. Die Interessen des Volkes können daher keineswegs mit den Interessen der Monarchie in Übereinstimmung gebracht werden. Mit der Monarchie als einer der Hauptstützen der Hegemonie der serbischen herrschenden Klasse kann es kein Kompromiß geben. Jedes Kompromiß mit der Monarchie bedeutet gleichzeitig die Preisgabe der Volksinteressen.

Der „Freundschaftspakt“ sowie der Abschluß des Handelsabkommens und diese Konventionen mit Italien bedeuten trotz aller ungeheuren Opfer und trotz der Auslieferung Dalmatiens an den italienischen Imperialismus keineswegs die Beseitigung der Gegensätze zwischen dem serbischen und italienischen Imperialismus. Sie bedeuten nur ihre zeitweilige, kurzfristige Milderung für Rechnung des Dritten, in diesem Falle für Rechnung der nichtserbischen Massen, in erster Reihe des kroatischen und des serbischen werktätigen Volkes, und allem Anschein nach für Rechnung Griechenlands (Saloniki), wie dies die nächste Zukunft zeigen wird. Die Nettuno-Konventionen bilden eine Quelle ständiger und verstärkter Konflikte Italiens mit Jugoslawien, da Italien in seinen imperialistischen Bestrebungen versuchen wird, sie immer mehr zur Durchdringung des ganzen Balkans auszunutzen: die jugoslawische Regierung öffnete durch diese Konventionen der italienischen faschistisch-imperialistischen Invasion auf dem Balkan sperrangelweit die Türe!

Die Gegensätze blieben also dieselben, nur daß sie in kurzer Zeit mit noch größerer Heftigkeit zum Ausdruck kommen müssen, da sowohl der eine wie der andere Staat nach der Vorherrschaft auf dem Balkan strebt. Italien will über Rumänien, Griechenland und Albanien, das sich schon vollständig unter italienischem Einflusse befindet, herrschen und Jugoslawien durch die Verwirklichung seiner Aspirationen auf Saloniki und durch die Annäherung an Bulgarien gewinnen. Nicht ohne Grund schreibt das Zentralorgan der radikalen Partei, „Samouprava“, daß „das jugoslawisch-bulgarische Bündnis die beste Garantie für die Freiheit der Balkanvölker ist und daß Saloniki der

zweite Lungenflügel Jugoslawiens ist, ohne den es nicht leben kann“. Nur bedeutet diese „Freiheit“ in der Wirklichkeit die nationale und soziale Unterdrückung der Balkanvölker und führt unausweichlich zu neuen Kriegen.

Aus der Preisgabe Dalmatiens an den italienischen Imperialismus durch das abgeschlossene Handelsabkommen und durch die Konventionen können drei Lehren gezogen werden: Erstens, daß Regierungen, die sich auf die Gewalt stützen, die Freiheit des Balkans nicht erhalten und sie vor dem fremden Imperialismus nicht schützen können, sowie daß der Verrat der kroatischen Interessen nicht mit der Verteidigung der serbischen Interessen gleichbedeutend ist. Zweitens, daß jede Verbindung und jedes Kompromiß mit der Monarchie nur um den Preis des Verrates der Interessen der breiten Schichten des eigenen Volkes möglich ist. Die Monarchie ist eine der Hauptstützen der serbischen Hegemonie und die Vertreterin der Unterdrückung der nichtserbischen Nationen und aus ihren dynastischen Interessen auch einer der Hauptursachen der heutigen Außenpolitik Jugoslawiens. Drittens: Die Beseitigung der Hegemonie der serbischen herrschenden Klasse ist nur durch den Sturz der Monarchie und die Errichtung eines freien Bundes von föderativen Republiken, die Errichtung der Balkan-föderation, möglich. Das ist der einzige Ausweg und der einzige Weg zur Befreiung der Balkanvölker, zur Erhaltung der Freiheit des Balkans, um nicht der Knechtschaft des fremden Imperialismus zu verfallen.

K. Vojkitch

Die Finanzdiktatur Pangalos'

Am 19. Juli ist es Pangalos endlich gelungen, ein Kabinett bilden zu lassen. Evtaxias übernahm die undankbare Aufgabe, die Tatsache der Diktatur mit dem Scheine der Verfassungsmäßigkeit zu vereinigen. Der neue Ministerpräsident ist ein alter Gegner Venizelos'. Es fällt ihm leicht, unter veränderten Verhältnissen jenen Teil seiner alten Politik fortzusetzen, die von Pangalos gebilligt wird: die Interessen der griechischen Finanzkapitalisten und ihrer ausländischen Protektoren zu verschönern, mit dem kostspieligen Machtapparat des griechischen Bonapartismus. Eine Erklärung des griechischen Diktators umschreibt die Vollmachten der neuen Regierung. „Was die ökonomischen Fragen betrifft, habe ich der Regierung die Vollmachten übergeben, welche mir das Volk durch seine Abstimmung erteilt hat.“ Pangalos bedarf der Verfassungsmäßigkeit, und wenn er nun verkündet, daß das Zutrauen des Auslandes gegenüber Griechenland durch die Zusammensetzung des neuen Ministeriums wesentlich verstärkt wurde, bringt er zum Ausdruck, weshalb er der konstitutionellen Bekleidung bedurfte.

Indem er scheinbar die politische Diktatur in eine rein ökonomische verwandelt, erschwert er es dem Auslande, „demokratische Garantien“ für seine Zahlungsfähigkeit zu fordern. Am selben Tage, als das neue Kabinett in Gegenwart des Metropoliten von Athen den Verfassungsseid ablegte, wurde der Sekretär der Arbeiterkammer, Papanicolaou, und der frühere Gemeinderat Nicotos nebst anderen Arbeitern verhaftet. Die Finanzdiktatur gibt beim internationalen Finanzkapital ihre Visitkarte ab, die Verhaftung von Arbeiterführern ist ihre Legitimation für eine kapitalistische Sanierung. Kostlich ist es, wenn Pangalos unmittelbar nach der Vereidigung die Erklärung abgab, daß der Minister für Volksaufklärung „ausreichende Vollmachten“ erhält, und ein Gesetzentwurf vorbereitet werde, die Freiheit der Presse zu regeln. Die Preßfreiheit des neuen Kurses beginnt also mit ihrer Reglementierung, ein altes Dekret, einst vom Parlament abgelehnt, soll nun die Grundlage der freien Presse des neuen Kurses werden.

Das Ministerium der „Freiheit und Autorität“ hat auch in seiner Außenpolitik die bisherige Taktik nicht verleugnet. Schon am 12. Juli begannen die griechisch-bulgarischen Verhandlungen über den wechselseitigen Austausch von Verbrechern. Die Absicht des Außenministers Rufos scheint darin zu bestehen, die Tätigkeit der autonomistischen Banden in Griechisch-Mazedonien durch eine freundliche Aussprache mit ihren Geldgebern zu verringern.

Während die griechische Presse mit obrigkeitlicher Bewilligung eine Hetze gegen die Arbeit der „Autonomisten“ entfesselt, scheint man dazu überzugehen, Bulgarien freie Hand gegen den gemeinsamen Gegner zu sichern.

Unterdessen verschärft sich die wirtschaftliche Krise des Landes. Nicht umsonst hatten Zavitzianos und Zilimon die Kabinettsbildung abgelehnt. Nicht darum hat Zavitzianos seine Betrauung zurückgelegt, weil, wie es in seinem Schreiben an Pangalos heißt, „sich ein Politiker auf die freiwillige Billigung seines Programmes durch das Volk stützen muß“, sondern deshalb, weil man daran zweifelt, die Wirtschaftskrise aus eigener Kraft überwinden zu können, während das ausländische Kapital abwartet und keineswegs enthu-

siastisch der Entwicklung der Dinge gegenübersteht. Das Anwachsen des Defizits der Handelsbilanz ist natürlich nicht allein daraus zu erklären, daß der Holzexport zurückgegangen ist. Der Import wirtschaftlich mehr oder minder nutzloser Artikel hat dazu geführt, daß der Import von Luxusautomobilen völlig gesperrt wurde. Die Tatsache der Freigabe des Holz- und Kohlenimports durch das Dekret vom 12. November unterstreicht ebenfalls das Versagen des Verwaltungsapparates. Griechenland ist noch immer ein Agrargebiet. Der Rückgang der Viehzucht im letzten Jahre wird auf das krasseste zum Ausdruck gebracht durch die Feststellung der Wertverminderung der tierischen Produkte von 407.576.930 Drachmen im Jahre 1924 auf 394.648.015 Drachmen im Jahre 1925. Der Vergleich der griechischen Viehzucht mit jener der übrigen Balkanstaaten ist niederschmetternd:

Auf 100 Menschen entfallen:	Rinder	Schafe	Schweine	Geflügel
SHS:	49	63	22	—
Rumänien	32	74	17	—
Bulgarien	30	18	11	183
Griechenland	12	12	6	107

Diese Ziffern beweisen die völlige Zerstörung der griechischen Wirtschaft. Die angegebenen Zahlen sind um so ernster zu bewerten, als sie dem offiziellen Berichte der Banque Générale de Grèce für 1925 entstammen. Hiezu kommt noch, daß die Tabakerte in diesem Jahre infolge der Überschwemmungen sehr ungünstig war, ein Rückgang auf 35 Millionen, gegen 50 Millionen im vergangenen Jahre, zu verzeichnen ist. Unter-

dessen meutern die staatstreuesten Elemente gegen die Erhöhung der Steuern und Tarife. So hat die Handwerkerkammer bereits Protest erhoben und im Ministerium des Innern Schritte eingeleitet. Die neue Regierung begnügt sich damit, Maßnahmen gegen die Spekulation anzukündigen und mit ausländischen Firmen Konzessionsverträge abzuschließen. Aber all dies vermag nicht die Wirtschaftskrise zu bannen. Die fremden Kapitalisten, Italiener und Schweden, werden zwar ihre eigenen Firmen, aber nicht den griechischen Staat sanieren, das Experiment der „Finanzdiktatur“ wird zusammenbrechen.

Außenpolitisch ist der Umstand bemerkenswert, daß die englische Presse entschieden für das „erneuerte“ Pangalos-Regime eintritt, während die französische Regierung geradezu einen unfreundlichen Akt gegen die Regierung beging. Zum Feste des 14. Juli wurden nicht nur die offiziellen Machthaber Griechenlands vom französischen Gesandten eingeladen, sondern auch der Führer der „republikanischen Union“, Papanastasiou. Pangalos aber feierte in einem Telegramm an den Präsidenten der französischen Republik den Tag des Sturmes der Bastille, als „Triumphtag der Gerechtigkeit und Freiheit, der immer lebendig bleibt im Bewußtsein der Völker, die wie das griechische gekämpft haben für dieselben Ideen“. — Pangalos für die Freiheit, Pangalos für die Menschenrechte, er soll nicht umsonst das Andenken an den Sturm der Bastille heraufbeschworen haben! Das griechische Volk soll seine Konsequenzen ziehen aus dem Huldigungstelegramm seines Diktators.

Anfang August.

A — S.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Македонският въпрос

Вътрешната Македонска Революционна Организация (Обединена) по положението в Македония

Резолюцията на учредителната ѝ конференция

Получихме за публикуване резолюцията на ВМРО (Обединена) приета на учредителната ѝ конференция. В брой 41 от 1 Април на нашия вестник, ние публикувахме декларацията — апел на тая организация към македонския народ, както и извадки от нейния устав. Ние с удоволствие поместяме в нашия вестник тая резолюция. В нея е изложено изчерпателно гледището на ВМРО (Обединена) по македонския въпрос, която организация е най-добър защитник на интересите и идеалите на македонския народ.

Сега, когато конфликтите между балканските държави, които са си поделили Македония, взимат остър характер, когато опасностите за въоръжени стълкновения на Балканите се увеличават, ние сметаме, че изпълюваме един дълг като публикуваме тая резолюция на Обединената Македонска Революционна Организация.

Наравно с манифеста от 6 май 1924 г. и декларацията — апел на ВМРО (Обединена), тая резолюция дава една пълна картина за положението в Македония и посочва единствения правилен път за разрешението на македонската и общо на балканската проблема: признаването правото на македонския народ и на другите балкански народи на самоопределение и техното съюзаване в една федеративна република.

Редакцията

Учредителната конференция на В. М. Р. О. (Обединена), след като изслуша докладите на делегатите за положението в разните краища на Македония и реферата на др. М. Калиновски по положението в Македония и по международното положение на македонския въпрос като констатира:

I.

1. Че населението в Македония под българска власт не само е лишено от каквито и да са конституционни свободи — същото може да се каже и за българския народ — но то пъшка под най-страшен терор, който упражняват агентите на Цанков и главорезите на кървавия върховизм на Протогеров и Ив. Михайлов; че правителството на Цанков и неговите македонски агенти гледат на Петричкия край като на окупирана земя, следователно те си служат по отношение на

населението с всички безчовечни средства, с които си служат завоевателите.

2. Че броя на тероризираните, арестуваните и убитите в тоя край надминава всеко въображение:

През септември 1923 г. беха убити 110 души македонски революционери, между които Ив. Илиев и Тод. Чопов; пак през септември 1924 г. беха убити 160 души македонски революционери от левията на В. М. Р. О., между които Чуд. Кантарджиев, Арс. Йовков, Методи Алексиев, Сл. Ковачев, Анг. п. Василев, Ал. Василев и други под предлог че били участвували в некакъв заговор против Т. Александров, убит от Цанков и Протогеров; тази година, на 14 и 15 май, само една седмица след убийството на македонския революционер Тодор Паница във Виена, беха убити 80 души селяни, работници и еснафи в неврокопско, заподозрени като негови съмишленици; и сега още се намират в некакъв лагер, пак в тоя край 250 души македонци, охранявани от доверени на Протогерово хора; неотдавна, по случай конгреса на македонските младежки организации в Горна Джумая, са били убити 26 души македонски младежи, заподозрени като противници на върховизма.

3. Че икономическото положение на населението в Петричкия край е най-тежко: производителите са заставени да продават своите тютюни на фирми и лица, които разните «войводи» и «ръководители» на върховистката организация им посочат; че цените на тютюните са много низки — три пъти до-низки отколкото преди две години; почти целата «македонска парламентарна група» при Демократическия Съговор, както и разните «ръководители» и «войводи» на организацията, са се турили в услуга на тютюневите компании и заставляват населението до продава тия свои произведения на посочените от тех фирми и лица; същите тия «ръководители» играят и при «откупването» на разни чифлици също такъва мръсна роля; правителствените и върховистки агенти злоупотребяват с раздаването на безстопанствените имоти, като с тоя начин спекулират с нещастното положение на бежанските маси и държат в подчинение местното население.

4. Че населението в тоя край живее при най-непоносими за неговия живот условия: скъпотията от ден на ден взима по-

широки размери; цените на продуктите от пшѐра, необходимост постоянно се увеличават; «налозите» и «глобите», които «водители» на върховистката организация взимат от населението влошава в по-голема степен и тъй лошото негово економическо положение.

5. Че сегашното българско правителство, както и всички негови предшественици, продължава да води една завоевателна политика по отношение на Македония и че то се отнася враждебно към македонския народ и неговото революционно движение.

6. Че правителството на Цанков преследва с всички беззаконни и безчовечни средства македонската емиграция и проявява едно престъпно безгрийе по отношение жертвите на неговата политика—македонските бежанци, които скитат из България голи, боси, гладни и болни.

7. Че това правителство продава неговите интереси и си служи с македонското движение за свои политически цели, както това са вършили всички български правителства от като съществува македонското революционно движение и от като емиграцията в България се е организираща за подпомагане на това движение.

8. Че сегашното противонародно правителство в България не само се е отказало да защитава дадените от мирния договор права на българските малцинства в Македония под Сърбия и Гърция, но и с подписването на разните договори и споразумения то продава интересите на македонския народ.

9. Че правителството на Цанков, с помощта на офицерската лига и разните македонски наемници, избя в България 20 хиляди български работници, селяни, занаятчии и интелигентни—цвета на българската нация, които единствено са проявявали най-жив интерес към свободата на македонския народ и винаги са изказвали своята готовност да подкрепят делото на неговото освобождение и обединение.

10. Че организацията на Протогеров и Михайлов, която се е турила в пълна услуга на правителството на Цанков и която си е присвоила името на народната В. М. Р. О., не е никаква македонска революционна организация; че тя не само не представява и защитава интересите и идеалите на целокупния македонски народ за независима Македония, но тя не представлява и защитава интересите и идеалите на македонския народ под българска власт и македонската емиграция и бежанци в България; не по-малко, в стремлението си да съгласува своите действия с политиката на българското правителство, тая организация е готова да стане съюзник на Пашич, стига последния да даде и най-елементарните културни права на българите в Македония.

11. Че бандите на Протогеров убиват всеки македонец, който не възприема идеите на българския върховизм; те тероризират и убиват даже лица, които преди 15—20 години са се числили в В. М. Р. О. и са се борили против предателския върховизм; те убиват всеко лице, заподозрено във връзки с групи и организации, които се борят против военната диктатура на Цанков-Вълков и против техната разбойническа банда; те изпращат убийци и в чужбина за да убият истинските македонски революционери; те убиха П. Чаулев в Милано и Т. Панича във Виена; те почнаха да избиват и такива свои другари, като П. Михайлов, Асен Даскалов, Ив. Бърлино и др., които до сега са били най-ревностните техни екзекутори, само защото са почнали да се смяняват в техната преданност; в организацията на македонските фашисти се числят и участвуват като активни членове млади офицери от военната лига, които организират почти всички убийства на властта и често сами екзекутират противниците на днешната власт; много от бившите македонски революционери и честни македонски синове участвуват по принуждение в организацията на върховистите; същата тая банда е послушно оръдие на правителството на Цанков; тя има в свое разположение всички средства, с които разполага самото правителство.

12. Че благодарение безрезервната подкрепа на правителствената власт, Протогеров и Михайлов са успели да вземат в свои ръце ръководството на легалните македонски организации в България и Македония под българска власт—Националния комитет, Илинденската организация и Съюза на македонските младежи; благодарение на техния страшен терор отнета е възможността на честните македонски емигранти и бежанци в България, да се организират в самостоятелни, независими легални македонски групи и организации.

13. Че върховистката организация, в качеството си на екзекутор на правителството на Цанков е дала и продължава да дава в разположение на това правителство разни нещастници, македонски селяни, работници, еснафи и деклариранни интелигенти, да убиват политическите противници на тоя режим, като бившия министър Никола Геннадиев, депутатите П. Д. Петков, Д. х. Димов, Т. Страшимиров, Хар. Стоянов, Дашин и ред други български политически лица.

II.

1. Че в Македония под Сърбия населението е лишено от всяка свобода на движение, печат, слово, събирания и сдружвания; че реакционното правителство на Пашич е отнело на македонския народ и най-елементарните национални и културни

свободи, каквито той е имал и при най-черното турско робство; че то преследва всека проява на национален живот на македонците, като запрещава образуването на каквато и да е легална национална политическа партия.

2. Че то си служи с всички средства, с които може да разполага сръбската държава, за да денационализира и асимилира македонския народ; училищата на сръбската държава не са просветни институти, където македонските младежи добиват образование, а са институти, чието предназначение е да вербуват агенти на сърбизма; също такава цел се преследва с разните екскурзии, които се устройват за тия младежи из цела Югославия, със спортните дружества и пр.; такава цел сръбското правителство преследва и с местните банки, които се откриват в Македония.

3. Че в преследването целта да измени характера на този македонски край, сръбското правителство застава, с всички префинени средства, с които разполага една реакционна езуниска власт, каквато е тая на Пашич, местното население да напусне своите домашни огнища, като земите, дюкяните и къщите на македонските селяни и еснафи се заемат от колонисти, прогонени от своите земи: черногорци, сърби от Славония, хървати и други; че то избива недоволните македонски селяни, работници и интелигенти, какъвто е случая с кланетата в село Гарван, радовишко и в кочанско; че затворите в Македония, след дадената миналата година амнистия, са препълнени с политически затворници.

4. Че икономическа нищета цари в тая част на Македония. Мизерия е обхванала както селяните, така и работниците, еснафите и интелигентите; аграрния въпрос не е разрешен; маломотните не разполагат с достатъчно земя за да могат да изхранват семейството си; безмотните остават в положението на икономически роби; чифликсайбите са галените деца на сръбската реакция; цените на земеделските продукти са низки; данъците непоносими; корупцията е пуснала дълбоки корени везд целата държавна машинерия.

5. Че сръбското реакционно правителство води една деморализаторска политика спрямо македонския народ, като организира бандите на македонските изменници—Гр. Циклев, Ст. Мишев, Каламатиев и др., бивши най-доверени лица на Т. Александров, образувани под предлог да се борят против бандите на българските върховисти, а в същото време да избиват противниците на правителството на Пашича и да опожаряват техните къщи, какъвто бе неотдавна случая с изгарянето на 250 къщи в кочанско.

6. Че тия банди на сила карат македонското население в Брегалничката област да участвува в техното удружение, наречено «Удружение против бугарских бандитов», вземат му разни такси, карат го да участвува в разни потери; те са най-последно излялните на заповедите на белградската реакция, най-надежните проводници на хегемонията на сърбизма в Македония и най-активните агенти на сегашната власт в Сърбия.

7. Че то «разкрива» разни революционни комитети и организации, както неотдавна беше случая в Шин, Струмица, Валандово, с единствената цел да сломи борческия дух у македонския народ, да пречупи неговото национално съзнание.

8. Че белградските правителства и специално правителството на Пашича си служат от 22 години насам с разни бандити, като В. Трѐбич, Коста Пекиянец, Бабунски, Царцурински и други бандити—сръбски върховисти, за да прокарат своята терористическа и денационализаторска политика.

9. Че за постигане на тая своя цел, сръбското правителство си служи с руски контра-революционери и офицери от бившата Врангелова армия, които на всекъде се турят в услуга на реакцията, фашизма и белия терор.

10. Че то си служи с най-репресивни мерки против националностите в Югославия, които съставляват подавяюще болшинство в тая страна, като по тоя начин то парализира борбата на нашите естествени съюзници.

11. Че то води най-ожесточени борби срещу всички политически партии в Югославия, които се борят против неговата реакционна, денационализаторска политика и като са възприели принципа за самоопределението на потиснатите народи и техното федериране.

III.

1. Че в Македония под Гърция македонския народ е подложен на преследване.

2. Че се избиват македонски селяни, без да са се провинили пред законите на страната, каквито са случатите при Търлис, Ливадице, Бутин и др. села в грѐцка Македония.

3. Че на македонския народ са отнети всички възможности за национално и културно развитие.

4. Че от 4 години насам грѐцките правителства насила са изгонвали македонските селяни и еснафи от техните родни места, ограбвайки техните имоти; че тая политика на изгонване и ограбване продължава и сега.

5. Че то прилага най-разнообразни насилствени способности за да асимилира и денационализира инородните елементи в този македонски край; че то преследва македонците да си служат в обикновения свой живот със своя матерен език.

6. Че грѐцкото правителство, подобно на сръбското, при

всичко, че е поело един международен ангажмент да даде възможност на националностите, които населяват Гърция, да се ползват с национални и културни права, преследва всеки македонец, който би помислил даже за такива права.

7. Че то преследва всички негръцки националности, принуждава ги да се изселват, като по този начин обезлюдява страната.

8. Че сже своята политика на колонизиране Македония с гръцки бежанци, то преследва целта да създаде антагонизм между местното население и гръцките бежанци от Кавказ, Крим, Мала Азия, Цариград и Източна Тракия.

9. Че аграрния въпрос още не е разрешен: големите чифлици още са собственост на големите землевладеци; че селяните са в сжщо такава безправие и мизерно положение, както и по-рано.

10. Че гръцкото правителство дава на разните европейски и американски капиталистически дружества експлоатирането на разни икономически предприятия, като по тоя начин то иска да си осигури поддржката на европейските и американски капиталистически държави.

11. Че сжществувашата военна лига с настръхване преследва единствения защитник в Гърция на правата и идеалите на македонския народ за национална независимост и Балканска Федерация—комунистическата партия, която мъжествено се бори за тия права в Солун и Кавала, кждето беха произнесени неотдавна жестоки присъди против гръцки работници, членове на партията; тя даде сжщи жертви за тия права и идеали.

12. Че в борбата против националностите и трудящите се маси, гръцкото правителство намира подкрепата всред всички буржуазни фашистки партии в Гърция.

IV.

Конференцията на В. М. Р. О. (Обединена), като констатира още: 1. че досегашната политика на балканските правителства се е ръководила единствено от интересите на империалистическата буржуазия и тия на балканските династии; 2. че те се интересуват за Македония дотолкова, доколкото биха могли да използват страданията на македонския народ, за да извлекат политически изгоди за самите правителства и техните династии; 3. че те се интересуват за Македония дотолкова, доколкото тя би могла да бжде обект на техната империалистическа политика—завладяването ѝ изцяло от всеко едно правителство или нейното поделване между тях; 4. че тия правителства са противници на идейните стремления на македонския народ за неговото освобождение и обединение; 5. че в тая своя политика тия правителства са били всекога подкрепени от всички балкански буржуазни империалистически партии; 6. че единствените сжзници на македонския народ са угнетените народности и трудящите се маси на Балканите.

V.

Конференцията на В. М. Р. О. (Обединена), като констатира най-сетне, че македонския въпрос не е един местен въпрос, който интересува само македонския народ; че той не е и един балкански въпрос, който интересува само Балканите; че европейските държави в своята си политика винаги са се отнасяли отрицателно към стремелите за освобождение на македонския народ, като са давали своята всестранна подкрепа на неговите поробители; че правителствата на тия държави се стремят да си послужат с македонския въпрос и за по-далечни политически цели, като го използват за да постигнат едно сближение и между сегашните балкански правителства и ги насочат в борба срещу своите противници, като третират всички македонски революционери, които се борят за независима Македония и Балканска Федерация, като оръдия на болшевиките; че тия правителства поддржат сегашното безправно положение на македонския народ.

От друга страна, като взе пред вид, че борбата на македонския народ за неговото освобождение и обединение в едно политическо цело намира подкрепа всред потиснатите народи и трудящите се маси на Балканите; че на такжво сжчувствие и подкрепа той се радва от страна на потиснатите народи и угнетените работни маси в целия свет, организирани в революционни организации и партии; че измежду сжществувашите сега държави, Сжветска Русия е единствената, която е издигнала принципа на самоопределението на народите и е приложила у себе си този принцип, като е гарантирала правото на всички националности да разпореджат, както искат сже своята сждба.

Учредителната конференция на В. М. Р. О. (Обединена) реши:

1. Да развие усилената пропаганда и агитация всред македонския народ, без разлика на националностите, които го сжставляват, за неговото организиране за революционна борба, целяща освобождението и обединението на Македония в едно политическо цело—независима македонска република и нейното федериране с останалите свободни национални балкански републики—за изграждането на Балканска Федерация.

2. Да продължи водената до сега борба и я сжгласува с борбите на всички национални и политически организации и

партии на Балканите, които възприемат принципа за самоопределението на балканските народи и техното федериране—за Балканска Федеративна Република.

3. Да разоблачава престъпната политика на всички балкански правителства и да води решителна борба против техната завоевателна и дележническа политика, както и против колонизаторската, асимилаторска и денационализаторска политика на Гърция и Сжрбия.

4. Да разкрива сжщността на политиката на европейските империалистически държави по отношение на Балканите и специално на Македония.

5. Да демаскира и води безпощадна борба против изменниците-македонци, които са се турили в услуга на българския, сжрбския и гръцкия империализм.

6. Да засили своята пропаганда и агитация в чужбина всред трудящите се маси и прогресивното общественно мнение, както и всред македонската и балканска емиграция за независима Македония и Балканска Федерация.

ПАЛАЧИТЕ

от Анри Барбюс

— Бел терор на Балканите? Каква нагла лжжа! Това е едно тенденциозно обвинение от страна на революционерите и враговете на обществото. Трагедията, която се разиграва у нас, е борба между реда и безредието, между законността и нелегалността. Всички тия, които имат присърдце защитата на обществото, на цивилизацията и културата, трябва да влезнат в нашите редове и да ни подкрепят в борбата, защото нашата борба е и техна борба.

Ето темата, която развиват балканските правителства, тия, които гениалния автор на **Огъня**—Анри Барбюс нарича **Палачи**.

Наблюдателите на балканската драма се чувствуват страшно обкрани.

От една страна, те виждат сжщите тия правителства, които се явяват в позата на защитници на реда и законността, да дават примера на безредието и варварството, като забрават властта с въоръжена сила и я поддржат с насилие, убийства, бесилки, затвори, изключителни закони и терор!

Но, от друга страна, големата информационна преса, подкупена от балканските владетели, развращава общественото мнение, като изопачава сжзнателно и систематически фактите и скрива истината.

И тази борба между истината и лжжата хвърля всред хората сжмнение и конфузия, което застава даже и добросъвестни хора да се държат на страна.

Е добре, **Палачите**, новия магистрален труд на Анри Барбюс, иде да помете издигнатата от лжжи сграда от балканските сатрапи около страшното техно кърваво дело.

Тая книга е един гигантски факел, с който могжция пролетарски писател хвърля ярка светлина върху балканската трагедия, осветлявайки всички нейни кждове.

Ужасен от страшната картина на толкова разорения и от извжршените от пианите от кржв правителства зверства, Барбюс бие тревога: «Стига вече убийства», той клейми този чудовищен и безпримерен в законодателския живот на народите закон, известен под името закон за защита на държавата, който застава родителите да предават собствените си деца; той се прекланя, с една безкрайна любов, пред страданията на «Бедните благородни народи» изоставени, без всека защита, на алчността на балканските паразити; той сочи на «Разрушителните организации», воени лиги, полиция, македонски комитет (ВМРО.), фашисти и врангелисти, които с усждрие се сжтезават при разгромяването на народните маси—организации против които «Народа не може да се защитава»; той описва, мъченичеството на «Распнатите на кржст народи», на «Потопените в ужас страни», «Масовите убийства», «Инквизиционните мъчения на затворниците»; той говори за «Безследно изчезналите!», подчертава великото страдание на «Отговорните родители»; той разкрива в техната голота «Правителствата против народите», «Против жените и децата», «Против младежта», «Против учителите и интеллигентите» и против всички свободи; той приковава на позорния стълб «Отговорните», той отхвърля по един решителен начин претекста, който извикват тия правителства на кървавата реакция: «Антиболшевизма»; той денонсира оръжието с което си служат тия тирани: «Фалшификацията», той възстава против страшната сждба на «Балканските национални малцинства», «Трансилвания», «Заробена Бесарабия», «Распната на кржст Македония», «Опустошена Тракия», «Заличена от картата на свободните държави Черна Гора», «Евреите, вечната искушителна жертва»; той разкрива «Ролята на великите сили», които преследват на Балканите двойната цел: експлоатация на народите и организирането на контра-революцията и фашизма; той напомня, че един от органите на Антантата, Международната репарационна комисиция се е намесила за да анулира някои закони и мероприятия,

носящи демократически характер и изработени от Стамбулски.

След като описва, като един нов Данте, Балканския ад, Барбюс се пита: «Какво да се прави?»

Може ли да се разчита на които и да са официални сили? Никога, защото ние са конституционните правителства, които могат да бъдат, още повече сега, носители на човешката съвест».

На Обществото на народите ли?

За него не трябва и да се мисли, защото то е една Лига на канцелариите, едно международно министерство на правителствата от стария свят, което работи за изпълнение на мирните договори, които имат същия произход, както и то, т. е. твърдо противното на една лига на народите».

На Лигата за правата на човека ли? Уви, още не, защото тя не е посмела да направи това, което тя беше длъжна да направи или това, което тя би требало да направи.

Само на общественото мнение се пада великата и благородна мисия на право и справедливост. Само то може да действа и «да направи да се чуе свободно и високо гегевия глас пред смъртния зов, който долита от Балканския п-ов».

Ето причината за образуването в различните страни на «Комитети за защита жертвите на белия терор на Балканите», които, от една страна, се стремят «да изнесат пред света скритите от перфидните комуникети истини и да представят при помощта на проверени информации една верна картина на самите факти и едно обективно изложение на техните причини» и от друга «да спомогнат за популяризирането на големата и плодотворна идея за Балканската Федерация».

Най-сетне, Барбюс се спира надълго върху «Най-големия политически процес в света», Татар-Бунарския, една зловеща пародия на правосъдие, в който той посочва на печалните и възмутителни перипетии.

Барбюс завършва своето произведение с един енергичен апел «Към балканските народи». Той ги кани да не се надеват на никого, освен на собствените си сили.

«Нищо, казва той, не трябва да очаквате от горе, освен удари и злини. . . **Вашите правителства, ето вашите врагове!**»

Той величае усилията на балканските народи, техното мъченичество и през кървавите мъгли на сегашното бурно време, той прозира изгрева на пурпурната зора на социалната правда.

Книгата на Барбюс, както и се очакваше, създаде страшна паника в душите на **Палачите**, които всячески се стараят да намалят нейния грамаден ефект, прибегвайки до помощта на своите най-върховни оръжия за защита: «Това е дело, реват те, на един партизанин».

Оръжие, колкото глупаво, толкова и мизерно.

«Аз имам право да заявя, пише Барбюс в предговора на своята книга, че тази мисия аз изпълних безпристрастно и съвестно; тя бе лишена, от начало до края, от всека предумисъл и от всеко предварително взето решение, което би могло да затъмни нейния обективен и безпристрастен характер.»

Малко по-нататък Барбюс заявява: «Личните мнения не трябва да оказват никакво влияние върху фактите. Аз повтарям: този път, напускайки Франция, на път за близкия изток, аз доброволно се отказах от моята личност на борец. Аз не бех никакъв партийен човек, а просто човек, който, освободен от всекакви предрасъждения, отиваше да изучи на самото място конкретните събития, за да мога да си съставя впоследствие от своите наблюдения и издирвания, една ясна представа за положението на Балканите.»

Действително, **Палачите**, е една книга не със субективно, а с чисто, обективно съдържание. В нея Барбюс не излага никакви теории и доктрини, той не се отдава на отвлечени и трансцендентални спекулации, а остава да говори фактите и цифрите.

Имено тук е и силата на неговия труд.

Балканските палачи, за да могат да се защитят най-добре, трябва да унищожат самите факти и събития.

Но балканските деспоти, въпреки терористическите и насилнически средства, с които си служат, са, уви, неспособни да направят това.

Ето защо **Палачите**, отличен обвинителен акт, написан от един човек със сърдце и неоспорим майстор на перото, изпълва с ужас палачите и с неземна радост жертвите, които благодарят от все сърдце и душа на Барбюс заедо тъй великодушно е отмъстил за тях.

А. Люсиен

Европейското обществено мнение против белия терор на Балканите

Образуването на Комитет за Защита в Лондон.

Лондон, май.

(От нашия кореспондент).

Държавния преврат от 9 юни в България, който докара на власт воената лига и отвори вратите на една кървава дикта-

тура, произведеха тежко впечатление върху английското обществено мнение. Работническата партия, либералите, даже и консерваторите, много пъти изказаха своето дълбоко възмущение от варварските действия на правителството на Цанков, който унищожил конституционните свободи и погази най-елементарните човешки права.

Правителството на Цанков най-сетне се сгромоляса под тежестта на своите собствени престъпления, и за един момент беше се създано убеждението, какво, заедно с провалата на Цанков, ще се тури край и на изключителния режим. Но, скоро се разбра, че Ляпчев продължава делото на своя предшественик.

Понеже тук са убедени, какво Балканите нема да престанат да представляват опасност за мира в Европа, докато в тия страни не се установи едно нормално положение и докато диктатурите, винаги са склонни към авантюри, не отстъпят място на демократически правителства, то и нуждата от борба против балканския фашизм—много силно се чувствуваше.

За тая цел, тук се образува един комитет, по личната инициатива на двама от най-видните членове на парламента: полковник Уиджуд и Георг Лансбъри и двамата видни лидери от Независимата трудова партия (Independent Labour Party).

На 29 април се състоя в самата Камара на общините (парламента) едно учредително събрание, на което беха свикани около 20 личности, изразители на всички течения в английското обществено мнение. Това беше твърдо в разгара на миньорската криза и в навечерието на оня страшен конфликт, който не закъсне да се разрази в обща генерална стачка.

Обаче, въпреки тъй стеклите се неблагоприятни условия, много видни лица отговориха на апела на полковник Уиджуд и Георг Лансбъри, а именно: Бриансфорд, директор на «New Leader», официален орган на Независимата трудова партия, един от най-бележитите представители на британския социализъм, Мак Киндер, член на парламента, жив свидетел на извършените още на другия ден след атентата в черквата св. Неделя зверства от правителството на Цанков, г-жа Др. Марион Филипс, известен борец, която също тъй влизаше в състава на делегацията на Трудовата партия в България, майор Граам Пол, г-жа Малон, Канон Левис Доналдзон, Дор от «Манчестер Гардиан» и др.

Събранieto избра полковник Уиджуд за председател и г-жа Мелон за секретар.

Работнически водители, като Джеймс Макстон и Фенер Броквей, първия председател, а втория генерален секретар на Независимата трудова партия, Бромлей, член в парламента и лидер на тредюнионите, Артур Кук, секретар на Миньорската федерация и още други видни лица дадоха своето съгласие да участвуват в Комитета.

Полковник Уиджуд, председател на Комитета, е познат по своите човеколюбиви чувства и неизчерпаема енергия, които той винаги е поставял в защита каузата на поробените.

Тъй като става въпрос за отпускане заем на правителството Ляпчев, то в едно от заседанията на парламента полк. Уиджуд зададе на английския министър на външните работи следния въпрос:

«Преди да се удобри отпускането на заем на българското правителство, било под гаранцията или одобрието на Обществото на народите, не би ли поискал г. Чемберлен от английския представител в София неговото мнение за възможността да се осигури възстановяването на гражданските закони в тая страна, даването амнистия на всички политически затворници, както и да се упражнява контрол върху начините по които биха се изразходвали тия суми, за да бъдат употребени за нуждите на бежанците и да се предотврати техното изразходване за да се поддржат увеличените кадри на полицията?»

Ето дебатите, които се развиха около тоя въпрос:

Сър Чемберлен: «Ако на България бъде отпуснат заем за нуждите на бежанците под гаранцията на Обществото на народите, то това последното ще определи условията и начина, по който тоя ще бъде изразходван; но, ако се отпусне един такъв заем, то аз мисля, че тоя ще бъде употребен само за бежанците.»

Полковник Уиджуд: «Ако един такъв заем бъде отпуснат, английския представител в София не би ли поискал г. м-ра от възстановяването на гражданските закони и даването амнистия на 1.200 политически затворници?»

Сър Чемберлен: «Аз не мисля, че Съвета при Обществото на народите ще поиска да упражни известен контрол върху вътрешните работи на страната, която получава тоя заем.»

Полковник Уиджуд: «Не би ли поискал г. министра от английския представител в София да се направят известни подобрения в това отношение, в зависимост от подкрепата, която ние бихме дали при отпускането на заема?»

Сър Чемберлен: «Не!»

Ние сме убедени, какво Комитетът, въпреки всички трудности, които се изпречват пред него, ще съумее да развие най-интензивна дейност, за да се облекчи тежката съдба на нещастните балкански народи, защото режима в който са поставени да живеят тия народи, е срам за човечеството!

Шарл Мартен

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVE TË NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

ENQUËT-A E JONË

TE PERSONALITETET POLITIKE E LITERARE EUROPIANE

PERMBI

FEDERACIONIN BALKANIK

Alphonse Aulard

M. A. Aulard, profesor i rregullt i historis të revolucionit francez në Sorbonne; leu në Montbon (Charente) në 19 korrik 1849.

Është: President i Shognis të historis të Revolucionit francez, President i Komisionit të snaltë t' Arkivave, Vice-President i Federacionit francez të Asociacioneve per Lidhjen e Kombeve, Vice-President i Liges të drejtave të njeriut, Komandeur i Legionit të nderit (Légion d'honneur).

Vepra kryesore: Historia politike e revolucionit francez, e përkthyer anglisht, gjermanisht, rusisht dhe polonisht.

Z. Aulard, që është kurdoherë në krye me aktivitetin e tij shtetëror dhe civil, është anëtar i Këshillit politik të fletoreve franceze republikane me randësi Le Quotidien.

I dashuri Zoti Barbusse,

Kish me qenë fare mirë që popujt balkanik të lidheshin në një republikë, si per to, ashtu per Europen dhe per humanitetin; pse kështu një nër çerdhet më të luftes do t'u shqimte.

Sa per tesh, një preparacion i mirë per ket federacion të dishrueshem, do t'ish lidhja e një traktatit arbitrage-it nermiet të Shteteve balkanik.

Para pak kohet, në Varshavje, në kongresin e Asociacioneve per Shognin e Kombeve, une ja parashtrova ket idé perfaqësuesvet të Grekis, të Bulgaris dhe të Rumenis (jugoslav nuk u gjëndeshin në ket mbledhje), e munt të thëm që ato e kan pranue me entusiasm. Fletovet e tyne kan pranue me gëzim një leter ku une botërisht zhvilloj ket idé. Z. Rentis, ministri i punëve të jashtme i Grekis, e muer mbi vehte që t'a realisote ket idé, por mbas pak kohet ju desht të demisionote.

Jam prâ partisan i bindur i një federacionit balkanik, sidomos po kje se është republikane. Por kjo s'është e mundur deri sâ gjëthecilli ner kater shtetet e interesueme mos të kët një qeveri lirijet e demokracijet, çka nuk është gjendja e sotëshme.

Alphonse Aulard

Fuqinat e mbrendshme në Shqypni

Per atë qi nuk është në rrjedhje të çeshtjes shqyptare, është interesant me njoftë rrjedhjet e fuqinave të mbrendshme në Shqypni, e ndryshimet e tyre ç'nat ditë qi hini Ahmeti, me ndimen jugoslave në Shqypni.

Bota është tuj pá sot se kudo në Balkan sunduesit mbahen në fuqi, kundra deshires së popullit, në saje të terrorit të bajonetave të pagueme prej të huejvet; kjo gjendje është po pikë per pikë edhe në Shqypni, ku fuqinat e mbrendshme, dita me ditë po hjekun dorë prej Ahmetit.

Kuer në Dhetuer 1924, hini Ahmet Zogu në Shqypni, me ndimen militare të Jugoslavis e peshtetur në ndimen e perfaqësuesit t'Anglis Z. Eyres, fuqinat e mbrendshme ishin dá në ket mendyrë:

1. Grumbujt e mdhej të katundaris, të nëpunsvet të vegjel e të puntoris ishin të entusiasmue prej qeveris s'Fan Nolit e cilla kish në program të sajë reformen agrare, dhe shum permirsime të tjera sociale.

2. Ashtu nepunësit peryjthësisht dhe inteligenca ishin të lidhun me qeverin e Fan Nolit, per frymen occidentale e per masat perparimtare qi do të vëshin në veprim prej sajë.

3. Tregtarët ishin po thuej indiferent, mbas një propagandes tendecios-stupide, qi u bâte tuej thanë se me reformen agrare ish në rrezik dhe pasunia e tyre.

4. Krejt në bashkim me trathitën e Ahmet Zogut ishin bejlërt e Shqypnis; flas per ato pak shpija feodale qi ma të shumen per trathitën e tyre në sherbim të Turkis patne manë Privilegie naj buiqët që i afrohen gjendjes robnore të kohës së mjesme të Robot-it.

Natyrisht se kjo klasë e degenerueme parasitësh qi është mësne me jetue pá mundë e pá-punë në shpinë të katundarit, u hutue kuer ndjeu per reformen agrare, dhe u vuc me kerkue ndo të huej qi i ndimste me ruejtë Privilegiet e tyre grabitëse.

Bash në ket kohë duel Jugoslavia me në krye Ahmet Zogun tuj lypë qi të ju shitshin interesat më vitale të Shqypnis. Bejlërt, si mbas tradicioneve të tyre, nuk i hate malli aspak per trathitë naj vendin, mjaft qi të pështoshin interesat e tyre shpijake, ju lëshuene prâ ner krah Jugoslavis e u bane sherbtorët më servil t'agentit të saj, të Ahmet Zogut. Bejlërt bashkë me Ahmetin trathuene vendin e tyne, tuj i falë të huejvet vende kufinore me randësi, tuj shitë per një bakshish Konzesione, Privilegie etj. kështu qi e ulne Shqypnin në shkollë të një kolonis së huej, ku zorimet ma të mëdhaja

ishin kundershimitet e të huejvet nermiet të tyre e jo shkelja, interesavet ma gjallnore të Shqypnis. Ç'do kalamá e ka kuptue sot se Bejlërt janë baras fajtor si Ahmeti per gjendjen e tmerueme qi mbretnon sot në Shqypni. Prâ bejlërt e Shqypnis kjene shtylla ma e fortë e Ahmetit.

5. Shokët e këtyre ishin edhe disá tufa Dibranësh etj. qi janë mësue me luftue per ate qi i paguen ma shum; nuk ish vëshitër me i fitue per vehte këto mercenarë, mbasi Shognia engleze e vajit gurit e kish ujdisë çeshtjen financiare n'invasionin e Ahmetit, e mbas pikpamies grabitëse të sajë e fitoj daván: fill sâ Ahmeti hini në Tiranë, muer per koncesionin e vajit të gurit per kurgjásend.

Morali i naltë shtetnuer i Puritanvet t'Anglis u zgerdhite per budallallekun e Shqyptarvet.

6. Per permbledhjen e plotë duhet permendë këtu dhe Kleri shqyptár.

Kleri mohamedan nuk është pergjithësisht i organisuem e nuk ká si Organisation fuqi; hoxhallart e vogjet vegse janë ma e shuma prej popullit, i sherbiju këtij e hiekun keq bashkë me të.

Kleri ortodox ish nen influencen e Grekis; Fan Noli themeloi kishen autokefale shqyptare, me të kisha ortodoxe u nacionalisote; ky veper e çkelqyer e Fan Nolit vegse, kje prish me paktin miqsuer qi mbydhí Zogu me Grekin; autokefalia e kishes shqyptare kje dermue.

Kleri katolik sundon në Verin e Shqypnis e ká si organisatë fuqi. Porse per popullin e Shtetin shqyptár, është vehten ajo pjesë e dobishme qi pershin urdhui i Fretnevet: anëtar e këtij urdhen janë ma e shuma bir maleorsh e katundarësh, këto i kan sherbye kurdoherë popullit, kan vuejtë e kan hieq keq per të. Pjesa tjeter — Jesuit e Priften — i sherbeju pergjithësisht tregtis e interesavet të hueja: janë prâ të dëmshëm per popullin e per Shtetin shqyptár.

Pergjegja e povtjes, se kush është prej kësaj kategori me Ahmetin e kush është kundra tej, rrjedh prej pergjegjes se kush është me popullin shqyptarë është kundra tij e viceversa: Hoxhallart e katundevet, anetarët e kishas autokefale e Fretnit janë kenë gjithherë e janë gjithuji kundra Ahmetit, tjert i sherbejn tregtis dhe të huejvet.

Pergjegja e pvetjes se a është ndryshue gjendja e fuqivet të mbrendshme në Shqypni, është positive:

a) Të gjith ato qi ishin kundra regimit të Zogut, janë sot dhe ma teper kundra tij, per arësye se motivet qi i shtyne këto me e kundershutue — shkelja e popullit e trathitja e interesavet të shtetit — janë sot më të forta se kurr.

b) Të gjithë ato që ishin indiferent naj regimin e Zogut, si tregtarët, janë sot kundërshtar të tij, tuej kenë që kontribucionet e përdara prekun pasurin e tyre, e tuej kenë që jeta grabitëse e terroriste e mercenarvet dobëson sigurimin e rrugave, që është baza principale e tregtis.

c) Ato që ishin të bashkuem me regimin e Ahmetit — bejlërt dhe mercenart, kerkoju sot ç'do urë për t'u afrue me kundërshtar e tij.

Per sá i perket bejlërvet, duhet dit se këto nuk e baju ket pse jan pendue, por pse shofin në rrezik privilegjet e tyre.

Nji fjalë e popullit thotë: Ujku qymen e ndrron, por vesin s'e ndrron.

Kështu edhe me bejlërt, këto janë sot në shpirtin e tyre po gjithuqi të bindun m'e shtypë e m'e grabitë popullin, porse tuej mos e pá ma lamen e segurtë, shtihen si sá e sá herë si të kishin dhimë e dashni për popullin, si t'ishin pendue e si mos t'ishin bashk-faj-tórt e Ahmeti.

Ahmeti tuj u basue në fuqin e të hujvet, nuk është tuj i vù vesh shumë bejlërvet, ashtu edhe të huejt nuk din se ç'më bënë me këto të pá-ditur, që s'munt të perdoren kurrsesi në grabinat e civilisue të koncesionevet; kështu bejlërt rrin gjithuqi besnik programit tradicional të tyre; shkelje e grabi naj bujkun.

Porsé, posë disá Naivëvet dhe disávet që gabimisht kan deser-tue klasin e tyre, s'ká nieri që i beson sot genjeshtravet të bejler-vet: prist e popullit shqyptar, nuk do t'i rrokin doren kurr trathorvet dhe grabitësvet të popullit shqyptarë!

Per sá i perket elementit të ditë që ndimoj regimin e Ahmet Zogut, Mercenarët, dihel se në to mundesh m'u basue vehtëm aherë kuer të kesh me i pague më shumë se kushdo tjetër, prá nje basë fare e kalbur.

Tash të vëm te pyetja e fundit: Si është e mundur aherë që ky regim mbahet në fuqi për më se 18 muajt? Pergjegja është fare e lehtë: për arsye se fuqinat e mbrendshme janë teper të dobta, me luftue e me i shtypë fuqinat e jashtme.

E s'është për t'u çuditë: Fillet imperialistike të politikës italiane, fillet grabitëse të shoqisë së vojít-gurit englesë, rrjedhjet radikal-chaviniste të disá çarqevet të fuqishme të Jugosllavis, janë mjaft të fuqishem, për të shtypë në të lëm ç'do levizje librimi të popullit shqyptar.

Por mos të disprohemi: çka ndodhë sot në Shqyptni, ndodhë a por do të ndodhin shpejt dhe në vende të tjera të Balkanit; nji mbas nji do të bëhen të gjithë rob t'agentavet t'interesavet të hueja.

Me grindjet nermiet të tyre, popujt e Balkanit do të vorfnojnë vehten dhe do të pasunoju të huejt.

Skami i perbashkt veqë, zbulon nji dhimë të perbashktë, nji lidhje vllaznore: dita ká me ardhë, kuer popujt e Balkanit do t'a kuptoju, dhe do t'a ndiju në shpirtin e tyre ket lidhje, dhe at ditë do t'i rrokin doren njeni tjetrit.

Dita e Federacionit-Balkanik, do të jét dita librimit të popujvet të Balkanit, dhe të dëbueimit i grabitësve të huejt.

Fuqinat më të forta të Balkanit, janë popujt e tij, nër to rrin fara prej të cilles do të buloj Federacioni-Balkanik.

Shkoder, Mjesi i Gushtit

Maranaj

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

NAŠA ANKETA

KOD ZNAMENITIH EVROPSKIH POLITIČARA I KNJIŽEVNIKA
O BALKANSKOJ FEDERACIJI

H. N. Brailsford

Rodio se 1873. u Mirfieldu u Engleskoj. Docent univerziteta u Glasgouu, na kojem je predavao logiku. On je urednik Manchester Guardian i specijalni dopisnik ovoga lista u Grčkoj, Makedoniji i Parizu za vrijeme Dreyfusove afere. Bio je dobrovoljac u grčkoj vojsci za vrijeme rata u Tesaliji godine 1897. Upravitelj pripomoćne akcije u Makedoniji poslije Hindenskog ustanka (monastirski vilajet). Kao član Carnegieve Fundacije sudjelovao je u anketi specijalne komisije 1913. godine o uzrocima balkanskog rata. 1907. pristao je uz radničku stranku i ima tri godine, što izdaje New Leader organ stranke. On je publicista velikog talenta. Otto Bauer, govoreći o New Leader kazao je, da je to najbolji socijalistički list na cijelom svijetu.

On je posjetio 1920. Rusiju i napisao knjigu: The Russian Worker Republic (Ruska Radnička Republika), u kojoj je zauzeo stav za Sovjetsku Rusiju i vodio kampanju za priznanje sovjetske vlade.

On je autor studije o imperijalizmu The War of steel and gold (Rat čelika i zlata), koja je izašla nekoliko mjeseci prije rata, te Shelley Goldwin and their circle, studije o pjesniku Shelleyu i više drugih djela.

On je najvažniji vodja engleskog radničkog pokreta i pripada njegovom lijevom krilu.

London, 19. travnja 1926.

Za vrijeme mog dugog života ja sam vidio Makedoniju i balkanski poluotok više negoli ikoji drugi kraj na svijetu osim mog rodnog kraja. Ja sam poznao Balkan pod krvavom tiranijom Abdul Hamida, ja sam ga ponovno vidio nakon pobjedonosnog balkanskog rata. Vidio sam ga za vrijeme ustanaka i vidio sam ga mučaljiva za vrijeme nesnosnog mira. Ali ga nikad nisam vidio sretna. Odgovaram na vaša pitanja, jer sam uvijek pokazivao veliki interes za ove nesrećne i teško prokušane narode.

Sadašnje rješenje je gore negoli se može uopće i zamisliti.

Ovakovu podijelu Balkana diktirala je samo misao političke ravnoteže sila i vojnički interesi pobjednika. Ona sačinjava flagrantnu povrijedu nacionalnih prava. Ona ne priznaje ekonomske potrebe, ne poznaje zahtjeve trgovine i saobraćaja. A ova temeljna pogreška nije ublažena jednom razboritom politikom balkanskih vlada. Ako postoji mir na Balkanu, to je samo mir općeg slabljenja.

Nijedna balkanska vlada ne pokušava pošteno poštovati prava narodnih manjina. I u tom pogledu Makedonija je mnogo nesretnija negoli je bila pod Turcima. Društvo Naroda, iako samo nezainteresovano, moglo bi mnogo učiniti da olakša nepravdu i bijedu, pod kojom stenju narodi Balkana. Ali Društvo Naroda, kakvogga ga danas vidimo nema ni dobre volje ni snage da to učini. Ono ne će bolje raditi sve dok se ono ne postavi na temelje, koje današnje evropske vlade ne bi nikako dopustile.

Ja sam uvijek bio uvjeren, da za trajni mir na Balkanu nema drugog rješenja negoli: usko povezana federacija balkanskih naroda.

Medjutim je očevidno, da današnje balkanske vlade neće učiniti apsolutno ništa, da pripreme ovo rješenje. One su sve nacionalističke i militarističke. One se samo drže pomoću uništavanja političkih i strukovnih radničkih organizacija. One su sve zapletene, finansijskim i vojničkim vezama, u imperijalističke kombinacije velikih sila. Ostvarenje Balkanske Federacije, koja bi se osnivala na ideji međusobnog toleriranja rasa, osiguralo bi napredak i blagostanje naroda Balkana. Jedino na taj način bilo bi moguće i razoružanje. I samo tijesnom međusobnom vezom mogu se balkanski narodi osloboditi intriga i diktature velikih sila.

Prvi uvjet za oživotvorenje ove ideje jeste ujedinjenje seljačkih i radničkih masa bez obzira na današnje granice.

Drugi je uvjet, da one uspostave svuda pošteni demokratski režim.

Ma koliko bilo teško i daleko oživotvorenje ove ideje, samo ona može da sjedini smjelost i idealizam, kojim su ovi jaki narodi prožeti.

H. N. Brailsford

Zašto ide Radić u Ženevu?

Delegacija beogradske vlade za jesenjsko zasjedanje Saveza Naroda već je određena: prvi delegat i predsjednik delegacije ministar vanjskih posala Ninčić, drugi delegat ministar saobraćaja Vasa Jovanović, treći delegat Stjepan Radić, predsjednik Hrvatske Seljačke Stranke. Zamjenici delegata jesu: Dr. Laza Marković, bivši ministar i Milutin Jovanović, jugoslavenski poslanik u Bernu. Ukupno 4 Srbina i 1 Hrvat. Tako izgleda ravnopravnost u državi Srba, Hrvata i Slovenaca! Medjutim, bila bi velika progreska misliti, da je i taj jedini Hrvat poslan u znak priznanja hrvatskog naroda ili u interesu hrvatskog naroda. *Srpski imperijalisti imali su svoj poseban velikosrpski imperijalistički račun, kad su gospodina Radića uvrstili u delegaciju za Ženevu!*

Nema tome ni dva mjeseca, da su radikali zajedno sa kraljem Aleksandrom pocijepali Radićevu stranku i odveli pomoću ministra Nikića 10 poslanika. Danas radikali i kralj šalju Radića u Ženevu. Odkuda najedamput ta ljubav?

Još je značajnija jedna druga stvar. Na dva dana prije imenovanja delegacije, Dr. Laza Marković, jedan od njenih budućih članova, držao je radikalsku skupštinu u Mostaru i na njoj je rekao o Radiću ovo:

„Stjepan Radić je danas notorni brbljivac, jedan osporeni šef hrvatske seljačke stranke i jedan dovoljno upoznati prevrtljivac čije riječi ne izazivaju ni interes niti ikakvu pažnju.“

Zatim je gosp. Marković i zaprijetio Radiću:

„Radić treba dobro da pamti da su ga radikali izvadili iz rupe i postavili čak na ministarsku stolicu . . . Ako pak bude potrebno, mi radikali smo dovoljno jaki da gosp. Stjepana Radića stavimo i na drugu jednu stolicu (t. j. optuzeničku klupu Op. red.).“

Gospodin Marković bio je toliko ljubazan da je objasnio, zašto su radikali sa takvim Stjepanom Radićem ipak pravili sporazum:

„Sporazum (sa Radićem Op. red.) je imao za cilj, na prvome mjestu, da poboljša međunarodni položaj naše države.“ (Sve citirano prema beogradskoj „Politici“ od 16 avgusta.)

„Vreme“, organ ministra vanjskih posala Ninčića, u velikom članku „Naša spoljna politika“ vraće se na tu temu i veli:

„Najbolja i najuspješnija se spoljašnja politika sastoji u svjesnoj i sredjenoj unutrašnjoj politici. Spoljašnja politika, kao i svaka politika, ako želi imati uspjeh i respekt, treba da bude izraz unutarnje snage, jedinstva . . .“

„Gospodina Ninčića smatraju kao jednog od glavnih činilaca izmirenja sa većinom Hrvata i održanja sloge i jedinstva sa većinom Hrvata. . . . Ta činjenica dokazuje, da gosp. Ninčić odlično shvaća glavni uslov naše dobre spoljašnje politike: naše unutrašnje jedinstvo oličeno u izmirenju i saradnji većine Srbe i većine Hrvata.“ („Vreme“ od 17 avgusta.)

Srpski imperijalisti otvoreno priznaju, da su pravili sporazum sa Radićem, da poboljšaju svoj međunarodni položaj, da spašavaju svoju ugroženu hegemoniju. Umjesto da pusti da ta hegemonija propadne, umjesto da pomogne da se ona što prije sruši, gospodin Radić smatrao je za korisno da je sporazumom spašava i učvršćuje. Za zdjelu leće Radić je prodao pravo samoodređenja hrvatskog naroda, stavio se u službu srpskog imperijalizma.

Lanjske godine bio je gosp. Radić takodje delegat beogradske vlade u Ženevi. Njegovim prisustvom i njegovim izjavama htjelo se je pokazati inozemstvu, da hrvatsko pitanje više ne postoji, da se je Jugoslavija u svojoj unutrašnjosti konsolidovala. Time bi bio likvidiran i gosp. Radić, čija je politička važnost dolazila od postojanja hrvatskog pitanja. U vezi sa time i rekao je gosp. Marković na svojoj spomenutoj skupštini:

„I mi smo gosp. Radića u inostranstvu likvidirali.“

Uprkos te tvrdnje o likvidiranju gosp. Radića u inostranstvu, uprkos svih drugih pogrda i pretnji, kojima ga radikali obasipavaju, ti isti radikali šalju gosp. Radića ponovo u Ženevu? Zašto?

Gosp. Radića šalju srpski imperijalisti u Ženevu za to, da on tamo kao predstavnik Hrvata i u ime hrvatskog naroda brani srpski teror u Makedoniji, da brani srpski imperijalizam prema Bugarskoj!

U vezi sa kolektivnom notom Jugoslavije, Grčke i Rumunjske i u vezi sa pitanjem bjegunačkog zajma kani bugarska postaviti na jesenjskom zasjedanju Saveza Naroda makedonsko pitanje. Italija i Engleska, koje smatraju da je sada došao zgodan momenat, da one preuzmu hegemoniju na Balkanu, koju su do sada vršile Srbija i Francuska, podupiru Bugarsku. Službena Bugarska jednako kao i Makedonski Komitet Protogerova ispoljuju se sada upravo kao slijepe orudje talijanskog i engleskog imperijalizma. Time su odbili od sebe Hrvate, koji se boje talijanskog imperijalizma kao žive vatre. I u prvom redu zbog straha od talijanskog imperijalizma, čiji su danas agenti Burev i Protogerov, odlučio se je gosp. Radić da istupi u Ženevi kao agent srpskog imperijalizma. Drugi razlog treba tražiti u tome, što je gosp. Radić svojom kapitulacijom (marta 1925) postao faktično zarobljenik Beograda.

Tragedija potlačenih, nesrećnih balkanskih naroda je potpuna: umjesto da se oni svi nadju u jednom frontu, u zajedničkoj borbi protiv srpskog, talijanskog i svih ostalih imperijalizama, njihovi ih razjedinjeni vodje, agenti baš tih raznih imperijalističkih sila, bacaju protivu sebe, a u službu stranom imperijalizmu.

Gosp. Radić malo se je kolebao, da primi ovu hetosratsku misiju u Ženevi. Tim više što Radić i sam osjeća da radikali cijelo vrijeme rade da mu pocijepaju i unište stranku, da njega politički sahrane i da uopšte nad razbijenim i demoralizovanim Hrvatima učvrste svoju hegemoniju. To je unutarnje-politički cilj radikalskog „sporazuma“ sa Radićem.

Radikalski poslanici Marković i Janjić otvoreno su to priznali na spomenutoj skupštini u Mostaru:

„Mi sporazum nismo pravili sa Radićem zbog Radića. Mi smo ga pravili zbog onog hrvatskog seljačkog naroda, koji je punih šest godina sistematski bio varan od Stjepana Radića.“

„Ondje, gdje je trebalo pogoditi Stjepana Radića, gdje je trebalo njemu otupiti zube, tu smo ga pogodili. Mi smo ga doveli da se pokloni onoj državi, koju je grdio i protiv koje je čak i u inostranstvu radio. Mi smo ga naterali da je svoju aktivnost sveo na operetske pošalice i na svadju sa najobičnijim žandarmima.“ (Ovdje nišani Dr. Marković na brutalni napadaj žandara na Stj. Radića na ostrvu Pagu, koji je zabilježen u posljednjem broju Balk. Fed. Op. ured.)

„Stjepan Radić došao je u parlamenat sa 70 poslanika, danas ih ima svega četrdeset i nekoliko i ovakvom svojom politikom slistit će potpuno svoju stranku i to će biti sreća za ovu državu, jer će na njegovo mjesto doći pametni Hrvati, koji će sa Srbima bratski i sporazumno upravljati ovom državom.“

Ovim je radikalskim vodjama Stj. Radić još uvijek „glavni protivnik srpskog naroda, glavni protivnik državnog i narodnog jedinstva i radikalne stranke“. I to zašto? Samo za to, što Radić postavlja od slučaja do slučaja neke minimalne zahtjeve. Srpski imperijalisti neće da Hrvatima čine nikakove, ama baš nikakove ustupke. Ovakovo držanje radikalskih vodja pokazuje koliko je neosnovan oportunitizam onih hrvatskih političara, koji misle da će podupirući vanjsku politiku srpskog imperijalizma dobiti od ovog koncesije u unutarnjoj politici.

Na ove ispada radikala Radić nije mogao ćutati. On je reagirao slijedećom izjavom dopisniku „Politike“:

„Poslije ovoga napadaja gosp. Dr. Laze Markovića na mene, ja ne idem s njime u Ženevu. Budalaština je njegova prijetnja, da će me postaviti na opuženčku klupu. To izgleda kao da en i njegova okolina kupe materijal protiv mene. Ali to im neće upaliti.“ („Politika“, 17 avgusta.)

Na intervenciju Uzunovića i Ninčića, Radić se je dao pregovoriti i primio se da ide u Ženevu i sa Dr. Markovićem. Dopisniku „Vremena“ izjavio je: „O Dru. Lazi Markoviću ne pravim pitanje. Marković je govorio onako zato što je onaj dan na levu nogu ustao.“ („Vreme“, 17 avgusta.)

Pošavši putem kapitulacije pred Beogradom i saveza sa srpskim imperijalizmom, gosp. Radić pada sve niže i niže.

Njegov put u Ženevu znači ne samo rušenje lične pozicije i slabljenje vlastite stranke, nego i otvoreno izdajstvo interesa hrvatskog naroda.

Hrvatski narod od Radićeve protubugarske i protumakedonske misije u Ženevi neće imati nikakove koristi. Hrvatski narod neće spasiti od talijanskog imperijalizma služenje srpskom imperijalizmu, nego će ga moći spasiti od talijanskog kao i od srpskog imperijalizma samo savez i zajednički front sa potlačenim narodima i sa revolucionarnim partijama Balkana.

In hoc signo vinces, Croatia!

J. Žanić

Mučeništvo narodnih manjina Jugoslavije

II. Hrvatsko pitanje

Postoji li hrvatsko pitanje?

Postoji li hrvatski narod?

Pitanja, koja se češće čuju.

1. Smisao hrvatskog pitanja

Srednji vijek stvorio je u Zapadnoj Evropi moderne nacije. Drugačije na Balkanu. Tamo je turska invazija oslabila kontinuitet historijskog razvoja i tek je u XIX. stoljeću završeno nacionalno razgranjavanje. Tu relativnu mladost završetka jedne duge evolucije kušaju u XX. stoljeću pojedini imperijalisti da silom izmijene i sofistijom falzificiraju, kao da se rezultati vjekovnog razvoja mogu izmijeniti za par godina! Naročito se u tom poslu ističu srpski imperijalisti. Oni na jednoj strani Makedonce proglašavaju najprije flotantnom, nacionalno neopredjeljenom masom, a kasnije čistim — Srbima. Niječu im i ime. Sa druge strane priznaju Hrvatima posebno ime, ali ne priznaju hrvatske narodnosti. Hrvatima u Bosni ne priznaju ni imena, već ih krste „Srbima katoličke vere“. Ali svojim djelima, političkim i kulturnim tlačenjem kao i ekonomskim izrabljivanjem Hrvata, pokazuju srpski imperijalisti, da ni oni sami

Hrvate ne smatraju jednim i jednakim sa sobom. A ako ih oni takvim proglašuju na riječima, to je samo jedno licemjerstvo, kome je cilj, da otežava Hrvatima obranu, da ideološki opravda gaženje prava samoodredjenja Hrvata.

O egzistenciji hrvatskog naroda sigurno da niko nije toliko kompetentan da odluči koliko Hrvati sami. I nikada Hrvati nisu toliko uporno isticali svoju posebnu narodnost, koliko poslije rata u novostvorenoj državi SHS, kad se je nastojalo da ih se nacionalno pregazi. Partije, koje su negirale hrvatsku narodnost kod hrvatskih birača potpuno su propale.

Srpski vlastodršci negirali su postojanje hrvatskog pitanja, ali je trajna državna kriza Jugoslavije govorila cijelom svijetu jasno, da to pitanje postoji, a jedno vrijeme — poslije boravka Stjepana Radića u inostranstvu 1923/24 g. — oko Hrvata okupili su se bili svi potlačeni narodi i narodne manjine Jugoslavije, dapače i napredni elementi Rumunjske, Albanije i Bugarske. Obzirom na taj fakat, da su Hrvati brojčano najjača potlačena nacionalna grupa u Jugoslaviji i na Balkanu, da u kulturnom i ekonomskom razvoju stoje na čelu balkanskih naroda, hrvatsko pitanje igra prvostepenu ulogu u Jugoslaviji i jednu od najvažnijih na Balkanu.

Kako međutim Hrvati svoju nacionalnu borbu u XIX. i XX. stoljeću nisu vodili na internacionalnim forumima, nego kao unutarnje pitanje jedne velesile, to se u inozemstvu hrvatsko pitanje nije dovoljno poznavalo u prošlosti, niti se njegova važnost dovoljno ocjenjuje u sadašnjosti.

Hrvati i Srbi govore, istina, jednim jezikom (premda književni jezik jednih i drugih pokazuje čitav sistem nijansa), ali, što je odlučujuće, oni imaju zasebnu nacionalnu svijest, koja je opet produkt zasebnog historijskog razvitka: političkog i kulturnog.

2. Evolucija hrvatskog naroda

U srednjem vijeku postojale su zasebne države: hrvatska i srpska. Hrvatsko državno i kulturno središte bilo je u današnjoj Dalmaciji. Središte srpske države bio je današnji Novopazarski Sandžak i Kosovo. Već tada Srbi su bili pravoslavni i razvijali se pod uticajem Bizanta, a Hrvati su bili katolici i razvijali se pod uticajem Rima. Hrvati i Srbi bili su samo dva od mnogobrojnih slavenskih plemena na srednjem i Zapadnom Balkanu, ali su oni postali žarište, oko kojeg su se, razdijeljena uticajem Istoka i Zapada kroz stoljeća okupljala ostala plemena i stvarala dvije nacije: hrvatsku i srpsku. Za vrijeme renesanse razvila se je u Dalmaciji odlična, pretežno hrvatska književnost. Posebni uslovi historijskog razvoja donijeli su sa sobom, da su bosanski muslimani (koji u srednjem vijeku nisu bili ni katolici ni pravoslavni, nego bogumili) očuvali do danas svoju lokalnu individualnost i da su se pravoslavni Crnogorci razvili u posebnu narodnost.

Doba turske invazije donijelo je dvije važne promjene za Hrvate i Srbe: seljenje stanovništva i premještanje središta narodnog života sa juga na sjever. Hrvati iz Dalmacije, Bosne i Hercegovine selili su se u Hrvatsku, Slavoniju i Madžarsku pa i dalje čak do Beča i južne Moravske. Srbi su se selili iz Stare Srbije u Bosnu, pa onda u Madžarsku, Slavoniju, Hrvatsku i Dalmaciju (čak i u Istru). Srbi formiraju znatne manjine u hrvatskim zemljama. Sav srpski narod i većina hrvatskog pala je pod Turke. Srpska država tragično je bila uništena (1389. g.), a hrvatska, potpavši još mnogo ranije (1102. g.) pod personalnu uniju sa Madžarskom i sjedinivši se kasnije (1527. g.) sa Habzburgovcima bila je spala na tri male županije, zvane „reliquiae reliquiarum“ nekadašnjeg kraljevstva Hrvatske, Dalmacije i Slavonije. Ali je i na tom sićušnom teritoriju postajao zaseban, autonoman sabor „hrvatskih staleža i gradova“. Taj najsjeverniji kutić hrvatskog naroda sa glavnim gradom Zagrebom, koji nije pao pod tursku vlast, postao je kasnije, u XIX. i XX. stoljeću politički, kulturno i ekonomsko središte cijelog hrvatskog naroda. Hrvatska historija pokazuje više kontinuiteta, evolucionosti, političke konzervativnosti i kulturnih tradicija od srpske. Srpska je historija dinamičnija, u srednjem je vijeku srpska država završila tragično, a u XIX. je stoljeću uskrsla revolucionarno. Ova razlika ne proističe ni od kakove superiornosti jednih ili drugih, kako se često šovinistički tvrdi, već od općih geografsko-političkih odnosa. Za srpsku je historiju u Novom Vijeku bio mjerodavan razvoj Turske, a za Hrvatsku razvoj Austrije.

U XIX. stoljeću su se Hrvati i Srbi razvijali zasebno iako paralelno. Zagreb je postajao od središta hrvatskog feudalnog plemstva sve više središtem hrvatske nacionalne inteligencije i građanstva. Do 1848. god. njihov je program bio: ujedinjenje svih Hrvata i Srba pa i Slovenaca u jednu autonomnu državu „Iliriju“, koja bi stajala pod dinastijom Habzburgovaca, a u kojoj bi glavnu riječ imali Hrvati. Srbima, koji su ustankom protiv Turaka stvorili na Dunavu svoju novu državu, sa novim središtem (Beograd) bio je cilj srpska nezavisnost, a ne jugoslovensko ujedinjavanje pod Austrijom.

Od 1848—1912. Srbi izgrađuju svoju nezavisnu državu, a Hrvati se bore za ostvarenje hrvatske države u okviru Austro-Ugarske Monarhije od pokrajina: Hrvatske-Slavonije, Dalmacije, Bosne-Hercegovine i Istre. U XIX. stoljeću završilo se u Dalmaciji, Bosni-Hercegovini, Slavoniji i Vojvodini opredijeljenje na Hrvate i Srbe i to po staroj liniji katolika i pravoslavnih. Hrvati postižu znatne rezultate u borbi sa Madžarima i Nijemcima, ali ujedinjenja ne postižu.

Obračunavši 1912. sa Turskom, Srbija se okreće prema Austriji. Ali pošto u Austro-Ugarskoj Srbi ne sačinjavaju kompaktnog

stanovništva ni u jednoj pokrajini i pošto je Austrija jedna velesila, koju nije bilo lako srušiti, Srbi se obraćaju Hrvatima, da se zajednički okrenu protiv Austrije i da se zatim ujedine u zajedničku državu. Hrvati se kolebaju. Ozlojeđeni borbom sa Nijemcima i Madžarima, oni jesu za zajedničku borbu sa Srbima protiv Nijemaca i Madžara, ali se plaše zajedničke države, bojeći se srpske hegemonije i tlačenja u njoj. To kolebanje traje kod većine Hrvata i za vrijeme svjetskog rata. Onaj dio Hrvata, koji se odmah od početka rata orijentirao prema Antanti i za saradnju sa Srbijom, vodio je cijelo vrijeme rata žestoku borbu sa srpskom vladom oko pitanja, ima li se osnovati nova država od Srba, Hrvata i Slovenaca, ili će se one pokrajine austro-ugarske monarhije, u kojima žive Slovenci, Hrvati i Srbi prosto prisajediti, anektirati već postojećoj kraljevini Srbiji. Trumbić je branio prvo, Pašić drugo. Godine 1918. pobjedio je faktično Pašić. Novoimenovana Kraljevina SHS nije ništa drugo, nego proširena Srbija.

B. Delić

(Nastavit će se)

Za Balkansku Federaciju*)

III

Balkanska Federacija nije samo organizacija, da bi riješila samo ekonomska, nacionalna, kulturna pitanja poluotoka, nego je to zaista jedina garancija stvarne nezavisnosti naroda.

Njihovim tjesnogradnim, nevoljnim i slijepim nacionalizmom postale su balkanske države već dugo vremena pukim orudjem imperijalizma velikih sila. Velike sile jačaju njihovo suparništvo, podupiru njihovu međusobnu zavist, raspaljuju njihovu ambiciju i upotrebljuju ih kao figure na svom šahovskom polju.

Balkanske države postadoše sateliti evropskih velikih sila.

Treba li dokazati?

Bugarska pruža možda najživlji primjer jedne zemlje, koja podliježe raznolikim uplivima. Bugarska je bila razdijeljena u staroj Evropi između ruskih careva i starog habsburškog carstva. Zalosno i nesretno srpsko-bugarsko suparništvo, koje je poslije berlinskog kongresa bacilo više puta vlade Beograda i Sofije jednu protiv druge — bilo je podržavano, gajeno, pojačavano od tih dvaju carstva, koja su smatrala balkanski poluotok svojom zonom rasprostiranja svog upliva.

Srbija, prednja straža Rusije, nastojala je, da dobije izlaz na Jadransko More, ali je Austro-Ugarska monarhija vidjela u tom nastojanju Srbije smetnju svom prodiranju na Solun i Egejsko More. Austro-ugarski veto, da se stvori jedna jugoslavenska država na jadranskoj obali, aneksija Bosne, turške Srbije na Makedoniju, koja je s druge strane bila predmet bugarskih želja. Iz toga nastade srpsko-bugarski sukob.

Bugarska je opet bila u službi ciljeva dvojne monarhije, koja je imala dva cilja, da onemogućiti Srbiju — prostranjenu do Jadranskog Mora, koja bi opet bila u službi velikih imperijalističkih ciljeva Romanovu, a to je njihov silazak na Sredozemno More, a da osim toga zadrži svaku mogućnost prodora na Solun i Egejsko More. Dvije imperijalističke sile igraju se dvjema malim državama, potiču ih jednu na drugu — i kao rezultat bio je svjetski rat.

Isto tako je često Velika Britanija smatrala rat kao sredstvo za svoju politiku u Maloj Aziji, na Srednjem Istoku, protiv Turskoj, koja joj je opet smetala na njezinom putu u Indiju i pri tom bila tada u službi Njemačke.

Ako mi redom promatramo politiku balkanskih država, mi ćemo vidjeti, da njihova politika nije bila zapravo nikad nezavisna, nego je svaka njihova akcija bila pod kontrolom velikih sila.

Balkanska Federacija, pošto ih grupiše i učvrsti, donijeti će im zaista nezavisni međunarodni život. Osamljene i raspršane ove države imaju samo sporednu ulogu u političkom životu, federacija bi bila sila protuteže i oslobodila bi ih ovog izrabljivačkog skrbništva.

Neodgovora je nužda stvaranje „federacija“ u srednjoj i istočnoj Evropi sa različitim ustavima.

Pravedni zahtjevi narodnostnih prava pojedinih naroda ne bi smjeli dovesti do teritorijalnog komadanja, do ekonomskog zatvaranja, koje bi dovelo čitavu zemlju do očite propasti.

Ali za ovu zadaću nijesu sposobne današnje vlade.

Njihov ograničeni nacionalizam, koji u stvarnosti dovodi do ropstva njihovih naroda, prijeći im, da prihvate nužna ograničenja pojedinih narodnih suvereniteta.

Oni traže riješenje narodnog problema putem tlačenja i barbarskog ugnjetavanja. Nesretni macedonski narod muči srpska ili grčka vlast, koja nastoji opet opravdati svoja divljaštva i svoju vojničku i policijsku diktaturu pripisujući ove zločine svog macedonskog „fašizma“, koji bijesni ne samo na Balkanu, nego i u Evropi (zalostan je za to dokaz umorstvo Čauljeva) mutnom pokretu, koje je u uskoj vezi sa reakcionarnom sofijskom vladom, indirektno pomagač bugarskog imperijalizma.

Spas mogu donijeti samo radničke i seljačke mase, kad shvate, da narodna sloboda i socijalno oslobođenje idu uporedo.

Jean Zyromski

*) Gledaj broj 46.

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΕΡΕΥΝΑ ΜΑΣ

ΑΝΑΜΕΣΑ ΣΤΙΣ ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΦΙΛΟΛΟΓΙΚΕΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΤΗΤΕΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

για την

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΝ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΑΠΑΝΤΗΣΗ ΤΟΥ ΑΝΕΞΑΡΤΗΤΟΥ ΕΡΓΑΤΙΚΟΥ ΚΟΜΜΑΤΟΣ

(Independent Labour Party)

ΤΖΑΙΗΜΣ ΜΑΞΤΟΝ

Μέλος της Βουλής των κοινοτήτων, πρόεδρος του Άνεξαρτήτου Εργατικού Κόμματος.

Γεννήθηκε στα 1885 στο Pollokshaws, στη Σκωτία. Αφού έσπούδασε στο Πανεπιστήμιο του Glascoew, αφιερώθηκε στον εκπαιδευτικό κλάδο και έγινε μέλος του Εκπαιδευτικού Συμβουλίου της πόλεως αυτής.

Έξ αιτίας ενός αντιμιλιταριστικού λόγου που εξεφώνησε στο Glascoew, φυλακίστηκε επί 12 μήνες (1916—1917).

Πρην ακόμα τελειώσει τις πανεπιστημιακές του σπουδές, είχε προσχωρήσει στο εργατικό κίνημα. Στα 1918, ώργάνωσε στη Σκωτία το Α. Έ. Κ. Ήταν στα 1919—1920 μέλος της Εκτελεστικής Επιτροπής του εργατικού κόμματος. Από το 1922 μέλος της Βουλής, αποτελεί με τον Ούητλη και Κίρκουοντ μέρος της περίφημης πολιτικής ομάδος της επονομαζομένης „οί άγριοι“ της Clyde. Είναι ένας από τους πιο λαοφιλείς εργατικούς αρχηγούς, ιδίως στην Σκωτία.

Επί τη ευκαιρία της τελευταίας του εκλογής ως προέδρου του Α. Έ. Κ. ο συναδέλφος του Τόμας Τζόνσον του αφιέρωσε τις επόμενες γραμμές:

„Εδίδακε στην τάξη την ημέρα και αφιέρωνε όλα του τα Σάββατα για την οργάνωση ενός πυρήνα σοσιαλιστικού μέσα στην οργάνωση των δασκάλων. Οί βραδυές του και οί Κυριακές του ανήγαν στο Α. Έ. Κ. Κανένας δε συνέτεινε περισσότερο στην ανάπτυξη του Α. Έ. Κ. το οποίο, χάρις στην εργασία του, απέκτησε μια μεγάλη επιρροή πάνω στο εργατικό κίνημα στη Σκωτία. Στα 1916 η κυβέρνηση τον έθεωρούσε ως σοβαρή απειλή και τον φυλάκισε. Όταν στα 1917 απελευθερώθηκε, αφιερώθηκε και πάλι στη προπαγανδιστική εργασία για το Α. Έ. Κ. Έγινε οργανωτικός γραμματέας του κόμματος στη Γλασκόβη.

Στη Βουλή των Κοινοτήτων, τα θαυμάσια του ρητορικά χαρίσματα, ή προσωπικότητά του, ή απόλυτή του ειλικρίνεια, τον έκαμαν φυσικόν αρχηγόν μιας ομάδας που περιλαμβάνει τόσους άνδρες χαρακτήρος άκράμπτου. Απεβλήθηκε από τις συνεδριάσεις 27 Ιουνίου έως 31 Ιουλίου γιατί άρνήθηκε να πάρει πίσω τη λέξη „δολοφόνοι“ με την οποία ώνόμασε εκείνους που έψήφισαν την ελάττωση των πιστώσεων των προωρισμένων για έργα δημοσίας υγιεινής και υγιεινής των παιδιών. Όταν οί Τόρυ έψήφισαν την άποβολή του Τζ. Μάξτον, είμαι βέβαιος πως πολλοί άπ' αυτούς το έκαμαν παρά τη θέλησή τους και με λύπη τους.

Ο Τζαίημς Μάξτον είναι ένας από τους μεγάλους άνδρες της εποχής μας. Έχει αφήσει τα ίχνη του πνεύματός του και του χαρακτήρα του σε όλες τις σημερινές γενεές. Έκύρηνξε την απελευθέρωση των δούλων και όλων των καταπιεζομένων και σε χιλιάδες σπίτια, κεφάλια που θα έμειναν συμμμένα, βρίσκονται σήμερα ψηλά σηκωμένα, και ένα καινούργιο τρα-

γούδι της ελευθερίας γεμίζει τις καρδιές, χάρις στον Τζαίημς Μάξτον, τον νέο Πρόεδρο του Α. Έ. Κ.

Είναι ένας άμεσος διάδοχος του Κέρν Χάρντν. Δεν είναι „κατακλυσμιστής“ δεν γυρεύει όμως και να αντιταχθεί στο αναπόφευκτο της βαθμιαίας εξέλιξης, ή στη βαθμιαία εξέλιξη του αναποφεύκτου. Αφιέρωσε όλη του την ενέργεια και όλη του τη ζωή για να πραγματοποιηθεί ο σοσιαλισμός στην εποχή μας.

Ο σοσιαλισμός του Ουίλλιαμ Μόρις, ο σοσιαλισμός του Κέρν Χάρντν που ανυψώνει τον άνθρωπο από την κτηνώδη κατάσταση, αυτός είναι ο σοσιαλισμός προς τον οποίο ο Τζαίημς Μάξτον, κατά την προεδρεία του, θα οδηγήσει το Άνεξάρτητο Εργατικό Κόμμα.“

ΑΡΤΣΙΜΠΛΑΝΤ ΦΕΝΝΕΡ ΜΠΡΟΚΟΥΑΙΗ

Γεννήθηκε στα 1888 στην Καλλιούττα. Έσπούδασε στο Λονδίνο.

Στην αρχή συντάκτης του „Εργασίμιερ“ έγινε έπειτα διευθυντής του „Κρίστιαν Κόμμονουέλθ“ έπειτα διευθυντής του „Λαίημπαρ Λήντερ“ από τα 1911—1916. Ένας από τους ιδρυτές και επίτιμος γραμματέας του „No Conseription Fellowship“ από τα 1916—1920 και γραμματέας της Βρετανικής επιτροπής του έθνικου Ίνδικου Συνεδρίου, 1920—1923, και διευθυντής της „Ίντια“.

Σε ηλικία 19 ετών έπροσχώρησε στο Άνεξάρτητο Εργατικό Κόμμα. Ένα χρόνο πρό του πολέμου άρχισε ήση να καταβάλλει κάθε ενέργεια για να προσιδοποιήσει το λαό περι του έπα- κειλούντος κινδύνου. Αργότερα, έξακολούθησε την αντιπολεμική καμπάνια με την πιο μεγάλη ενεργητικότητα και έπειδή άρνήθηκε να κάμει τη στρατιωτική θητεία έμπήκε στη φυλακή επί 28 μήνες.

Αργότερα, 1920—1922, έγινε γραμματέας της Επι- τροπής που είχε αναλάβει την έρευνα επί του συστήματος των φυλακών, πρόεδρος της οποίας ήταν ο Λόρδος Olivier. Με τη συνεργασία του Στέφεν Χόμπχαούζ, έδημοσίεψε το αξιόλογο έργο „οί Άγγλικές φυλακές της σημερινής“ που είχε για αποτέλεσμα την εφαρμογή μεταρρυθμίσεων στο ποινικό σύστημα. Είναι επίσης συγγραφέας των Labour and Libera- lism, Devil's Business (άπαγορευμένο κατά τον πόλεμο), The Recruit (γραμμένο στη φυλακή), India and its Government, κ. τ. λ., κ. τ. λ. Έδημοσίεψε επίσης πολλές λιβέλλους, μεταξύ άλλων: How to end War (πώς να κάμουμε τέλος στον πόλεμο).

Ο Φέννερ Μπρόκουαίη έχει ταξιδέψει πολύ και έχει μια μεγάλη πείρα της ζωής.

Από τα 1923 είναι γενικός γραμματέας του Άνεξάρτητου Εργατικού Κόμματος. Είναι ένας λαοφίλης ρήτωρ.

Δεν ἀμφιβάλλομε καθόλου πῶς ἡ καλλίτερη λύση πᾶν πολιτικῶν καὶ ἐθνικῶν δυσχερειῶν στὴ Βαλκανικὴ θὰ ἦταν μιὰ Ὁμοσπονδία τῶν βαλκανικῶν λαῶν πού νάναγνωρίζει τίς ὀρθοσκευτικὲς καὶ λοιπὲς ἰδιαιτέρες συνήθειες τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων καθὼς καὶ τὰ πατροπαράδοτα τοὺς ἤθη καὶ ἔθιμα. Τὰ σημερινὰ ὄρια δὲν μποροῦνε νάποδώσουνε τὴ φυσικὴ φυλετικὴ διαφορὰ — τὸ δείχνει καλὰ αὐτὸ ἡ περίπτωσις τῆς Μακεδονίας — καὶ φαίνεται πῶς εἶναι ἀδύνατο νὰ διαρυθμισθοῦν ποτὲ τὰ σύνορα κατὰ τρόπο πού νὰ ἐπιτευχθεῖ ἕνα τέτοιο ἀποτέλεσμα.

Ἐφ' ὅσον θὰ ὑφίστανται κράτη τὰ ὅποια δὲν θὰ εἶναι συνενωμένα, εἶναι βέβαιο ὅτι θὰ ἐξακολουθοῦν νὰ ὑφίστανται παράλληλως διαρκῶς προστριβές καὶ κίνδυνοι πολέμων καὶ ἐπομένως ὀφείλουν ὅσοι ἐπιδιώκουν τὴν εἰρήνην στὴν νοτιοανατολικὴν Εὐρώπῃ νὰ ἐργάζονται γιὰ τὴν πραγματοποίησιν μιᾶς Ὁμοσπονδίας πού νὰ ἐγγυᾶται τὴν ἐλευθερίαν τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων. Τὸ ζήτημα αὐτὸ εἶναι σπουδαῖο ὄχι μόνο γιὰ τὴν Βαλκανικὴν, ἀλλὰ καὶ γιὰ τὴν ὑπόλοιπην Εὐρώπην, διότι ἕνας πόλεμος στὴ Βαλκανικὴν μπορεῖ πολὺ εὐκόλως νὰ ἐξελιχθεῖ σὲ ἕνα πανευρωπαϊκὸν πόλεμον.

Βλέπομε πολὺ καλὰ πῶς οἱ δυσκολίες εἶναι μεγάλες· ὑπάρχει ἡ ἀντίδρασις τῶν βασιλευόντων Οἴκων πού μπορεῖ νὰ νομίσῃ πῶς ἀπειλεῖται τὸ γόητρό τους. Ὑπάρχει ἡ ἀντίδρασις τῶν τάξεων πού διευθύνουν, ἡ θέσις καὶ ἡ ἰσχὺς τῶν ὁποίων, συνδέονται ὡς ἕνα ὀρισμένον βαθμὸν μὲ τὴν διατήρησιν χωριστῶν καὶ ἀνεξαρτήτων Κρατῶν. Ὑπάρχει ἡ ἀντίδρασις τῶν τραπεζιτικῶν ὁμάδων πού πραγματοποιοῦν κέρδη ἀπὸ τὰ δάνεια τῶν διαφόρων Κρατῶν. Ὑπάρχει ἡ ἀντίδρασις τῶν Ἐπιχειρηματικῶν ἐξοπλισμῶν πού ἔχουν συμφέρον νὰ διατηροῦνται οἱ ἐθνικοὶ ἀνταγωνισμοί. Ὑπάρχει ἡ ἀντίδρασις ὀρισμένων καπιταλιστικῶν ὁμάδων πού πραγματοποιοῦν κέρδη ἀπὸ τὴν ὑπαρξὴ διαφόρων κυβερνήσεων.

Ὅλα ὅμως αὐτὰ τὰ συμφέροντα δὲν εἶναι τίποτε, συγκρινόμενα μὲ τὴν εὐδαιμονίαν τῶν λαῶν καὶ τὴ μεγάλη ἀνάγκη εἰρήνης καὶ δικαιοσύνης πού ἔχουν οἱ καταπιεζόμενες μειονότητες. Εἶναι ἀνάγκη νὰ δεῖξομε στοὺς λαοὺς ὅτι τὰ συμφέροντά τους εἶναι κοινὰ καὶ ὅτι οἱ τεληρητοὶ σημερινοὶ χωρισμοὶ προξενοῦν τὴν ἐξαθλίωσιν, τίς καταδιώξεις καὶ τοὺς κινδύνους νὰ κατασφαγοῦνε ἀνθρώπινες μάζες. Πρέπει νὰ ἀρχίσῃ μιὰ μεγάλη διαφωτιστικὴ καμπάνια μὲ αὐτὸν τὸν σκοπὸ. Πρέπει νὰ γίνουν συλλαλητήρια, ἐφ' ὅσον εἶναι δυνατό μὲ ρήτορες ἀπὸ τὰ διάφορα κράτη, πού νὰ μιλῶν ἀπὸ τὴν ἴδια ἀποψή. Πρέπει ἐπίσης νὰ διαδίδονται πλατεῖα, ἔργα πού νὰ περιέχουν δηλώσεις συγγραφέων ἀντιπροσωπευτικῶν τῶν διαφόρων κρατῶν καὶ ἐθνικῶν μειονοτήτων. Ἄν πρέπει κάποτε νὰ ἱδρυθεῖ μιὰ Ὁμοσπονδία τῶν Βαλκανικῶν λαῶν, παρ' ὅλες τίς δυσκολίες, πρέπει ἡ προσπάθεια νὰ προέρχεται κυρίως ἀπὸ τοὺς ἴδιους τοὺς βαλκανικοὺς λαοὺς. Ἐπειτα ὅταν ἔλθῃ ἡ εὐνοϊκὴ στιγμή, πρέπει οἱ ἄλλοι λαοὶ νὰ ὑποστηρίξουν ἐπίμονα τίς σχετικὰς προτάσεις μὲσω τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν καὶ μὲ ὅτιδήποτε ἄλλα μέσα.

Πρέπει ἐν τούτοις νὰ προσέξομε νὰ μὴ θρέψομε ὑπερβολικὰς ἐλπίδας γιὰ μιὰ καθαρὰ πολιτικὴ Ὁμοσπονδία τῆς Βαλκανικῆς. Πολὺ πῶς ἀναγκαῖα εἶναι μιὰ οἰκονομικὴ Ὁμοσπονδία, ὅπου οἱ φυσικὲς πηγὲς πλοῦτου καὶ ἡ ἐξέλιξις τῆς παραγωγῆς θὰ χρησιμοποιηθοῦν πρὸς τὸ συμφέρον τῶν λαῶν καὶ δυνάμει τῆς ὁποίας ἡ σημερινὴ ἐκμετάλλευσις τῶν τραπεζικῶν καὶ καπιταλιστικῶν εἴτε ἀπὸ μέσα ἀπὸ τὴν καθενὴν χώρα ἐξασκεῖται εἴτε προέρχεται ἀπ' ἔξω, θὰ καταργηθεῖ. Μόνον μὲ μιὰ τέτοιαν ριζικὴ μεταβολὴ τοῦ κοινωνικοῦ καθεστώτος θὰ μπορέσουν νὰ παραγκωνισθοῦν ἡ ἀθλιότης καὶ ὁ κίνδυνος τῶν πολέμων.

Γεώργιος Μάξτον
Πρόεδρος τοῦ Ἀ. Ἐ. Κ.

Φένεο Μπρόκουαί
Γραμματεὺς τοῦ Ἀ. Ἐ. Κ.

Η ΣΥΝΔΙΑΣΚΕΨΗ ΤΟΥ ΒΕΛΝΤΕΣ ΚΑΙ Ο ΠΑΓΚΑΛΟΣ

Οἱ δυνάμεις τῆς Μικρᾶς Ἀντάντ συνῆλθαν γιὰ νὰ κατὰ στρώσουνε τὸ στρατηγικὸν τοῦ σχέδιου γιὰ τὸν ἐρχόμενον χρόνον. Σπουδαῖες καινούργιες ἀπόψεις δὲν ἐξεδηλώθησαν. Ἡ Ρουμανία τρέμει γιὰ τὴν Κατοχὴν τῆς στὴ Βεσσαραβία καὶ θὰ ἤθελα πάρα πολὺ ἂν ἐξηρτάτο ἀπ' αὐτὴν νὰ στρέφῃ ὅλην τὴν δύναμιν τῆς Μικρᾶς Ἀντάντ κατὰ τῆς Σοβιετικῆς Ρωσίας, γιὰ νὰ μπορέσῃ ἔτσι νὰ διατηρήσῃ τὴν περιοχὴ τῆς Κατοχῆς διαρκῶς. Ἡ Γιουγκοσλαβία ὅμως ἔχει ἄλλες ἔννοιες καὶ προσπαθεῖ νὰ προετοιμάσῃ καὶ νὰ ἐξαπλώσῃ στὴν Βαλκανικὴν τὴν δικὴν τῆς Ὑπεροχὴν ἢ ἐπίθεσιν τῆς Ρουμανίας στρέφεται πρὸς Ἀνατολὰς, καὶ προσπαθεῖ νὰ προσελκύσῃ στὸν Σύνδασμὸν αὐτὸ καὶ τὴν Πολωνία, τὸ κράτος ἐκεῖνον, πού ἐπὶ κεφαλῆς τοῦ βρισκεται ὁ ἀρχιστράτηγος Πιλσούντσκι, πού πλάττει ὄνειρα μὲ τὰ ὄρια τοῦ ἔτους 1772, ἐνῶ ἡ Γιουγκοσλαβία δὲν ἔχει ἀπολύτως κανένα συμφέρον ἀπὸ μιὰ τέτοιαν ἐπιχείρησιν.

Δὲν εἶναι ἀπλή σύμπτωσις, τὸ ὅτι κατὰ τὴν ἐπέτειον τῆς νίκης τῶν Βουλγάρων Πραξικοπηματιῶν ὑπὸ τὸν Τσαγγῶφ, ὀλόκληρος ὁ Γιουγκοσλαβικὸς Τύπος ἔλαμψε ἕναν ἔπαινον τοῦ ἀνατραπέντος Ἀγροτικοῦ καθεστώτος, καὶ οἱ κυβερνητικὲς ἐφημερίδες διεκύρηξαν φανερὰ τίς σκέψεις τοῦ Κώστα Τόντορωφ-Προσάρτησις τῆς Βουλγαρίας καὶ ὀλόκληρης τῆς Μακεδονίας στὸ νοτιοσλαβικὸν βασίλειον. Τὰ μόνον σημεῖα ὅπου ἦλθαν εἰς ἐπαφὴν στὸ Βέλντες ἢ Ρουμανία καὶ ἡ Γιουγκοσλαβία, προῆλθαν ἀπὸ τὴν ἀνακίνησιν τοῦ ζητήματος τῆς Ντομπρουτσᾶς ὑπὸ τῆς Ρουμανικῆς Κυβερνήσεως. Τὸ ἰσχυρότερον κράτος τῆς Μικρᾶς Ἀντάντ, ἡ Τσεχοσλοβακία δὲν εἶχε νὰ ἀντιπροσωπεύσῃ πλὴν ζῶντῶν τῆς ζητήματα στὴν Συνδιάσκεψιν. Ἡ Τσεχοσλοβακία τείνει νὰ διεισδύσῃ βιομηχανικῶς στὰ Βαλκάνια, βασίλει τις ἐλπίδες τῆς στὴ Γιουγκοσλαβία, ἂν καὶ ὑπάρχουν ἐξ ἄλλου στὴν Τσεχοσλοβακία μεγαλοαστικοὶ παράγοντες, πού ἐργάζονται γιὰ τὸν προσανατολισμὸν πρὸς τὴν Πολωνία, καὶ πού προτιμοῦν μιὰ ἀντιπολιτευτικὴ ἐξωτερικὴ πολιτικὴ ἀπὸ μιὰ Συνδέσιν τῶν ἐθνικῶν δυνάμεων στὴ Βαλκανικὴν· ἕνα μεγάλο μέρος τῆς τσεχοσλοβακικῆς Βιομηχανίας ἔχει ἀσφαλῶς περισσότερο συμφέρον νὰ ἀνοίξῃ γιὰ τὴν Βιομηχανία τοῦ μιᾶς χώρας ἀγροτικῆς, ὅπως εἶναι ἡ Γιουγκοσλαβία, νὰ λάβῃ μέρος στὴν ἀνάπτυξιν τῶν οἰκονομικῶν

τῆς δυνάμεων, παρὰ νὰ ὑποστηρίξῃ καμμιά περιπετειώδη δρόσιν τοῦ Πιλσούντσκι πρὸς ὄφελος τῶν Γάλλων Πιστωτῶν. Ἡ Τσεχοσλοβακία πρέπει ἐπομένως νὰ ὑποστηρίξῃ τὴν προώθησιν τῆς Γιουγκοσλαβίας πρὸς τὴν Θεσσαλονικὴν, νὰ παραδεχθεῖ τὸν Συμβιβασμὸν μὲ τὴν μουσσολινικὴν Ἰταλία, ὁ ὁποῖος ἐγγυᾶται στοὺς Ἰταλοὺς τὴν Κυριαρχίαν ἐπὶ τῆς Ἀδριατικῆς, δίδει ὅμως στὴν Γιουγκοσλαβία τὴν ἄδεια, μὲ σκεπασμένα τὰ νῦτα νὰ ἐνεργήσῃ κατὰ τῆς Ἑλλάδος.

Τὸ ζήτημα τῆς Θεσσαλονικῆς δὲν παρουσιάσθηκε στὴν ἡμερησίαν Διάταξιν τῆς Συνδιασκέψεως τοῦ Βέλντες, ἡ ἔννοια ὅμως τῶν διαπραγματεύσεων ἦταν ἡ προετοιμασία μιᾶς μεγάλης διπλωματικῆς Ἐπιθέσεως πρὸς ὄφελος τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἦταν ἡ συνάντησις τῶν δυνάμεων τίς ὁποῖες διαθέτει ἡ Μικρὰ Ἀντάντ γιὰ νὰ μετρώσῃ ἢ μαχημότης τῆς Γιουγκοσλαβίας, γιὰ νὰ ἐκτελέσῃ τὰ ἱμπεριαλιστικὰ τῆς σχέδια. Ἡ Γιουγκοσλαβία συμπληρῶναι τοὺς ἐξοπλισμοὺς τῆς. Κάμνει προετοιμασίες τόσο οἱ κονομοπολιτικῆς, ὅσο καὶ στρατιωτικῆς. Βέβαιον γιὰ τὴν ἀντίστασιν τῶν βουλγαρικῶν γεωργικῶν μαζῶν κατὰ τοῦ αἰμοσταγοῦς καθεστώτος τῆς „Σχκοβῶρ“, ἐξασφαλισμένη γιὰ τὴν εὐμενὴ οὐδετερότητα τῆς Ρουμανίας, ὕστερα ἀπὸ τὰ γεγονότα τῆς Ντομπρουτσᾶς, ἡ Γιουγκοσλαβία δὲ θὰ εἶχε καὶ πολὺ δύσκολη δουλειὰ νὰ κάμῃ στὸ μέτωπον αὐτὸ. Μιὰ συναδέλφωσις τῆς Βουλγαρίας μὲ τὴν Ἑλλάδα ἐλάχιστον μπορεῖ νὰ φοβάται, διότι ὑπάρχει τὸ μῖσος τῶν σλάβων χωρικῶν κατὰ τῶν ἑλληνικῶν στρατευμάτων τῆς κατοχῆς, τὸ ὁποῖον φυσικὰ εἶναι προγενέστερον ἀκόμα ἀπὸ τὰ γεγονότα τοῦ Τάρλις. Καὶ ἐν τούτοις ἡ Γιουγκοσλαβία δὲ θὰ ἐπιχειρήσῃ τὸ πρῶτον σπρώξιμον ἐναντίον τῆς Βουλγαρίας. Ὅχι· ἐπειδὴ θὰ λάβῃ ὑπ' ὄψιν τὸν ἐγγλέζον προστάτη τῆς Κυβερνήσεως Διάτσεφφ, παρὰ διότι ἡ Ἑλλάς γιὰ τὴν ὥρα φαίνεται νὰ εἶναι ὁ ἐπικινδυνέστερος Παράγων.

Ἡ Γιουγκοσλαβία δὲν χρειάζεται ἄμεσα τὴν ἐπικηδεμονίαν ἐπὶ τῆς Βουλγαρίας. Αὐτὰ εἶναι ἕνας ἀπώτερος σκοπὸς, μιᾶς ἄλλης περιόδου. Ἐξαναγκάζεται ὅμως οἰκονομικὰ νὰ πολεμήσῃ γιὰ τὴν κατὰ ληψὴν τῆς ὁδοῦ πρὸς τὴν Θάλασσαν. Ἐνας πόλεμος κατὰ τῆς Ἰταλίας δὲ βρίσκεται στὰ ὄρια τοῦ δυνατοῦ, ὅσο καὶ νὰ δημοφιλεῖς νὰ εἶναι ἕνας τέτοιος ἀγῶνας σὲ ἕνα μέρος τοῦ Πληθυσμοῦ. Ἀπὸ τὴν κατάστασιν τῶν πολιτικῶν τῆς δυνάμεων ὑποχρεώνεται τὸ Γιουγκοσλαβικὸν Κράτος νὰ ἐπιχειρήσῃ νὰ προωθήσῃ πρὸς τὸ μέτωπον πού παρουσιάζει τὴν μικρότερην ἀντίστασιν, καὶ ἐν

δνόματι τῶν καταπιεζομένων „σερβικῶν“ Μειονοτήτων τῆς Μακεδονίας, ἐν ὀνόματι τῶν οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς γιουγκοσλαβικῆς Κτηροτροφίας νὰ ἐκπορθῆσιν τὸν δρόμο πρὸς τὴν Θεσσαλονικὴν.

Στὴν Συνδιάσκεψιν τοῦ Τέμεσβαρ χρειάσθηκε ἀκόμη νὰ συζητηθῆι τὸ οὐγγρικὸ πρόβλημα, ὃ συγκεκριμένως κίνδυνος τῆς οὐγγρικῆς irredenta ἦταν ἓνα ἐμπόδιον στὸν δικό της ἱμπεριαλισμὸς, σήμερον τὰ πράγματα βρίσκονται ἄλλοιῶς. Ἡ Γιουγκοσλαβία εἶναι ἐξησαλισμένη ἀπέναντι τῆς Οὐγγαρίας, δὲν ἔχει νὰ φοβᾶται μιὰ βουλγαρικὴν ἐπίθεσιν, ἐσυμφιλιώθηκε μὲ τὴν Ἰταλία καὶ εἶναι ελεύθερη τώρα νὰ ἀρχίσῃ ἢ ἴδιαι ἐπιθετικὰς ἐπιχειρήσεις.

Τὸ καθεστῶς τοῦ Παγκάλου μπορεῖ νὰ εἶναι σὲ θέση νὰ εὐχαριστήσῃ τοὺς ἀριστεροὺς Βενιζελικούς καταργώντας τὴν Ἀυτονομίαν τῆς Δημοκρατίας τῶν καλογέρων τοῦ Ὄρους Ἄθω, μπορεῖ νὰ εἶναι σὲ θέση νὰ προσελκύσῃ περισσότερο καὶ νὰ προσεταιρισθῆι μὲ

διάφορες ἠθικὰς διατάξεις στοιχεῖα τῆς δεξιᾶς, τὸ ζήτημα ὅμως ἐκεῖνον τοῦ ὅποίου μόνου ἢ λύση θὰ τοῦ ἐξασφάλιζε τὴν διατήρησιν τοῦ καθεστώτος του γιὰ λίγο χρόνον, αὐτὸ δὲ μπορεῖ νὰ τὸ λύσει: τὴν ἀπαλλοτριώσῃ τῶν μεγάλων γαιοκτημόνων πρὸς ὄφελος τῶν χωρικῶν. Τὸ καθεστῶς τοῦ Παγκάλου ἔχει ὠρμάσει γιὰ τὴ θύελλα. Ὁ ἑλληνικὸς Λαὸς θὰ ὑποχρεωθῆι νὰ πλερώσει τὸ λογαριασμὸν ἂν ἐγκαίρως δὲν σπάσει μὲ τὴν ἴδιαν του τὴ δύναμιν τὴν κυριαρχίαν τοῦ μικροῦ Βοναπάρτη καὶ κερδίσει ἔντιμος συμμάχους ἀναγνωρίζοντας τὸ δικαίωμα αὐτοδιαθέσεως τῶν Μειονοτήτων. Μακεδόνες, Ἄλβανοὶ καὶ Ἕλληνες θὰ χρειασθῆι ἀπὸ κοινὸν νὰ καταργήσουν ἓνα καθεστῶς, ποὺ ὑποτάσσει τοὺς μὲν στὸν ξενικὸ ζυγὸ καὶ μέλλει νὰ μεταβάλλῃ τοὺς ἄλλους ἀνυπεράσπιστους σὲ θύματα τῆς περιπετειώδους πολιτικῆς τοῦ Παγκάλου καὶ τοῦ ἀπειλοῦντος σερβικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ.

Μελιγκος

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARĂ

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Tragedia coloniștilor macedoneni în Cadrilater

Felul cum s'a dezvoltat conflictul actual cu Bulgaria arată că atitudinea României față de guvernul dela Sofia nu este chiar așa de „energică“, precum vor s'o zugrăvească donchișoții presei noastre șoviniste. Pentru guvernul oligarhic dela București guvernul actual dela Sofia este doară, la urma urmei, vecinul cel mai puțin neplăcut — un guvern reacționar înrudit deaproape cu guvernele de soțul Brătianu sau Averescu. Dacă au existat nemulțumiri la București, asta nu a fost atât împotriva guvernului dela Sofia, cât împotriva organizațiilor refugiaților dobrogeni, cari nu sunt deloc — și pe drept cuvânt — pe placul oligarhiei brătieniste-averescane. Guvernul român nu urmărește prin „conflictul“ diplomatic decât să capete colaborarea celui dela Sofia pentru suprimarea organizațiilor dobrogene revoluționare și a „cetelor“ lor de partizani armați. Guvernul dela Sofia, dealtăparte, nu vede în aceste organizații și cete decât instrumente bune pentru atățarea urei șoviniste printre masele bulgare contra vecinilor și mijloace excelente pentru a abate spre scopuri false profundele nemulțumiri ale masselor den refugiați contra guvernului dela Sofia. De fapt guvernul bulgar este tot atăci cât și guvernul român dușmanul feroce al țăranilor dobrogeni, cari recurg la mijloace revoluționare în lupta lor politică și națională.

Dacă de pe urma conflictului diplomatic va avea cineva de suferit, apoi acela nu va fi guvernul Liapcev-Válkov, ci „conflictul“ îl va plăti dureros populația dobrogeană însăși. Dealmintrelea toate acțiunile patriotice ale guvernelor balcanice le plătesc sârmanele populații. O pildă vorbitoare ne-o dă acțiunea patriotică a guvernului român de a „întări“ și „asigura“ granița dobrogeană printr'un brâu de coloniști macedoneni.

Se știe că România n'are o graniță propriu-zisă cu Bulgaria. Acest lucru este recunoscut chiar și de șovinistii români. Așa face și d. Ștefan Tătărescu în *Lupta* din 13. August. „Dobrogea n'are graniță la sud, scrie d-sa. O graniță poate fi un accident natural geografic, un munte, un râu; o graniță poate avea un caracter etnic, linia de demarcație între două popoare... dar Cadrilaterul ee fel de graniță are spre Bulgaria? Niciuna din cele de mai sus“. Deaceea politica urmată de guvernele românești și susținută, spre rușinea democrației, de partidele de opoziție a fost de a „crea“ cu orice chip o graniță spre Bulgaria. Cum? Să muți Carpații sau Dunărea la Turtucaia sau la Balcic este cu neputință — din nenorocire pentru domnul Ștefan Tătărescu. Atunci! Acelaș domn Tătărescu formulează deaceea limpede și fidel linia practicei politice a patriotismului român: „Trebuie creat stratul izolator de esență pur românească între populația (bulgară I. M.) a Bulgariei și cea (deasemenea bulgară I. M.) a Dobrogei, după cum focarele bulgărești din Cadrilater urmează să fie romanizate.“ Și aceste rânduri sălbatec de șovine, cari palmuiesc în față principiile wilsoniene ale tratatului dela Versailles atât de venerat de către acelaș domn Tătărescu, sunt scrise în ziarul democratic al domnului Mille! În loc de a trage linia de frontieră acolo unde împrejurările istorico-sociale și voința populației însăși o impun, oligarhia română se stră-

duește să le violenteze cu ajutorul — din nenorocire — al democrațiilor români.

Pentru a crea acest „strat izolator“ au fost deaceea jefuiți țăranii băștinași din Cadrilater (după legile de „organizare“ a Dobrogei Noi și de „verificare“ a titlurilor de proprietate) de o treime din întinderea pământului lor, ba unii chiar de întregul lor pământ. „Afară de treimea provenită din verificarea titlurilor de proprietate, Statul dispune în județul Durostor de peste 18.000 ha. pământ arabil, la care s'ar putea adăuga pământurile dela graniță *părăsite în voia întâmplării...*“ serie *Universul* din 21. August. (Între paranteze: pământurile dela frontieră „părăsite în voia întâmplării“ sunt pământurile țăranilor dobrogeni, fugiți de urea administrației românești în pădure, în haiducie, sau peste frontieră în Bulgaria.) Pe fondul de pământ astfel alcătuit oligarhia română și-a propus să colonizeze cuțo-vlahi aduși în acest scop din Macedonia. Pentru a-i atrage, li s'au dat făgăduieli de aur. „Se făgăduia tuturor, ne povestește *Lupta* din 7 August; câte 10 hectare de pământ, loc de casă, cheresteaua și cărămida necesară construirii căminului, 50.000 lei în numerar, o pereche de boi, plug, sămânță și hrana până la noua recoltă; toate acestea coloniștii eventuali urmând a le plăti în rate mici, fără dobândă și într'un termen de 30 de ani.“

Un mare număr de sârmani cuțo-vlahi macedoneni s'au prins de această momeală. Dar curând și-au dat seama că totul nu a fost decât o cursă. Odată aduși în Cadrilater, ne spun acelaș ziar deosebit de bine informat în această materie, „ei au fost lăsați cu totul în voia soartei. Pușinii bani ce putuseră agonisi la plecarea (din vânzarea avutului lor de-acolo) s'au topit repede și bieții coloniști necolonizați au început să îndure mizeria“. (*Lupta* din 7 August.) Avuseseră doar menirea de a canaliza asupra lor ura, pe care populația băștinașă o îndreptase contra ocupației oligarhice. Pe dealtă parte, prin coloniștii macedoneni oligarhia urmărea să înrăutățească condițiile de viață și de muncă ale populației țăranesti băștinașe însăși. „Statul a dat fiecărui colonist 10 ha. de pământ de muncă. Agronomul însă, în complicitate cu șeful stației (!), își rezervă pentru sine recolta pe nouă hectare, lăsând colonistului pentru nevoile lui și ale familiei numai recolta de pe un singur hectar... Apoi o altă plagă s'a abatut asupra Cadrilaterului colonizat. Este vorba de funcționarii administrației, profitorii, cari își fac treburile cu brațele coloniștilor, fără plată și fără să li se dea hrana necesară... Toți s'au îmbogățit din sudoarea noastră“, se tânguie coloniștii. (*Lupta* din 15 August.) Reducând nivelul de existență al noilor plugari (coloniștii macedoneni), creind, prin colonizarea lor forțată în mijlocul țăranimei băștinașe expropriate, ură, conflicte și prilejuri permanente pentru intervenția Siguranței și a jandarmilor, înveninând atmosfera pentru a putea permanentiza starea de excepție și regimul militar, — oligarhia română urmărea un îndoit scop: să înăbușe orice veleitate de viață liberă și de demnitate cetățenească și să introducă relații agrare de jaf și neoibăgie la fel cu cele predominante în restul țării.

Meniți să fie unelte ale oligarhiei române contra țăranilor dobrogeni băștinași, românii macedoneni au devenit ei-înșiși victimele tragice ale oligarhiei. „Astfel bieții macedoneni, spune *Lupta* din 7 August, veniți să întărească frontiera, au ajuns într'o mizerie de nedescris, fără adăpost, fără hrană, fără îmbrăcăminte, de aproape

un an, și mereu pe drumuri zadarnice. Femeile au ajuns să-și nutrească copiii cu spicele rămase dela seceriș prin tarlalele turcilor și bulgarilor, bărbații au ajuns argații acestora, — iar cei istoviți de lipsuri și în neputință de a munci își târăsc mizeria cerșind de alungul satelor din cari sufletul românesc lipsește adesea.“ (De vreme ce românii nu sunt decât 2%, și aceștia alcătuiți din jandarmi și din funcționarii administrației!) Și în *Lupta* din 21 August d. Meghea ne mai spune că acești macedoneni, cari și-au părăsit locurile natale, „sunt nevoiți astăzi să bată drumurile prin capitala României-Mari, pentru a se ruga de legația greacă să binevoască a le acorda pașapoarte pentru a se putea înapoia la vetrele părăsite. Și... legația greacă îi trimite, ce ironie!, la ministrul nostru de externe...”

Aceasta este situația coloniștilor macedoneni din Dobrogea, și tragedia lor ilustrează mai bine decât orice alt argument afirmația că, așa precum guvernul bulgar se servește de refugiații dobrogeni pentru scopurile sale reacționare și de ațătare șovină, tot astfel guvernul român se servește de coloniștii macedoneni pentru a ațăta populațiile de naționalitate diferită unele contra altora, nu pentru binele populației românești, ci pentru avantajile oligarhiei.

I. Mateescu

Declarațiile d-lui Costa-Foru „Regele a devenit complicele dictatorilor“

România Muncitoare, organul muncitorilor români din Franța și care apare la Paris, scrie în No. său din 15 Iulie sub titlul de mai sus următoarele:

Asuprirea poporului român este așa de grozavă, crimele boerilor români sunt atât de sălbaticе, încât chiar din sânul acestei clase se ridică câte odată proteste vehemente, dacă nu împotriva regimului, dar cel puțin împotriva metodelor cu care se menține regimul. Astfel fu la vremea lui bătrâmul Gh. Panu care prin organul lui *Lupta* striga contra falsei și ipocritei democrații a boerilor de pe atunci, cari ca și cei de azi vorbeau de civilizație și băteau țărani ca pe niște câini. Astfel a fost și regretatul C. Roseti a cărui descriere asupra rascoalelor țărănești dela 1907, este un rechizitoriu nemuritor împotriva boerilor de orice culoare politică, pentru că toți laolaltă au contribuit la înrobirea țărâniei române, și la răscularea ei.

D-nul Costa-Foru, este și el un membru, și încă activ, al clasei dominante. Conservator militant a rămas credincios acestor

principii politice, fără însă să se coboare la josnicia politicienilor fără-scrupule de la noi. Cu atât mai puțin se poate dânsul împăca cu metodele teroriste întrebunțate de boerii din zilele noastre.

Scârbit și chiar înfricoșat de consecințele teroarei exercitate de clasa capitalistă, a strâns într-o broșură intitulată: *Crimele Siguranței Generale a Statului*, toate bestialitățile polițiștilor români și cere sus și tare încetarea teroarei.

Dar nici lui nu i s'a ertat crima de a fi dat în vileag o parte din fără-de-legile administrației românești. O bandă de fasciști a tăbărât vitejește asupra acestui bătrân și l-au bătut în așa hal ca azi trebuie să-și caute sănătatea sdruncinată în străinătate.

Cu ocazia trecerii sale prin Paris a făcut ziarelor franceze, la care se bucură de multe simpatii și prietenii, următoarele declarațiuni:

„Părerea pe care cei de aci (în Franța. N. R.) au despre România este complectamente greșită.

„Credeti că România este o țară constituțională? În realitate poporul român este supus unei dictaturi din cele mai înjositoare. Și Regele a devenit, prin acoperirea crimelor, un trist complice al dictatorilor.

„Credeti că în România există votul universal? Nu e decât o caricatură. Guvernul are la dispoziția lui mijloace ca să-și fabrice majoritatea în Parlament. Frauda și violența sunt mijloacele de luptă ale guvernului. Alegătorii opoziției nu sunt lăsați să voteze și dacă se opun, intervin soldații și jandarmii, iar rezultatul este moartea cător-va țărani. Candidații opoziției sunt arestați și judecătorii sunt servitorii supuși ai guvernului.

„Credeti că România este liberală? *Domnia regelui Ferdinand n'a cunoscut decat starea de asediu, cu toate ca a jurat că va respecta constituția.*

„Cum să protesteze poporul român? Ce mijloace să întrebunțeze? Revoluția, Razboiul civil?

„Violența sângeroasă nu este în frea poporului român. *Ar avea dreptul sa întrebunțeze mijloace extreme*, dar nu vrea încă. El vrea să întrebunțeze mai întâi toate celelalte mijloace. Și deaceia fac apel la sprijinul „Federației Ligqilor Drepturilor Omului“.

Declarațiile D-lui Costa-Foru sunt perfect adevărate. Dar vinovat nu sunt numai guvernele oligarhice și complicele lor, regele. Tot atât de vinovați sunt conducătorii așa zisei opoziții democratice, naționali și țărăniști. În momentele când teroarea băntue mai cu furie, când țărani cad sub gloanțele jandarmilor, ce fac conducătorii naționali și țărăniști? Adresează telegrame de protestare către rege!

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАША АНКЕТА

КОД ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА
О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

Проф. Д-р Виктор Хамершлаг

Виктор Хамершлаг родио се је 17 јуна 1870 у Линнику у Моравској. Средњу школу свршио је на гимназијама у Кремсиру, Тропау и Брну. Год. 1888 уписао се је на бечком универзитету у медицински факултет, где је слушао предавања гласовитих професора Алберта, Бидрота, Најмана, Цукерманда и осталих. Промовисан за доктора медицине у фебруару 1895, он је стекао веома брзо високи углед у медицинском свету. Хамершлаг је професор за болести уха на медицинском факултету у Бечу.

Он је обелоданио многобројна дела о физиолошким, хистолошким, анатомским и клиничким проблемима.

Проф. Хамершлаг био је од увек велики пријатељ мукотрпног радног народа. Он се је увек снажно дизао проти неправедности, коју донаша потлачивање народа.

Македонско питање било је исто тако слабо решено као и сва остала питања. То је последица неправедних уговора о миру, који

настадоше после рата. Овај рат, који се је водио тобоже за ослобађање потлачених народа, створио је гору ситуацију него ли је била прије рата.

Реакционарне владе — по самој својој бити — нису у стању да поштују и гарантују права народних мањина. Та се права не поштују и не гарантују не само на Балкану, него нити у осталим европским земљама, које су анектоване после рата, а прије су припадале другим државама.

Реакција, која сада бесни у Европи није ништа друго него оруђе у рукама енглеског, француског и американског капитализма.

Овом стању на Балкану и у свим осталим земљама ја не налазим другог лека него у остварењу колективног социјалистичког режима. Изван овог решења — све је друго само илузија. Треба се свим силама борити против ових реакционарних влада на Балкану и осталим земљама Европе, настојати оборити режим човекер израбљивања и осигурати владу рада и стваралачког социјализма.

Проф. Д-р В. Хамершлаг

J. M. Кенворт

Поручник командир J. M. Кенворт родио се је године 1886. Ступио је као заставник у енглеску морнарицу 1902, а био је 1907 потпоручник, 1908 поручник, 1916 поручник-командир. Повео се је из морнарице 1920. Био је 1918 у Гибралтару заменик начелника генералног штаба.

Послије 1919 он је члан енглеског парламента, припада либералној партији и један је од најактивнијих парламентарца.

Садашње решење македонског питања не одговора ни принципима праведности ни принципима слободе. Оно представља велику погубел за европски мир.

Под реакционарним владама, које су сада на Балкану права народних мањина нити су заштићена нити поштована, а то важи у првом реду за Македонце.

Да нестане tlačена народних мањина и супарништва појединих држава, која нужно воде до крвавих сукоба, требало би најприје појачати углед Друштва Народа. Оно би морало имати своје представнике у свим балканским крајевима, а поготово у оним крајевима, у којима се данас налазе у компактним масама потлачене народне мањине. И то ће бити временом федерација балканских земаља,

која ће осигурати дефинитивни мир на Балкану. Та је федерација уосталом потребна за мир света.

Балканска Федерација неће се моћи оживотворити док су на власти садашње владе. Треба још одгајати народ у овом смислу.

Јавно мишљење треба да захтева Федерацију и тај одгој јавног мишљења има да буде задаћа листа као што је „Балканска Федерација“. Ви чините човечанству неизмерну услугу тим, што упуњујете балканско јавно мишљење тим правцем.

И Балканска Федерација ће се тек онда остварити, кад балкански народи увиде ништетност рата и империјализма. Енглеска, Америка, Холандија, Швајцарска морале би отказати сваки кредит, сваку финансијску помоћ, сваки зајам свакој балканској држави, која проводи империјалистичке циљеве. Трешало би забранити, да приватна лица продавају муницију балканским државама. Ту би забрану требало провести не само на Балкану него и у свим другим државама. Продају муниције требало би забранити као што трговину са белим робљем.

Разоружање балканских држава има бити део светског уговора о свеопштем разоружавању. Данданас не угрожава Балкан ниједна велика сила. Борите се проти реакције и ви ћете оживотворити Балканску Федерацију, балкански мир, неопходно потребит за европски мир.

J. M. Кенворт

Безглавост саобраћајне политике у Југославији

У времену када економска криза из темеља потреса нашу земљу, долазе временске непогоде-поплаве, без мало не у целој земљи, да би уништили и оно што безглава политика наших влада није успела до сада да уништи. Док, с једне стране у читавом нашем државном газдинству влада такво расипкућство, да му је тешко наћи такмаца-осиромашавање и беда обухвата све шире и шире слојеве народа, докле се с друге стране у јавном животу не чује ни речи о путу и начину на који да се реше економско-финансијски проблеми. Читава наша политичка јавност са неким страхом очекује оракулске речи „седог премијера“; јер у њима види блику будућност или пак очекује темпераментне експекторације вођства хрватског сељаштва, надајући се тада личним променама. Осим неколико академских опаски, које су учинили за време буџетске дебате: Кумануди, Шећеров и Велковић — нико се у овој земљи не бави озбиљно тешком економском кризом, која попут море почива на народном организму. Алфа и омега југословенског политичког живота јесу: Политичка превирања, лични профит и празно балканско парадирање са сликом једне модерне државе. И док ова блажена сељачка влада даје врло лаке руке годишње 80 милиона динара, руским изабелицама — генералу Врангелу и његовом штабу — од којих нема никакве користи, та иста влада није могла наћи за ових седам година 30 милиона динара за оправку насина око Дунава и тако спречи ову катастрофалну поплаву и уклони тотално уништење Бачке, те наше и европске најбоље житнице.

Стручњаци инжињери годинама су тражили ту суму ради регулација Дунава, како би се тиме спречила поплава, но влада, која само тројици својих министара вотира годишње десет пута већу суму за диспозициони фонд, није нашла за потребно да изађе овим оправданим захтевима стручњака. Због те немарности налази се сада најбогатији крај наше земље под водом, а такође и из других крајева стижу очајни и тужни гласови.

Положај у индустрији је веома тежак и безнадан. Ограничење рада и беспослица свакодневно расту. Виланс за пословну 1925 годину најбоље показује да су: 90 процената свих предузећа закључили своје послове са пасивом, а нека и са великим губитцима. Индустрију притискују: велика пореза и висока каматна стопа. У најповољнијим случајевима каматна стопа износи 17%, но то не може знати југословенска индустрија, јер суседне земље раде са далеко повољнијом стопом. Народна Банка са 1.250.000.000 динара, коју суму ставља на расположење привреди, не може деловати на кредитно тржиште нити пак регулисати каматну стопу.

То тешко стање индустрије и пољопривреде појачава још више лоша или боље никаква саобраћајна политика. Само великосрпски интереси нагнали су радикалске политичаре да прихвате захтев Италије обавезом у Нептунским Конвенцијама, да неће изграђивати луке на Јадрану а нарочито не оне на северном Јадрану. Из великосрпских а не економских интереса хоће београдска влада, да сав експорт (извоз) упути на Солун. Из тих разлога југословенски посланик у Атини Панга Гавриловић жури да закључи споразум са грчком владом о употреби српске слободне зоне у солунској луци. Тим кораком хоће Нинчић да покрије свој неуспех у Нептуну а с друге стране покаже антагонизам београдске чаршије према економским концепцијама преанских крајева у питању комерцијалног излаза. Јадран или Јејејско море је питање које се повраћа на позорницу. У том се питању баш најбоље огледа безглавост југословенске саобраћајне политике, јер она не долази из стварно потребних разлога већ из чисто империјалистичких мотива, про-

лазећи олако преко свих економских разлога и свих закона економског живота.

Солунска трговачка зона је мала, железнички подвоз не удовољава потребама експорта, а сам се превоз обавља на грчкој прузи по грчким железничким тарифама, што наравно утиче на поскупљивање робе. Неколико примера: Превозни трошкови за вагон жита од Куманова до Солуна износе 2500 динара, а од Баната 5000 динара. Тако превозним трошковима отперено жито не може никако конкурисати румуноком, које долази поморским путем из Галуа и подвозни трошкови стају до Солуна 1200 динара. Још мање може да конкурише американском житу, које Америка сваке године све више баца на Европску пијацу а чији подвоз по вагону износи од Њујорка до Солуна 2240 динара. Како видимо, Америка може да лиферије јевтиније вагон жита из Њујорка од аграрне Југославије, којој је пољопривреда једини извор богатства и једини производ, из Куманова до Солуна.

Преговори Гавриловића са грчком владом имају троструки значај т. ј. они требају донети троструку корист београдској влади: Прво, проширење саме зоне; друго, директан саобраћај возова са југословенском станицом Бевђелија и треће, сав тај железнички саобраћај треба да потпадне под управу железничке дирекције у Београду.

Грчка се опире свим силама противу тог захтева Београда, наводећи као узрок, да је ту питање веоко суверенитета. Стварно се Грчка боји, да не би Југославија на тој важној линији Бевђелија—Солун присвојила читав промет, а доцније и саму железницу и луку.

Хоће ли Грчка попустити или не претњама Југославије, зависи од потпоре, коју ће добити Пангалос, по овом питању од Мусолинија и талијанског фашизма. И ето тако редом руши економски живот империјалистички став југословенске политике. Да се очува пријатељство Италије у сукобу са Бугарском ради Македоније жртвују се луке на Јадрану, јер специјално нису Српске.

Ради те безглаве саобраћајне политике, индустрија, ради само са 50% капацитета. У железничким радионицама у Јасеници (Словенија) затварају се све (осим шест) жељезне пећи. Прерађивачка индустрија меса је изгубила своју природну пијацу — Аустрију, јер је Аустрија успела са повољним трговачким уговорима, да осигура себи своје потребе у Пољској, Мађарској и Румунији.

И тако редом страдају све гране народне продукције, јер наши меродавни политички кругови немају за економске потребе народа никаквог смисла, јер им је главно партијско подваљивање и лични профит.

Сава Симић

После општинских избора у Србији

15. августа вршени су избори у Србији, Македонији и Црној Гори, то значи у једној трећини целе Југославије. Према извештају министарства унутрашњих дела избори су дали ове резултате:

Радикали добила су	1595 општина
Демократи (Давидовић)	450 "
Самостални демократи (Прибићевић)	19 "
Српски земљорадници	79 "
Републиканци	14 "
Црногорски федералисти	10 "
Неопређене листе	18 "
Грађанске листе	2 општине
Либерали	1 општину

На први поглед то су сјајни резултати за радикале, јер су они добили преко 70% општина. Код ближе анализе, слика је сасвим другачија. Прво, у градовима и варошицама, радикали су много ослабили. Демократи им претеше не само престоницу Београд, него и многе друге, особито веће, градове.

У Београду добили су гласове:	
Демократи (Давидовић).....	6578
Самостални демократи (Прибићевић).....	718
Званични радикали.....	6226
Радикали дисиденти (Бобић).....	2473
Комунисти.....	799
Социјалисти.....	303

Резултати по градовима и варошицама јесу ови: радикали су добили 122 општине, демократи 71, српски земљорадници 4, федералисти 2, радикалски дисиденти 1, неопредељени 1.

Кад се сумарни изборни резултати расподеле по покрајинама, онда се дође до врло значајних констатација: у центру српског народа, у Србији, где је база радикалне странке, радикали имају и на селима велике губитке. У округу рудничком на пр. спадоше радикали од 34 општине на 23, а демократи порастаху од 15 на 26; у срезу лепеначком добише демократи 7 нових општина. Таква се тенденција запажа у целој Србији. У Македонији радикали изгубише градове Велес и Битољ, а неситурни им се показаше Скопље и Прилеп. Али су на селима радикали добили 95% општина! То је дело чистог терора. Под изговором гоњења комита, радикали су убијали сваког, ко је покушао стављати нерадикалске листе. Тамо су полицијске власти, које су у рукама радикала, просто именовале општинске управе. Отуда потичу високе цифре радикалских општина. У Црној Гори, уза

сав терор и корупцију, радикали показују назадак. Дижу се републиканци, федералисти и демократи. У више места црногорски федералисти поставили су заједничке листе за Независном Радничком Странком.

Губитак београдске општине силно је онекао радикале. Радикалски министар унутрашњих дела Максимовић изјавио је, чим су се дознали резултати: „Општина београдска мора бити ускоро опет радикалска! Ми смо изгубили, јер смо били центмени!“ Требао су, дакле, употребити онакв терор као у Македонији, па би добили и београдску општину. И сигурно да би је добили, само је питање, може ли се у Београду вршити без опасности револте терор као у македонским селима. Као други аргуменат употребише радикалски министри Узунковић и Максимовић, да треба новозабрану општину распустити, јер да су за демократе гласали многи републиканци, социјалисти и комунисти. Кад је читава јавност противу овакве не само реакционарне него и директно противустанке махинације устала, поднеше радикали на основу трећег аргумента — да су се код избора вршиле многе неправилности — тужбу суду тражећи да се избори пониште. Београдски суд, као и све остале државне институције држе радикали и биће интересантно, како ће суд одлучити, тим више што су изборе вршиле — радикалске власти.

Председник владе Узунковић поручио је јавно новозабраној демократској општинској управи, да између ње и радикалске владе не може бити хармоничног рада.

Изборни резултати неће имати непосредног политичког ефекта, досадашња влада остаје и даље, уз мање реконструкције кабинета, али овај пораз радикала несумњиво да заоштрава политичку атмосферу и у ближој будућности треба очекивати оштре сукобе и кризе.

П. Марић

يکيت بوئوتدک . او قوتدک ، روحنه فضيلت تخميريني اکدک اونجيب
 تربه ايله بيوتدک ، حکر پارچرک نه اولدی؟ نه اچون اوقبور ، ونه
 اچون کويلى به طرف چيقيور اديه قولاقردن قان فيشقرنجه به قدر
 ژاندارمه نك دمير غرباچي ايله دوکولوب اوله ن جکر پاره گي می
 آرايور سک؟ اونک قانلي ، مورارمش نازک وجوديني اولوسني الملق
 اچون عسکري قيشله سنده کيرديکک وقت به ديکک چيزم تکمه لک
 چر مه لک آغير حقارتلريني می دوشنيور سک؟ سز همشيره ! قيزيني ،
 جکر پارچرني وطنه خدمت ايتک اچون او قوتدک ، معلمه ، صريه ياپدک .
 قيرک نه اولدی؟ نه اچون کويلى به طرف چيقيور ، نه اچون کويلى
 چوجغني کوزه ل يتشديريور ديه قيشله به صوقديلر ، صويديلر ،
 دوکديلز زواللي ايکي کوچک معصوم چوجقاري والده لرنيک فريادلريني
 طيشارودن ايشيديرکن باغرينه قانلي کوزياشليله باصوب او اشکجه لری
 ايشتماک اچون قاپوطيشاري قووولديغک زمانی می دوشنيور سک؟
 قيزيني وطنه خدمت ايتک اچون صريه لر يتشدير ديکک او معصوم
 کيجي بر دهاکوره مدک ، او قره قيشله قیوسی قانلي آوازي مزاري
 اولدی . فقط سن قارداش سن همشيره طن ايمه که جکر پارچرک
 غائب اولدی . او شهيد در ، اونک قانی او قدر پهاليدر که محکمتهک
 قور توله سنه سبب اوله جقدر . ايشته اوزا قردن کلن بر سس اومبارک
 قيرک ، اوشهيدلرک ماتمي صايور ياصني طوتيور ، اونلرک روي او قاتلرک
 رؤيالرينه کيرمهک باشلادی ، آنلری تعقيب ايدنيور ، آنلرک ظلمرينک ،
 اشکجه لرنيک جزالريني اوده جک زمانی ياقلاشدی ، معصوم قانی
 قدر قوتلی ، قدرتلی دنياده هيچ بر شي يوقدر .

هر شي نه زيلير ، يه ييلير ، معلوب اولور ، معصوم قانی هر وقت
 دير ييلير ، ظالملرک باشنه طوپ کي چوکر ، انتقامني هر حالده آير ، بوده
 الله قانوننک بر جلوه سيدر .
 «مابعدی وار»

شار

غزته جي ، معلم ، معلمه اولدیردی ، بونره قارشى نه يايدي بلکه ده
 رجا ايتدی ، يالواردی ، يوقدر ده اولماز دیدی فقط کيم ديککر .
 بونلرک ايجنده يوغوسلاويا قرالنگ می سوزی لچيور؟ بر چوبان پاسيچ
 قرالی اوشاق يرينه قوللانديمی؟ رومانیا قرالنگ می سوزی کچيور؟
 کندى اوغلنى بيله قاپو طيشاري آتديرده برشي ياپامدی . رومانیا
 ضابطلری ، ژاندارمه سی کويلرده ، شهرلده ايشتديکني يايور ، اونره
 کيمسه برشي دی به ميور . آنلرک هر بری قرالدر ، بو حکومتچيلر بز قرال
 ايشته يورز ، ره پوبليک ، جمهوريتچيلک نه يی دکلدر ، اغرار فرقه سی ،
 کويلى فرقه لری لازم دکلدر ديورلر سزی قانديريورلر . باقکر بويله
 قراللق می ايشته يور سبکز يوخسه سزک اچکزدن سه چه جغکزرک
 ناموسلی تميز آدملرک کوزل بر سنديقانک ياپاجغني قانونلری ، قوره جغني
 اداره يی می ايشته يورسيکز . اوسنديقا سزک اچکزدنر ، اوسنديقا
 سز سيکز . سزک دردلر يکزی ، يارالريکزی اوسنديقا آنجق اوکوی
 مجلسی بيله ييلر . يوخسه کوکسنه قاتللق علامتلی اولان نشانلری
 طاقش غرباچلي اونيفورمه لی چزمه لی اسکی تورک استبداد پاشاسی
 کي جنرالروژاندارمه حکومتلری ايشته يورسيکز؟ ماکدونياي قارداش
 بز وطنز اچون اولمکدن نه وقت چکندق؟ هيچ بر ماکدونياي بودنائتي
 ارتکاب ايتامشدد ، وطن اچود ، ملت اچون بز اولومه دوکونه کيدر
 کي کيتمش وشانلی شرفلی اولمشز ، غايه مزه ، ايده آلمزه ايرمک اچون
 بز هر وقت اولومه کولمشز . فقط بو قدر فدا کارلقلریمزک مکافاتي
 نه در؟ نه اچون اسکی ترکانک استبدادينه قارشى او قدر بيوک فدا
 کارلقلره سنه لره بو غوشدق؟ ملتيز وحریتز اچون دکلی؟ نه اچون
 يوقدر حر بلرده بيکگرجه کيخ بر اقدق حریتز اچون دکلی؟ هانیا
 حرمی يز؟ زوالی قارداش اولکندن ده بدتر قان قوصورسک ، سز
 آجسک ، او سز ، يوردسز سک ، سنک اوینی بسله ديکک اردونک
 طولومبه لری پترول ، غاز دوکهرک ياقدی . بدبخت قارداش سن
 اولاديني کوچک ياشندنبري اجدادينک قهر مانلقلريني سويليه سويليه

- ۲ — بالقانلرده بو کون حکمران اولان مرتجع حكومتلر اقليتلرک حقوقى صيانت ايده جکلرينه احتمال ورييورميسکز؟
 - ۳ — بالقان ملتري آراسنده کي نفاق وجدالى ازاله، اقليتلرک حيات و حقوقى تايمين و بوکونکي استبدادى رفع اچون الك ابى واسطه اولق اوزره نه تدبير تکليف ايديورسکز؟
 - ۴ — بوکونکي حكومتلرک بر بالقان فده راسيونى تشکيل اتمه لرينى ممکن بولييورميسکز؟
 - ۵ — بالقان فده راسيونى حقهنده کي فکر يکزي و بو فکر لهنده ايسه کز بر آن اول تطبيقى خصوصنده نه کبي شرائطى لا بد عد ايديورسکز؟
- شمدى به قاداتر آلدیغیز جوابلر بر چوق تاریخی، اجتماعی، اقتصادی، سیاسی اساسلره استناد ایتکده اولوب بالقان فده راسيونى تشکيلنه طرفداردرلر. بو جوابلر بوندن ما عدا اثبات ايديورکه اوروپا عملة کتله لری، منوران طبقه لری فکر يمزک تطبيقنده بزه معاوتلرينى دريغ اتمه به جکلردر.
- اوروپا افکار عموميه سنک بالقان فده راسيونى لهنده کي جوابى بالقان حكومتلرينک مرتجع وفاشيست حرکانه اينديريلن بويوک بر ضربه در.
- بو مقصد اوغورنده صرف مساعى ايدن بزلر اچون ايسه آلدیغیز بوجوابلرک قيمتى بويوک اولديغى قدر مستقبل غلبه مزى بيلدیرن معنوى بر موفقیتدر.
- تعقيب ايتديگیز استخلاص مجادله سنده جوابلرله توصه لرينى اسيرکه مه ين بوفن و فکر آدمرينه بالقان ملتري نامه تشکراتمزي عرض ايدرز.
- کله جک نسخه مزده اعتباراً آلدیغیز جوابلري نشر ایتکه باشلايه جغز.

العاده ناخشنود ایتکده و مستقبل بحر انزه سوق ایتکده در. يونانستانده ايسه عسکرى ديکتاتورلقلر بر برينى ولى ایتکده در.

رومانیاده قرون وسطائى بر حكومت عملة کتله لرينى تضيق ایتکده و اقليتلري افنايه چاليشمقده در. نهايت آراوود لقهده پاسچک بر اويونجاغى اولان احمد زوغو اسمنده کي سرسرى سياسى رقبيلرينى اولدورمکده و اهالى بي تدهيش و اخافه ايله تضيق ایتکده در.

بوتون بالقانلرده حکمران اولان اداره ظلم و استبداد اداره سيدر. بوظالم و مستبد حكومتلر آراسنده دوام ايدن نفاق و رقابت بالقان ملتري محوه سوروكله مکده در. حرب، عصيان، قتل عاملر بو ظلم و استبدادک طبيعى محصوللريدر.

بو حاله قارشى بر چاره بوقيدر؟

اميتز که بو تهلكه لری ازاله اچون يالکز بر واسطه واردر. اوده بالقان فده راسيونيدر. بو فکرى اشاعه اچون "بالقان فده راسيونى" غزنه سنى نشر ايدييورز.

بالقان ملتريک سر بستجه برلشمه لری و آمريقا جاهير متفقه سى کي بر فده راسيون تشکيل اتمه لری بوشبه جزيره بي محو و انقراضدن قورتارمق اچون يکانه تدبيردر. بالقان ملتري آنجق بو اميد ايله استقباله باققدده در.

بالقان ملتري آراسنده کيتدکجه درين کوکلر سالان بو فکرى اوروپا افکار عموميه سنک بويوک رجالنه عرض ایتکي بر وظيفه عدايتدک.

فنى، ادبى، سياسى آدملره زيرده کي سؤاللى ايراد ايتدک:

۱ — ماکدونيا مسئله سنک شمدى کي صورت حلنى حرريت و عدالت مفهوملرله وصلح عمومينک منافعيله قابل تاليف بولييورميسکز؟

ماکدونيا خاطر اتى

(اوجينى مکتوب)

باشمزه فلاکتلى کتيرنلر کيلردر

وطنداش، اولکي مکتوبده فلاکتلریمزه، باشمزه کلان بوقدر دردلریمزه سبب باشده انگليز پولىتقه سى قايتباليست ديدکلری پاراکيسه لريله بانقه لره اونيانيان اوحيله کار قودو مانلردر ديمشدم. ماکدونيا ليرک چکديکي اشکجه لری و چلله لری برر، برر اکتلاق ممکن دکل ذاتا بالقانده بوقانلى صحيفه لری کورمه ين، قانلى کوزياشى دوکمه ين بر کويلى وارميدر؟ بونلری بومکتوبلره اولوره اغلادقلى کي ياس يرينه تکرار ايد بيورم. سزه خاطرده قالان اک قانلى پارچه لری قيصه جه صره سى کلدکجه صاياجم، صاياجم که اچکزده بلکه بعض صاف دلر الان بولنورده آلداتلر، اونلرک کوزى اوکته بوقانلى لوحه لری صوقق ايسترمه کي حکومت مأمورى دينلن عسکر، ژاندارمه، يوليسک حيله لرينه يالا نلرينه قايتباليستلر. کويلى، عملة غرونى، بو مبارک کتله آرتق قاننى، تمیز، نجيب قاننى بو صائلمش؟ بالقان ملتري قانه بو يامق اچون قايتباليستلرک قاصه لرينه اللرينى اوزاتمش بوقانلى قاتل

حکومتلر حسابنه بردها دوکمه سک. آرتق تيزمى؟ کويلر طوپه طوپلر، قادين چولوق چوجوق بوغاز لانير، انسان سورولری تهرره دیری دیری آتيلر، قيرغيز ديمزلره، دمير غير باچلره اشکجه لر، طايقلر، صوآلنده ايزه لرده قره اوروج ديد کلری قورواکک وصو ايله قهر اولوب اولک تيزمى؟ ... بويله ظالملرک سوزينه باقارق دولت ووطن اچون البيسه کي يوب اولومه کيده جک بودالا، حسسز کويلى، ماکدونيا لى وارميدر؟ بو بالقان حكومتلری رومانیا، بلغار، يوغوسلاويا يونان، آراوودلق، بالقان ملتريک حكومتلری دکلردر. بونلر ملتري ديدکيم کي محواتک اچون صائلمش! بر سورو قانلى، قاتل، حرسز، طاقى آدملردر. بونلرک آراسنده کي قرالر عاداتا قوقلا کي بوخر سز قاتلرک الله برر اويونجا قدر. ماکدونيا لى کويلى قارداش سز بويله قراللقى ايسته بوري سکز؟ قرال بوري س کي برقرال آتنده بر سنه طرفنده بلغارستانده استاستيقله. قلمله (۲۰۰۰) يکرمى بيک کشى کويلى، مبعوث،

بوقانلى صحيفه لری کورمه ين، قانلى کوزياشى دوکمه ين بر کويلى وارميدر؟ بونلری بومکتوبلره اولوره اغلادقلى کي ياس يرينه تکرار ايد بيورم. سزه خاطرده قالان اک قانلى پارچه لری قيصه جه صره سى کلدکجه صاياجم، صاياجم که اچکزده بلکه بعض صاف دلر الان بولنورده آلداتلر، اونلرک کوزى اوکته بوقانلى لوحه لری صوقق ايسترمه کي حکومت مأمورى دينلن عسکر، ژاندارمه، يوليسک حيله لرينه يالا نلرينه قايتباليستلر. کويلى، عملة غرونى، بو مبارک کتله آرتق قاننى، تمیز، نجيب قاننى بو صائلمش؟ بالقان ملتري قانه بو يامق اچون قايتباليستلرک قاصه لرينه اللرينى اوزاتمش بوقانلى قاتل

بalkan فده راسيونى

هر اون بش كونده انتشار ايدر

بalkan اقليتلرينيك ومظلوم ملتلرينيك مجموعه سيدر

بالعموم balkan لسائلرنده يازيلمقده در

بalkan فده راسيونى واوروپا افكار عموميه سى.

سياست وادبيات آدملىرى نژدنده آنكه تيز.

ماكدونيا اهاليه سينك بركونيكى فجمع وضعيتى بر استخلاص مجادله سنه
كيشمه منى بر وظيفه قيلقده در. اسكى تورك اداره سى آلتنده

بيلگرجه وبيكگرجه ماكدونيا ليلير استقلال وحرريت او غورنده حياتلرينى
فدا ايتديلر. balkan حريندن صوكره ماكدونيا يالكر افندى دكيشد برمش

وصريستان، يونانستان وبولغارستان آراسنده تقسيم ايديلمشدر. مغدور
ملتلك استخلاصيله انتاج ايدى جيكى سويله ن حرب عمومى، ماكدونياك

بو تقسيمينى تايد ايتدى. بو كون ماكدونيا اسكى تورك اداره سنه
رحمت اوقوتان بر اسارت آلتنده ايكله مكده در.

ماكدونيا بركونيكى حاكملى اهالى بي محواتك ويا ملتى سوندورمك
املنده درلر. ماكدونيا مسئله سنى اورته دن قالديرمق ايجون الك غدارو

وحشى وسائطه توسل وبتون بر ملتى افنا ايتكدن چكشورلر. هر طرفه
قورقو ودهشت القا ايدن بو سياست قتل عاملره، غضب و غارتلره

بولغارستانده تساقوف واونك وارثى اولان جمعيت عسكريه
بويوك بر مرتبه كاله كتيردكلرى اسكى غدار تدابيرى موقع فعله وضع
ايديلورلر. قتل عاملردن صرف نظر، چنه جيلك اصولنى ييكيدن احيا
ومحكمه لردن جبرا اعدام قرارلرى چيقارتييلورلر. جانيلرك قورشونلريله
افنا ايديلن بيلگرجه اهاليدن ما عدا محكمه قراريله اعدام ايديلنلرك
ويا بويوله بر قرار بلكه مدهن حبسده اولدورولنلرك عددى كيتدكجه
چوغالمقده در. يوغوسلاويا ده پاسيچك تعقيب ايتديكى شديد مركزيت
اصوللرى كيني حرکات ومستبد اداره بو دولته كى ملتلىرى فوق

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
5 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (865—881)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique
Auguste Forel — Arthur McManus — John Wheatley — Dr Leon-
hard Ragaz

Henri Barbusse: La question macédonienne est-elle si complexe
que cela?

Paul Louis: La leçon de la dernière crise balkanique

Le Dr Vukachine Markovitch a été enfin libéré

J. Mateescu: La tragédie des colons macédoniens dans la Dobroudja

A. Luc: La rage impuissante des Autonomistes macédoniens

Pierre Paraf: Les Bourreaux de Henri Barbusse et l'opinion
européenne

Marcam contre les Bourreaux de Sofia

Marcam à Henri Barbusse

Un député albanais: Enfin une voix raisonnable de Belgrade sur
l'Albanie

A-s.: Le Congrès International des travailleurs de l'enseignement
et la Terreur Blanche dans les Balkans

J. Zanic: Pourquoi M. Raditch se rend à Genève

Melingos: Ascension et chute de Pangalos

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

Revue de la Presse

Texte allemand (882—885)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation

Dr. Leonhard Ragaz

Melingos: Pangalos' Glück und Ende

K. Vojkisch: Die Konvention zwischen Italien und Jugoslawien

A-s.: Die Finanzdiktatur Pangalos'

Texte bulgare (885—888)

Македонският въпрос Вътрешната Македонска Революционна
Организация (Обединена) по положението в Македония

A. Лосиен: Палачите од Анри Барбус
Шарл Мартен: Европейското обществено мнение против белия
терор на Балканите

Texte albanais (889—890)

Enquête-a e jonë permby Federacionin Balkanik

Alphonse Aulard

Maranaj: Fuqinat e mbrendshme në Shqipëri

Texte croate (890—892)

Naša Anketa o Balkanskoj Federaciji

H. N. Brailford

J. Zanic: Zašto ide Radić u Ženevu?

B. Delić: Mučeništvo narodnih manjina Jugoslavije

Jean Zyromski: Za Balkansku Federaciju

Texte grec (893—895)

Γκαίμης Μάξτον

Αρσιμπαλντ Φέννερ Μπρόκουαλι

Μελίγγος: Η Συνδιακείμενος του Βέλγους και ο Παγγαλος

Texte roumain (895—896)

I. Mateescu: Tragedia coloniștilor macedoneni în Cadrilater

Declarațiile d-lui Costa-Fort

Texte serbe (896—898)

Наша Анкета о Балканској Федерацији

Проф. Д-р Виктор Хамерилас

J. M. Kenworthy

Сава Симић: Безглавост саобраћајне политике у Југославији

П. Марић: После општинских избора у Србији

Texte ture (898—900)

بalkan فده راسيونى واوروپا افكار عموميه سى
سياست وادبيات آدملىرى نژدنده آنكه تمز
شار: ماكدونيا خاطراتى — اوچنجى مکتوب